


# BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

## Sommaire

	Pages
<b>A – INTERVENTIONS DU PRÉSIDENT DE LA COB.....</b>	<b>3</b>
<b>I – Intervention de M. Jean SAINT-GEOURS, président de la COB, aux Rencontres internationales de la Bourse de Paris .....</b>	<b>3</b>
<b>II – Intervention de M. Jean SAINT-GEOURS, président de la COB, lors de la remise du rapport conjoint du CENA et du CEPRA pour l'année 1988 par le président du Conseil des commissaires aux comptes (9 janvier 1990) .....</b>	<b>5</b>
<b>B – APPLICATION DES TEXTES .....</b>	<b>9</b>
	
<b>D – RELATIONS INTERNATIONALES .....</b>	<b>12</b>
Réunion du comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs sur les opérations internationales, Paris 11-12 janvier 1990.....	12
<b>E – STATISTIQUES ET INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS COTÉES .....</b>	<b>14</b>
<b>I – Statistiques sur les SICAV au 4<sup>e</sup> trimestre 1989 .....</b>	<b>14</b>
<b>II – Acquisitions ou cessions de participations dans le capital de sociétés cotées (décembre 1989) .....</b>	<b>26</b>
<b>III – La Bourse de Paris en décembre 1989 .....</b>	<b>29</b>
<b>SUPPLÉMENT « ÉTUDES » (N° 33)</b>	
• L'internationalisation des bourses françaises	
• Tableau de bord détaillé	

\*  
\* \*

## DÉCISIONS ET AVIS DE LA COMMISSION

<b>I – VISAS DE NOTES D'INFORMATION .....</b>	<b>30</b>
a) Admissions à la cote officielle	
b) Émissions d'actions	
c) Émissions d'actions avec bons de souscription d'actions	
d) Émissions d'obligations remboursables en actions assorties de bons de souscription d'actions	
e) Émissions d'obligations convertibles	
f) Émissions d'obligations et de titres subordonnés	
g) Offres publiques d'achat	
h) Offre publique d'achat simplifiée	
i) Sociétés civiles de placements immobiliers	
<b>II – SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE.....</b>	<b>42</b>
<b>III – OPCVM DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE COMMERCIALISÉS EN FRANCE.</b>	<b>43</b>
<b>IV – SOCIÉTÉS DE GESTION D'OPCVM CRÉÉES AU MOIS DE DÉCEMBRE 1989 ...</b>	<b>44</b>
<b>V – FONDS COMMUNS DE PLACEMENT .....</b>	<b>45</b>

\*  
\* \*

**INDEX des mots cités dans le Bulletin mensuel au cours de l'année 1989.**

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Marie-Claude ROBERT. IMMEUBLE DU PONT MIRABEAU  
75739 PARIS CEDEX 15  
COMMISSION PARITAIRE : N° 61692. DÉPÔT LÉGAL : 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 1989

ABONNEMENT 11 NUMÉROS : 500 F  
PRIX AU NUMÉRO : 50 F

ISSN - 0999-6478

## INTERVENTIONS DU PRÉSIDENT DE LA COB

### I – INTERVENTION DE M. Jean SAINT-GEOURS, PRÉSIDENT DE LA COB, AUX RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA BOURSE DE PARIS

*Les 9 et 10 janvier 1990 ont eu lieu à Paris, au Palais des Congrès, les Rencontres Internationales de la Bourse de Paris. Les conférences étaient articulées autour de quatre concepts majeurs : les liaisons techniques internationales entre bourses, l'émergence d'un marché mondial, le marché unique européen, la régulation à l'échelle internationale.*

*M. Ettore FUMAGALLI, président de la Fédération des bourses de la Communauté européenne, M. Régis ROUSSELLE, président du Comité des bourses de valeurs et M. Jean SAINT-GEOURS, président de la Commission des opérations de bourse, sont successivement intervenus au cours de la séance d'ouverture. Le texte de l'intervention de M. Jean SAINT-GEOURS est reproduit ci-après.*

\*  
\* \*

L'internationalisation des marchés est une donnée fondamentale de l'évolution des places financières, véritables sous-systèmes du système financier mondial. Il s'agit tout autant d'une réaction instinctive ou, mieux, d'ordre cybernétique que d'une réforme programmée. L'internationalisation amorcée depuis plusieurs années a, en effet, constitué l'une des réponses majeures des acteurs de la scène financière aux instabilités et aux crises qui ont débuté dans les premières années de la décennie 70. Le mouvement enchaîne et combine :

- les efforts décentralisés mais convergents pour employer au mieux les capitaux,
- la prodigieuse extension du rôle joué par les marchés financiers dans le financement de l'économie,
- la globalisation des marchés monétaires et financiers, génératrice de monnaie et de liquidités internationales,
- la naissance de produits financiers destinés à pallier la volatilité du taux et des parités,
- enfin, l'extension de la propension à jouer chez un nombre croissant d'acteurs.

Les thèmes qui seront traités lors de ces Troisièmes Rencontres internationales témoignent de tout cela. On peut, à cet égard, mettre l'accent sur les progrès des connexions techniques et économiques entre les bourses européennes, l'insertion des marchés français de futures et d'options dans un réseau mondial de négociations, ou encore l'internationalisation du marché obligataire français. J'ai naturellement tendance à marquer l'importance des institutions et des mécanismes de régulation.

On peut estimer que ces évolutions sont dans l'ensemble bénéfiques. Elles facilitent l'accès des investisseurs à un plus grand nombre de produits. Elles permettent également aux émetteurs de diversifier et d'élargir leur financement.

En cela, elles peuvent contribuer à orienter les ressources d'épargne – et même, mais cela mérite discussion, de crédit – vers les emplois à la fois les plus nécessaires et les plus rentables. On peut en attendre une meilleure adéquation, qualitative et quantitative, entre l'épargne et l'investissement, gage du développement économique.

Des conditions importantes doivent cependant être remplies pour que ces objectifs soient atteints.

D'abord, il convient de réaliser une convergence aussi forte que possible des règles appliquées par les différentes organisations boursières, faute de quoi l'internationalisation des marchés s'accompagnerait de délocalisations importantes procédant du laxisme. Mouvement de mauvais aloi et facteur de troubles. Le contournement des règles nationales édictées en matière de transparence, de sécurité et de loyauté du marché présente des dangers évidents.

Chaque « régulateur » a le devoir de veiller à cela sur son propre marché et dans ses rapports avec les autres régulateurs.

A cet égard, parmi de nombreux thèmes de vigilance, je voudrais attirer votre attention sur trois d'entre eux. D'une part, les capacités (compétence, moyens, etc.) des intervenants sur les marchés. Il est essentiel pour le bon fonctionnement de ceux-ci – aussi bien au titre de ses qualités (transparence, sécurité, loyauté) que de ses mécanismes et de ses performances ; et les deux choses sont étroitement liées – il est essentiel, dis-je, que la surface financière et les moyens techniques des intervenants professionnels soient suffisants. La liberté ne signifie pas l'inconscience et la témérité. (Problème d'autant plus important avec la reconnaissance mutuelle des professionnels au sein de la CEE, assurée par le projet de directive sur les services d'investissement.)

En second lieu, j'estime opportun que tous les marchés, et que les marchés entre eux par interconnexion, fassent des progrès décisifs et rapides en matière de règlement-livraison. Les difficultés ne sont pas négligeables. Il faut savoir combiner de manière adéquate le réalisme technique (qui doit suspecter les trop fascinantes sophistications) et la sociologie des forces gestionnaires.

Enfin, je voudrais attirer l'attention sur les dangers d'un crédit trop facile pour le financement des opérations boursières. Chacun en est convaincu. Certaines formes de concurrence peuvent nous les faire perdre de vue.

Toutes ces considérations, dictées par le souci d'assurer l'efficacité des marchés et de fonder la confiance des émetteurs, des épargnants et des intermédiaires financiers, conduisent à insister sur les missions et les fonctions des régulateurs nationaux, chacun et, si je puis dire, entre eux. Ces autorités de régulation indépendantes, telle la Commission des opérations de bourse, doivent étendre le champ de leur coopération, tant bilatéral que multilatéral (CEE, OICV) aussi bien dans le domaine de l'échange d'informations, comme en témoigne l'accord récent signé entre la COB et la SEC, que dans celui de la reconnaissance mutuelle (en reconnaissant une autorité, on reconnaît la qualité des marchés et des intermédiaires qui dépendent d'elle).

Et il est bien clair que cette action coordonnée ne saurait relever seulement du règlement et de la répression. Son efficacité repose largement sur l'élaboration (déjà entamée d'ailleurs) d'une culture financière commune. Une culture financière commune qui soit cohérente avec l'internationalisation et la globalisation du système financier. C'est pourquoi je pense que cette coopération devrait de plus en plus, à l'avenir, reposer sur des règles harmonisées en matière de déontologie et d'infractions boursières, définies à l'échelon européen, mais également mondial.

Une telle enceinte est propice à un tel échange de cultures. C'est pourquoi je remercie la Société des bourses de valeurs et M. Régis ROUSSELLE pour l'organisation de ces Troisièmes Rencontres internationales de la Bourse de Paris, dont je souhaite le même succès que pour les deux précédentes.

**II - INTERVENTION DE M. Jean SAINT-GEOURS, PRÉSIDENT DE LA COB,  
LORS DE LA REMISE DU RAPPORT CONJOINT DU CENA ET DU CEPRA  
POUR L'ANNÉE 1988 PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES (9 janvier 1990)**

*La Compagnie nationale des commissaires aux comptes et la Commission des opérations de bourse ont conclu le 24 juillet 1985 un accord aux termes duquel la Compagnie s'engageait à faire contrôler de manière approfondie les dossiers de travail des commissaires aux comptes des sociétés inscrites à la cote officielle.*

*En 1986, la COB a demandé à la Compagnie de faire également procéder à l'examen des dossiers des commissaires aux comptes des sociétés du second marché qui arrivaient au terme de la période probatoire de trois ans.*

*Ces contrôles ont lieu dans le second semestre de l'année, à partir du mois d'octobre, et il en est rendu compte au CENA (Comité de l'examen annuel d'activité) pour les sociétés de la cote officielle et au CEPRA (Comité de l'examen pluri-régional d'activité) pour les sociétés du second marché, ainsi qu'aux services de la COB dans le premier semestre de l'année suivante.*

*Le 9 janvier dernier, le président du Conseil national des commissaires aux comptes et le vice-président chargé du contrôle de qualité ont remis le rapport conjoint du CENA et du CEPRA faisant la synthèse des contrôles effectués pour l'année 1988 à M. Jean SAINT-GEOURS, président de la COB, qui, à cette occasion, a prononcé l'allocution dont le texte est reproduit ci-après :*

\*  
\* \*

Notre profession, qui existe depuis un peu plus de 120 ans (1867) mais dont l'organisation actuelle date seulement de 1969, avait été conçue, à l'origine, comme un élément important du dispositif mis en place par le droit des sociétés pour protéger les actionnaires et les créanciers des sociétés commerciales.

Plus récemment le développement des marchés financiers par la diffusion des valeurs mobilières dans le public, puis leur internationalisation qui entraîne la concurrence entre les différentes places et les valeurs qui y sont cotées, ont donné à la fiabilité des comptes une importance qui dépasse, de beaucoup, la protection des intérêts d'une catégorie restreinte de capitalistes. Cette évolution a donné à votre mission un caractère d'intérêt général de plus en plus marqué et il était, dès lors, dans la nature des choses que votre profession et une institution publique comme la Commission des opérations de bourse, qui a la charge de protéger l'épargne, se rencontrent et viennent à collaborer.

Cette collaboration a commencé dès les débuts de la Commission, puis elle a été rapidement institutionnalisée par le décret du 12 août 1969 qui a fixé l'organisation de votre profession et ses règles de fonctionnement.

Pour élever la qualité de ses prestations et les porter au niveau des meilleurs exemples étrangers, votre profession a élaboré des recommandations relatives aux diligences représentant, à partir de 1980, un corps de doctrine complet, puis devenues, à partir de 1987, de véritables normes professionnelles.

Les participants aux instances internationales en matière de normes d'audit (IAPC : International Auditing Practices Committee) reconnaissent aujourd'hui que les normes de votre compagnie ne sont en rien inférieures aux normes internationales telles qu'elles se sont développées sur le modèle des États-Unis.

Des normes professionnelles de niveau international ne signifient pas obligatoirement que les pratiques professionnelles sont de même niveau. Le contrôle de la qualité des diligences effectuées par les commissaires aux comptes était donc devenu une nécessité. C'est ce qu'ont bien compris votre prédécesseur et mon prédécesseur, en 1985, en concluant l'accord aux termes duquel votre Compagnie s'engageait à contrôler l'ensemble des

commissaires des sociétés inscrites à la cote officielle auxquels sont venus s'ajouter, en 1986, leurs confrères des sociétés du second marché arrivant au terme du délai probatoire de trois ans.

L'application de l'accord de 1985 s'est achevée en 1989 et les résultats ont été jugés si satisfaisants que nos deux institutions ont décidé de le renouveler pour une durée de cinq ans en étendant son objet à l'ensemble des sociétés du second marché et à une sélection de SICAV et de fonds communs de placement.

Ces contrôles de qualité permettent, en effet, non seulement de connaître l'état des diligences des commissaires dans les sociétés cotées mais ils ont également un effet d'incitation très fort et de promotion des normes auprès des professionnels, en premier lieu, mais aussi à l'égard des sociétés contrôlées. Certes, on ne peut pas dire encore aujourd'hui que toutes les sociétés concernées font l'objet de la part de leurs commissaires aux comptes d'un audit conforme aux normes internationales auxquelles les normes de votre Compagnie sont équivalentes mais on constate, notamment au travers des comptes rendus du CENA et du CEPRA, qu'une majorité de commissaires tend vers ce but et que votre action aide nombre d'entre eux à s'en rapprocher.

Je voudrais vous indiquer brièvement les principales constatations faites par la Commission à laquelle il est rendu compte des contrôles effectués, en présence des commissaires intéressés, au cours des quatre années d'application de l'accord conclu en 1985.

Je voudrais également vous dire comment j'envisage l'avenir de la collaboration de la Commission avec votre Compagnie dans ce domaine pour les prochaines années.

### **Les constatations de la Commission**

La procédure mise en place pour communiquer à la Commission les résultats des contrôles effectués lui a toujours permis d'avoir une bonne connaissance des éléments des dossiers. Ses représentants ont pu apprécier la franchise des débats au cours desquels les délégués rapporteurs de la Compagnie rendaient compte de leurs constatations et les commissaires concernés faisaient valoir leurs observations. Des points de doctrine comptable ont pu, fréquemment, être évoqués et précisés.

Les représentants de la Commission ont pu faire plusieurs constatations :

- les contrôles ont été élargis : alors que la première année, ils ne portaient que sur les comptes de la société elle-même, à partir de 1986 ils ont été étendus aux comptes consolidés, puis à partir de 1987, ils ont mis également l'accent sur le contrôle de l'information financière, c'est-à-dire l'ensemble des éléments autres que le bilan et le compte de résultats, nécessaires pour que l'image donnée de la société soit fidèle ;
- les contrôles ont été approfondis. En 1986, les budgets de contrôle des délégués ont été pratiquement doublés et ils ont été encore augmentés en 1987 et en 1988. A cet égard, je tiens à saluer l'effort financier important accompli ainsi par votre Compagnie et qui représente une charge financière très lourde ;
- les délégués-rapporteurs et les instances de la Compagnie ont agi sans indulgence, ce qui se traduit par l'évolution du pourcentage de dossiers présentant des insuffisances justifiant un nouvel examen dans un délai maximum de deux ans. Ce pourcentage qui était de 15 % jusqu'en 1987 est tombé à 12 % en 1988. Ceci ne signifie pas que 88 % des dossiers étaient entièrement satisfaisants mais que les diligences essentielles pour fonder l'opinion des commissaires avaient été accomplies. Les faiblesses constatées ne sont d'ailleurs pas toutes imputables aux commissaires aux comptes mais quelquefois aux sociétés elles-mêmes qui ne leur donnent pas tous les moyens d'appliquer leurs normes. Chaque fois que cela paraissait nécessaire et en accord avec les intéressés, la Commission a attiré l'attention des sociétés sur cette situation ;

– au cours des débats souvent animés auxquels ont donné lieu les présentations des dossiers de contrôle à la Commission, ses représentants ont pu apprécier la compétence mais aussi la liberté d'esprit et de parole des délégués rapporteurs de la Compagnie, ce qui est un gage pour l'avenir de votre profession. En effet, s'il est une qualité qui doit dominer l'activité des commissaires aux comptes, c'est bien la qualité d'indépendance, sans laquelle la compétence, les normes les mieux conçues et les moyens dont disposent les cabinets seront inopérants.

### **Les souhaits de la Commission pour l'application du nouvel accord conclu en 1989**

Le contrôle de qualité du CENA et du CEPRA n'a cessé d'évoluer au cours des quatre dernières années, le principal changement étant l'attention portée aux comptes consolidés et à l'information financière.

Il serait souhaitable que cet intérêt porté aux comptes consolidés et à l'information financière soit approfondi :

- les insuffisances de l'information financière, notamment dans l'annexe des comptes, devraient être relevées dans le rapport général des commissaires aux comptes et, dans les cas les plus graves, faire l'objet de réserves ;
- une attention particulière devrait être portée aux changements de méthodes qui faussent la comparaison des comptes d'un exercice à l'autre et permettent, parfois, de masquer une dégradation des résultats. Les commissaires doivent veiller à ce que ces changements soient appuyés sur des justifications sérieuses et que leur incidence, notamment sur les résultats, soit, dans toute la mesure du possible, chiffrée ;
- les comptes consolidés, maintenant établis selon les règles issues de la 7<sup>e</sup> directive européenne depuis 1986, prennent une place qui tend à devenir prépondérante dans l'information financière sur les groupes de société ; ils soulèvent des difficultés qui leur sont propres : traitement de la différence de première consolidation pour lequel il n'existe pas encore de doctrine universellement acceptée ; choix entre différentes options comptables ouvertes par le législateur lui-même ; variations du périmètre de consolidation qui, au même titre que les changements de méthodes, peuvent fausser gravement la perception de l'évolution des performances du groupe dans le temps.

La Commission attache une grande importance au contrôle de qualité chez les commissaires aux comptes des SICAV et des fonds communs de placement. Bien que les contrôles prévus ne doivent porter que sur une sélection réduite d'OPCVM, les constatations qui seront faites pourront, le cas échéant, servir à orienter utilement les contrôles des commissaires dans l'ensemble de ces organismes.

Il serait souhaitable enfin que les contrôles de la Compagnie se préoccupent également des conditions d'exercice de la mission susceptibles de porter atteinte à l'indépendance du commissaire aux comptes. Cet aspect déontologique de l'exercice des missions n'a pas, jusqu'à présent, semble-t-il, été pris en compte dans les contrôles du CENA et du CEPRA. Dans le cas où, selon la déontologie de la profession, l'indépendance du commissaire est le plus gravement menacée, observation devrait en être faite à l'intéressé. La Commission pourrait en être informée par une autre voie, moins formelle, que celle des dossiers actuels. Votre Compagnie sait que cette importante question préoccupe les principales places financières étrangères et l'organisation internationale des commissions de valeurs mobilières. Les services de nos deux institutions auront à se concerter à ce sujet.

## **Conclusion**

Un contrôle de qualité aussi étendu, s'appliquant à l'ensemble des commissaires aux comptes des sociétés cotées en bourse, est unique dans le monde ; il élève et homogénéise le niveau des diligences professionnelles ; il contribue à unifier la doctrine professionnelle à l'égard des principales difficultés d'ordre comptable qui se présentent dans les sociétés ; il permet à la Commission de connaître mieux l'état et l'évolution du contrôle légal des comptes dans les sociétés cotées.



## RELATIONS INTERNATIONALES

### RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE DE L'OICV SUR LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

Paris – 11 et 12 janvier 1990

Le comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières a tenu sa 7<sup>e</sup> réunion à Paris les 11 et 12 janvier 1990 sous la présidence de Jean SAINT-GEOURS, président de la Commission des opérations de bourse.

Le comité technique de l'OICV a été créé en mai 1987 avec l'objectif de trouver le plus rapidement possible des solutions pratiques aux problèmes majeurs qui affectent les marchés internationaux de valeurs mobilières.

Alors que l'OICV comprend une cinquantaine de commissions de valeurs mobilières ou organismes similaires, le comité regroupe des représentants des autorités de contrôle ou de marchés des pays ayant les marchés les plus actifs sur le plan international (voir ci-après la liste des membres appartenant à 12 pays différents).

Il a identifié 7 secteurs prioritaires et constitué un groupe de travail spécialisé pour chacun d'entre eux : il s'agit des prospectus pour les émissions internationales, de l'harmonisation des principes comptables et des normes de vérification des comptes, du capital minimum des sociétés de bourse internationales, des problèmes de règlement-livraison, de l'échange d'information pour la surveillance des marchés, des problèmes posés par les transactions hors marché, des problèmes de reconnaissance mutuelle et de surveillance des marchés à terme.

Outre l'examen des travaux accomplis par les groupes de travail, le comité a procédé à la création d'un nouveau groupe sur la déontologie et adopté une proposition présentée par Richard BREEDEN, président de la SEC.

#### 1 – Examen des rapports présentés par les différents groupes de travail

Le premier groupe qui a déjà publié un rapport sur les problèmes liés aux émissions internationales a obtenu une extension de son mandat pour travailler à l'élaboration d'un document d'information unique permettant de faciliter les émissions internationales et qui pourrait consister en un document de référence établi à partir de l'information périodique diffusée par les émetteurs.

Le second groupe, qui travaille sur les principes comptables et les normes de vérification que les autorités de contrôle pourraient reconnaître dans le cas de placements multinationaux, a indiqué que les régulateurs nationaux avaient communiqué leurs commentaires sur un projet de recommandation de l'IASC\* tendant à améliorer la comparabilité des comptes (élimination des options trop nombreuses et quelquefois contradictoires) ; ce projet devrait donc être transformé en une recommandation finale.

\* International Accounting Standards Committee.

Le troisième groupe de travail sur les exigences de capital des sociétés de bourse internationales doit poursuivre son étude en relation avec les travaux du comité de Bâle. Le groupe a souhaité faire appel à la participation de représentants d'autorités bancaires de certains pays pour préparer une analyse comparative. Ces propositions ont recueilli l'accord du comité technique.

Le quatrième groupe de travail concernant les problèmes de règlement-livraison a identifié cinq priorités en vue d'améliorer le fonctionnement international des systèmes existants. Deux de ces priorités qui n'ont pas fait l'objet d'examen dans d'autres enceintes et relèvent de la compétence des régulateurs de marché sont la prévention des risques et la dématérialisation des titres.

Le cinquième groupe de travail sur l'échange d'informations pour la surveillance des marchés a identifié les problèmes principaux rencontrés dans la négociation et l'application des accords d'assistance mutuelle ; son mandat a été étendu à une étude approfondie des manipulations de cours.

Le septième groupe de travail sur les marchés à terme dont le mandat est de proposer des critères de reconnaissance mutuelle des marchés et d'harmonisation de leur réglementation, notamment dans le cas des marchés à terme électroniques, a entrepris dans un premier temps une étude comparative des systèmes réglementaires existants. Cette étude est effectuée dans un cadre conceptuel commun tenant compte des grands objectifs des régulateurs : sécurité du marché, transparence, liquidité et équité.

## **2 – Nouvelles priorités**

Sur un rapport présenté par la Commission des opérations de bourse avec le concours du Securities and Investments Board, le comité a constitué un nouveau groupe de travail ayant pour mandat d'établir des principes de déontologie qui seraient acceptés à l'échelle internationale. Ce groupe présidé par la COB devrait présenter son rapport à la conférence annuelle de l'OICV qui se tiendra à Santiago du Chili en novembre 1990.

D'autre part, un groupe de réflexion conduit par le président de la Securities and Exchange Commission doit élaborer des propositions pour la prochaine réunion du comité technique à Montréal en juin, portant sur l'évaluation des travaux du comité technique et les nouvelles priorités à envisager après 3 ans d'existence.

\*  
\* \*

### **Liste des membres du comité technique :**

National Companies and Securities Commission (Australie) – Securities and Commodities Trading Commission (Hong-Kong) – Securities and Exchange Commission (États-Unis) – The International Stock Exchange of London (Grande-Bretagne) – Securities and Investments Board (Grande-Bretagne) – Amsterdam Stock Exchange (Pays-Bas) – Ministry of Finance (Pays-Bas) – Federation of German Stock Exchange (Allemagne) – Bank Inspection Board (Suède) – Commission des opérations de bourse (France) – Commissione Nazionale per Società e la Borsa (Consob) (Italie) – Securities Bureau du ministère des Finances (Japon) – Ontario Securities Commission (Ontario) – Association des bourses suisses (Suisse) – Commission des valeurs mobilières du Québec (Québec) – Commodity and Futures Trading Commission (CFTC) (États-Unis).

## STATISTIQUES ET INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS COTÉES

### I – STATISTIQUES SUR LES SICAV AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 1989

TABLEAU 1		8912
Ensemble des S.I.C.A.V. Nombre de S.I.C.A.V. : 872		(en KF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	784.383.464	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	727.108.528	
Obligations classiques . . . . .	542.665.790	
• Fonds d'Etat . . . . .	140.520.553	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	262.623.183	
• Secteur privé . . . . .	139.522.054	
Autres obligations françaises . . . . .	42.647.318	
Actions françaises . . . . .	141.795.420	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	57.274.936	
Obligations étrangères . . . . .	16.242.844	
Actions étrangères . . . . .	41.032.092	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	5.383.888	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	3.614.239	
Obligations libellées en francs . . . . .	2.928.638	
Actions françaises . . . . .	685.601	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	1.769.649	
Obligations libellées en devises . . . . .	303.532	
Actions étrangères . . . . .	1.466.117	
O.P.C.V.M. . . . .	32.424.862	
S.I.C.A.V. . . . .	27.516.241	
F.C.P. . . . .	4.908.621	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	16.365.672	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	398.284.407	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	8.193.808	
FONDS EN BANQUE . . . . .	24.549.982	
ACTIF NET . . . . .	1.269.586.083	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	1.249.791.840	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	1.074.547.053	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	1.237.161.221	
Souscriptions du trimestre . . . . .	1.071.256.496	
dont souscriptions du public . . . . .	1.065.400.075	
Rachats du trimestre . . . . .	1.045.239.981	
dont rachats du public . . . . .	1.041.536.540	
Souscriptions nettes globales . . . . .	26.016.515	
Souscriptions nettes du public . . . . .	23.863.535	
Nombre d'actions . . . . .	1.812.254.631	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	10.055.032	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
– Total souscriptions . . . . .	4.074.856.218	
– Total rachats . . . . .	3.933.020.780	
– Total souscriptions nettes . . . . .	141.835.438	

TABLEAU: 1 bis		8912
Dont MONORY ou C.E.A.		
Nombre de S.I.C.A.V. : 33		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	125.868.300	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	123.377.685	
Obligations classiques . . . . .	22.692.634	
• Fonds d'État . . . . .	12.002.070	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	9.024.767	
• Secteur privé . . . . .	1.665.797	
Autres obligations françaises . . . . .	6.798.183	
Actions françaises . . . . .	93.886.868	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.490.615	
Obligations étrangères . . . . .	308.276	
Actions étrangères . . . . .	2.182.339	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	886.244	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	524.934	
Obligations libellées en francs . . . . .	385.020	
Actions françaises . . . . .	139.914	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	361.310	
Obligations libellées en devises		
Actions étrangères . . . . .	361.310	
O.P.C.V.M. . . . .	5.076.291	
S.I.C.A.V. . . . .	4.286.826	
F.C.P. . . . .	789.465	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	847.003	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	6.729.492	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	37.978	
FONDS EN BANQUE . . . . .	1.429.429	
ACTIF NET. . . . .	140.874.737	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	143.183.922	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE. . . . .	127.015.716	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	135.798.446	
Souscriptions du trimestre . . . . .	5.416.311	
dont souscriptions du public . . . . .	5.086.386	
Rachats du trimestre. . . . .	7.427.170	
dont rachats du public. . . . .	7.427.170	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 2.010.859	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 2.340.784	
Nombre d'actions . . . . .	297.018.854	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	52.345	
Récapitulation pour l'année 1989:		
- Total souscriptions . . . . .	16.108.896	
- Total rachats. . . . .	25.670.809	
- Total souscriptions nettes . . . . .	- 9.561.913	

TABLEAU: 1 ter		8912
Dont Plans d'Epargne Retraite		
Nombre de S.I.C.A.V. : 86		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	117.672.115	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	114.789.545	
Obligations classiques . . . . .	36.164.562	
• Fonds d'État . . . . .	14.443.087	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	15.670.629	
• Secteur privé . . . . .	6.050.846	
Autres obligations françaises . . . . .	7.109.199	
Actions françaises . . . . .	71.515.784	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.882.570	
Obligations étrangères . . . . .	506.802	
Actions étrangères . . . . .	2.375.768	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	444.308	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	383.829	
Obligations libellées en francs . . . . .	241.596	
Actions françaises . . . . .	142.233	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	60.479	
Obligations libellées en devises		
Actions étrangères . . . . .	60.479	
O.P.C.V.M. . . . .	5.640.616	
S.I.C.A.V. . . . .	4.856.354	
F.C.P. . . . .	784.262	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	1.306.982	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	15.281.729	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	- 81.995	
FONDS EN BANQUE . . . . .	1.441.326	
ACTIF NET. . . . .	141.705.081	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	142.027.774	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE. . . . .	122.603.686	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	136.064.465	
Souscriptions du trimestre . . . . .	16.987.736	
dont souscriptions du public . . . . .	16.934.197	
Rachats du trimestre. . . . .	16.570.755	
dont rachats du public. . . . .	16.528.493	
Souscriptions nettes globales . . . . .	416.981	
Souscriptions nettes du public . . . . .	405.704	
Nombre d'actions . . . . .	643.308.195	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	343.229	
Récapitulation pour l'année 1989:		
- Total souscriptions . . . . .	59.984.169	
- Total rachats. . . . .	57.902.833	
- Total souscriptions nettes . . . . .	2.081.336	

TABLEAU : 2		8912
CT – Priorité régularité val. liquid.		
Nombre de S.I.C.A.V. : 111		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	122.487.095	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	122.322.087	
Obligations classiques . . . . .	121.868.176	
• Fonds d'État . . . . .	11.531.423	
• Secteur public ou semi/public . . . . .	63.352.160	
• Secteur privé . . . . .	46.984.593	
Autres obligations françaises . . . . .	449.018	
Actions françaises . . . . .	4.893	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	165.008	
Obligations étrangères . . . . .	165.008	
Actions étrangères . . . . .	-	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	1.231.272	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	1.231.272	
Obligations libellées en francs . . . . .	1.083.737	
Actions françaises . . . . .	147.535	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	-	
Obligations libellées en devises	-	
Actions étrangères . . . . .	-	
O.P.C.V.M. . . . .	3.665.875	
S.I.C.A.V. . . . .	2.553.105	
F.C.P. . . . .	1.112.770	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	1.584.208	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	60.180.819	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	2.490.898	
FONDS EN BANQUE . . . . .	741.307	
ACTIF NET . . . . .	192.381.474	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	198.187.585	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	184.701.748	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	188.715.599	
Souscriptions du trimestre . . . . .	133.567.390	
dont souscriptions du public . . . . .	132.793.189	
Rachats du trimestre . . . . .	140.302.875	
dont rachats du public . . . . .	139.521.375	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 6.735.485	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 6.728.186	
Nombre d'actions . . . . .	751.878.808	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	727.254	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
– Total souscriptions . . . . .	559.971.169	
– Total rachats . . . . .	557.442.566	
– Total souscriptions nettes . . . . .	2.528.603	

TABLEAU : 3		8912
CT – Sensibil. VL aux variat. des cours		
Nombre de S.I.C.A.V. : 63		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	18.931.520	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	18.810.940	
Obligations classiques . . . . .	16.581.946	
• Fonds d'État . . . . .	6.757.223	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	7.207.001	
• Secteur privé . . . . .	2.617.722	
Autres obligations françaises . . . . .	2.226.461	
Actions françaises . . . . .	2.533	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	120.580	
Obligations étrangères . . . . .	119.775	
Actions étrangères . . . . .	805	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	224.658	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	224.658	
Obligations libellées en francs . . . . .	220.175	
Actions françaises . . . . .	4.483	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	-	
Obligations libellées en devises	-	
Actions étrangères . . . . .	-	
O.P.C.V.M. . . . .	870.449	
S.I.C.A.V. . . . .	788.159	
F.C.P. . . . .	82.290	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	556.553	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	10.214.708	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	124.820	
FONDS EN BANQUE . . . . .	335.878	
ACTIF NET . . . . .	31.258.586	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	34.894.996	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	38.674.357	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	30.388.137	
Souscriptions du trimestre . . . . .	4.723.493	
dont souscriptions du public . . . . .	4.615.844	
Rachats du trimestre . . . . .	9.189.925	
dont rachats du public . . . . .	9.033.005	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 4.466.432	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 4.417.161	
Nombre d'actions . . . . .	12.197.745	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	181.926	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
– Total souscriptions . . . . .	31.482.310	
– Total rachats . . . . .	37.880.716	
– Total souscriptions nettes . . . . .	- 6.398.406	

TABLEAU: 4		8912
Court terme monétaire		
Nombre de S.I.C.A.V. : 137		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	205.792.541	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	203.230.562	
Obligations classiques . . . . .	185.808.775	
• Fonds d'État . . . . .	31.116.448	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	86.760.856	
• Secteur privé . . . . .	67.931.471	
Autres obligations françaises . . . . .	17.421.787	
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.561.979	
Obligations étrangères . . . . .	2.561.979	
Actions étrangères . . . . .		
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	634.431	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	594.491	
Obligations libellées en francs . . . . .	594.491	
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	39.940	
Obligations libellées en devises . . . . .	39.940	
Actions étrangères . . . . .		
O.P.C.V.M. . . . .	5.833.605	
S.I.C.A.V. . . . .	5.500.097	
F.C.P. . . . .	333.508	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	4.637.013	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	263.387.299	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	5.801.992	
FONDS EN BANQUE . . . . .	16.264.271	
ACTIF NET . . . . .	502.351.152	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	480.007.684	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	386.626.030	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	496.517.547	
Souscriptions du trimestre . . . . .	881.246.277	
dont souscriptions du public . . . . .	878.528.538	
Rachats du trimestre . . . . .	860.426.001	
dont rachats du public . . . . .	857.852.049	
Souscriptions nettes globales . . . . .	20.820.276	
Souscriptions nettes du public . . . . .	20.676.489	
Nombre d'actions . . . . .	78.792.127	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	3.001.189	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	3.329.204.448	
- Total rachats . . . . .	3.229.096.555	
- Total souscriptions nettes . . . . .	100.107.896	

TABLEAU: 5		8912
Obligations françaises		
Nombre de S.I.C.A.V. : 185		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	157.510.921	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	155.152.623	
Obligations classiques . . . . .	146.445.970	
• Fonds d'État . . . . .	56.740.598	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	75.919.052	
• Secteur privé . . . . .	13.786.320	
Autres obligations françaises . . . . .	6.892.702	
Actions françaises . . . . .	1.813.951	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.358.298	
Obligations étrangères . . . . .	1.652.065	
Actions étrangères . . . . .	706.233	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	906.506	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	678.665	
Obligations libellées en francs . . . . .	599.450	
Actions françaises . . . . .	79.215	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	227.841	
Obligations libellées en devises . . . . .	215.009	
Actions étrangères . . . . .	12.832	
O.P.C.V.M. . . . .	7.605.576	
S.I.C.A.V. . . . .	6.636.705	
F.C.P. . . . .	968.871	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	6.371.816	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	33.020.902	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	- 1.065.043	
FONDS EN BANQUE . . . . .	1.737.215	
ACTIF NET . . . . .	206.087.893	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	198.682.484	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	168.061.426	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	198.482.317	
Souscriptions du trimestre . . . . .	27.761.215	
dont souscriptions du public . . . . .	27.416.134	
Rachats du trimestre . . . . .	14.787.765	
dont rachats du public . . . . .	14.738.542	
Souscriptions nettes globales . . . . .	12.973.450	
Souscriptions nettes du public . . . . .	12.677.592	
Nombre d'actions . . . . .	270.825.468	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	4.656.466	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	86.161.968	
- Total rachats . . . . .	44.175.226	
- Total souscriptions nettes . . . . .	41.986.742	

TABLEAU : 6		8912
Obligations étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 7		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	4.225.401	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	2.259.536	
Obligations classiques . . . . .	2.081.086	
• Fonds d'État . . . . .	1.311.434	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	641.828	
• Secteur privé . . . . .	127.824	
Autres obligations françaises . . . . .	45.536	
Actions françaises . . . . .	132.914	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	1.965.865	
Obligations étrangères . . . . .	1.906.717	
Actions étrangères . . . . .	59.148	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	25.201	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	10.008	
Obligations libellées en francs . . . . .	10.008	
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	15.193	
Obligations libellées en devises . . . . .	15.193	
Actions étrangères . . . . .		
O.P.C.V.M. . . . .	355.346	
S.I.C.A.V. . . . .	353.538	
F.C.P. . . . .	1.808	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	108.466	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	1.492.809	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	51.481	
FONDS EN BANQUE . . . . .	217.627	
ACTIF NET . . . . .	6.476.331	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	6.608.878	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	5.892.869	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	6.120.985	
Souscriptions du trimestre . . . . .	340.601	
dont souscriptions du public . . . . .	340.601	
Rachats du trimestre . . . . .	392.328	
dont rachats du public . . . . .	392.328	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 51.727	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 51.727	
Nombre d'actions . . . . .	10.622.422	
Montant des coupons nets distribués . . . . .		
Récapitulation pour l'année 1989 :		
– Total souscriptions . . . . .	1.984.123	
– Total rachats . . . . .	1.351.985	
– Total souscriptions nettes . . . . .	632.138	

TABLEAU : 7		8912
Obligations françaises et étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 76		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	30.875.956	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	24.963.878	
Obligations classiques . . . . .	21.054.228	
• Fonds d'État . . . . .	9.308.606	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	9.007.854	
• Secteur privé . . . . .	2.737.768	
Autres obligations françaises . . . . .	3.456.912	
Actions françaises . . . . .	452.738	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	5.912.078	
Obligations étrangères . . . . .	5.372.299	
Actions étrangères . . . . .	539.779	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	64.041	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	25.600	
Obligations libellées en francs . . . . .	25.100	
Actions françaises . . . . .	500	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	38.441	
Obligations libellées en devises . . . . .	22.664	
Actions étrangères . . . . .	15.777	
O.P.C.V.M. . . . .	1.957.640	
S.I.C.A.V. . . . .	1.882.805	
F.C.P. . . . .	74.835	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	1.252.724	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	12.474.261	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	338.031	
FONDS EN BANQUE . . . . .	686.372	
ACTIF NET . . . . .	47.649.025	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	43.751.137	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	41.574.521	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	45.691.385	
Souscriptions du trimestre . . . . .	6.930.289	
dont souscriptions du public . . . . .	6.286.571	
Rachats du trimestre . . . . .	3.034.910	
dont rachats du public . . . . .	3.008.098	
Souscriptions nettes globales . . . . .	3.895.379	
Souscriptions nettes du public . . . . .	3.278.473	
Nombre d'actions . . . . .	111.830.245	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	316.493	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
– Total souscriptions . . . . .	15.771.272	
– Total rachats . . . . .	10.778.457	
– Total souscriptions nettes . . . . .	4.992.815	

TABLEAU : 8		8912
Actions françaises		
Nombre de S.I.C.A.V. : 52	(en kF)	
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	142.534.307	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	138.670.753	
Obligations classiques . . . . .	25.892.694	
• Fonds d'État . . . . .	13.273.028	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	10.553.899	
• Secteur privé . . . . .	2.065.767	
Autres obligations françaises . . . . .	7.635.968	
Actions françaises . . . . .	105.142.091	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	3.863.554	
Obligations étrangères . . . . .	386.752	
Actions étrangères . . . . .	3.476.802	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	912.662	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	551.352	
Obligations libellées en francs . . . . .	385.020	
Actions françaises . . . . .	166.332	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	361.310	
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .	361.310	
O.P.C.V.M. . . . .	6.052.266	
S.I.C.A.V. . . . .	5.103.359	
F.C.P. . . . .	948.907	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	962.944	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	8.227.993	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	51.504	
FONDS EN BANQUE . . . . .	1.896.662	
ACTIF NET . . . . .	160.638.338	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	163.447.013	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	139.122.183	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	154.586.072	
Souscriptions du trimestre . . . . .	6.278.235	
dont souscriptions du public . . . . .	5.948.310	
Rachats du trimestre . . . . .	8.735.451	
dont rachats du public . . . . .	8.735.451	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 2.457.216	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 2.787.141	
Nombre d'actions . . . . .	323.942.588	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	213.587	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	18.568.893	
- Total rachats . . . . .	29.534.540	
- Total souscriptions nettes . . . . .	- 10.965.647	

TABLEAU : 9		8912
Actions étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 8	(en kF)	
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	7.399.909	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	2.204.686	
Obligations classiques . . . . .	1.586.957	
• Fonds d'État . . . . .	747.027	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	657.315	
• Secteur privé . . . . .	182.615	
Autres obligations françaises . . . . .	102.906	
Actions françaises . . . . .	514.823	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	5.195.223	
Obligations étrangères . . . . .	371.024	
Actions étrangères . . . . .	4.824.199	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	42.719	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		
Obligations libellées en francs . . . . .		
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	42.719	
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .	42.719	
O.P.C.V.M. . . . .	379.690	
S.I.C.A.V. . . . .	192.263	
F.C.P. . . . .	187.427	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	48.729	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	234.237	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	- 42.621	
FONDS EN BANQUE . . . . .	370.798	
ACTIF NET . . . . .	8.433.461	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	8.871.405	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	7.136.458	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	8.053.771	
Souscriptions du trimestre . . . . .	535.827	
dont souscriptions du public . . . . .	535.827	
Rachats du trimestre . . . . .	504.631	
dont rachats du public . . . . .	504.631	
Souscriptions nettes globales . . . . .	31.196	
Souscriptions nettes du public . . . . .	31.196	
Nombre d'actions . . . . .	14.753.127	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	125.134	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	2.411.464	
- Total rachats . . . . .	1.476.991	
- Total souscriptions nettes . . . . .	934.473	



TABLEAU : 10		8912
Actions françaises et étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 68		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE .....	32.713.748	
VALEURS FRANÇAISES .....	21.272.322	
Obligations classiques .....	6.291.456	
• Fonds d'État .....	2.898.203	
• Secteur public ou semi-public .....	2.774.664	
• Secteur privé .....	618.589	
Autres obligations françaises .....	1.279.081	
Actions françaises .....	13.701.785	
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	11.441.426	
Obligations étrangères .....	374.206	
Actions étrangères .....	11.067.220	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE ....	370.898	
VALEURS FRANÇAISES .....	135.960	
Obligations libellées en francs .....		
Actions françaises .....	135.960	
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	234.938	
Obligations libellées en devises .....	1.992	
Actions étrangères .....	232.946	
O.P.C.V.M. ....	1.639.617	
S.I.C.A.V. ....	1.243.746	
F.C.P. ....	395.871	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. ...	260.165	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE .....	1.928.929	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS .....	57.486	
FONDS EN BANQUE .....	1.095.735	
ACTIF NET. ....	38.066.578	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT. ...	38.293.622	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE. ....	38.608.677	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP .....	36.426.961	
Souscriptions du trimestre .....	2.289.860	
dont souscriptions du public .....	2.085.804	
Rachats du trimestre .....	1.970.371	
dont rachats du public .....	1.914.387	
Souscriptions nettes globales .....	319.489	
Souscriptions nettes du public .....	171.417	
Nombre d'actions .....	68.314.090	
Montant des coupons nets distribués .....	60.642	
Récapitulation pour l'année 1989:		
- Total souscriptions .....	8.067.843	
- Total rachats .....	6.166.223	
- Total souscriptions nettes .....	1.901.620	

TABLEAU : 11		8912
Actions et obligat. diversif. françaises		
Nombre de S.I.C.A.V. : 28		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE .....	7.551.431	
VALEURS FRANÇAISES .....	7.126.287	
Obligations classiques .....	2.421.576	
• Fonds d'État .....	896.579	
• Secteur public ou semi-public .....	1.253.863	
• Secteur privé .....	271.134	
Autres obligations françaises .....	499.070	
Actions françaises .....	4.205.641	
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	425.144	
Obligations étrangères .....	152.184	
Actions étrangères .....	272.960	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE ....	512.837	
VALEURS FRANÇAISES .....	7.941	
Obligations libellées en francs .....		
Actions françaises .....	7.941	
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	504.896	
Obligations libellées en devises .....		
Actions étrangères .....	504.896	
O.P.C.V.M. ....	355.918	
S.I.C.A.V. ....	235.931	
F.C.P. ....	119.987	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. ...	110.033	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE .....	1.798.088	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS .....	- 8.140	
FONDS EN BANQUE .....	46.825	
ACTIF NET. ....	10.366.992	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT. ...	10.387.146	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE. ....	8.224.086	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP .....	10.011.074	
Souscriptions du trimestre .....	1.595.255	
dont souscriptions du public .....	1.554.844	
Rachats du trimestre .....	1.456.345	
dont rachats du public .....	1.429.487	
Souscriptions nettes globales .....	138.910	
Souscriptions nettes du public .....	125.357	
Nombre d'actions .....	32.966.285	
Montant des coupons nets distribués .....	34.535	
Récapitulation pour l'année 1989:		
- Total souscriptions .....	4.613.804	
- Total rachats .....	4.385.283	
- Total souscriptions nettes .....	228.521	

TABLEAU : 12		8912
Actions et oblig. diversif. étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 2		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .		862.909
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		276.626
Obligations classiques . . . . .		177.029
• Fonds d'État . . . . .		177.029
• Secteur public ou semi-public . . . . .		
• Secteur privé . . . . .		
Autres obligations françaises . . . . .		
Actions françaises . . . . .		99.597
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .		586.283
Obligations étrangères . . . . .		205.844
Actions étrangères . . . . .		380.439
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .		6.209
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		
Obligations libellées en francs . . . . .		
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .		6.209
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .		6.209
O.P.C.V.M. . . . .		61.856
S.I.C.A.V. . . . .		52.783
F.C.P. . . . .		9.073
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .		12.407
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .		10.602
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .		1.360
FONDS EN BANQUE . . . . .		67.032
ACTIF NET . . . . .		1.022.375
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT. . . . .		1.117.322
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .		1.090.235
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .		960.519
Souscriptions du trimestre . . . . .		6.050
dont souscriptions du public . . . . .		6.050
Rachats du trimestre . . . . .		40.953
dont rachats du public . . . . .		40.953
Souscriptions nettes globales . . . . .		- 34.903
Souscriptions nettes du public . . . . .		- 34.903
Nombre d'actions . . . . .		1.672.929
Montant des coupons nets distribués . . . . .		
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .		56.014
- Total rachats . . . . .		156.108
- Total souscriptions nettes . . . . .		- 100.094

TABLEAU : 13		8912
Diversifiées françaises et étrangères		
Nombre de S.I.C.A.V. : 135		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .		53.497.726
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		30.818.228
Obligations classiques . . . . .		12.455.897
• Fonds d'État . . . . .		5.762.955
• Secteur public ou semi-public . . . . .		4.494.691
• Secteur privé . . . . .		2.198.251
Autres obligations françaises . . . . .		2.637.877
Actions françaises . . . . .		15.724.454
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .		22.679.498
Obligations étrangères . . . . .		2.974.991
Actions étrangères . . . . .		19.704.507
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .		452.454
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		154.292
Obligations libellées en francs . . . . .		10.657
Actions françaises . . . . .		143.635
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .		298.162
Obligations libellées en devises . . . . .		8.734
Actions étrangères . . . . .		289.428
O.P.C.V.M. . . . .		3.647.024
S.I.C.A.V. . . . .		2.973.750
F.C.P. . . . .		673.274
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .		460.614
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .		5.313.760
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .		392.040
FONDS EN BANQUE . . . . .		1.090.260
ACTIF NET . . . . .		64.853.878
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT. . . . .		65.542.568
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .		54.834.463
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .		61.206.854
Souscriptions du trimestre . . . . .		5.982.004
dont souscriptions du public . . . . .		5.288.363
Rachats du trimestre . . . . .		4.398.426
dont rachats du public . . . . .		4.366.234
Souscriptions nettes globales . . . . .		1.583.578
Souscriptions nettes du public . . . . .		922.129
Nombre d'actions . . . . .		134.458.797
Montant des coupons nets distribués . . . . .		737.805
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .		16.562.910
- Total rachats . . . . .		10.576.133
- Total souscriptions nettes . . . . .		5.986.777

TABLEAU : 14		8912
Etablissements de crédit		
Nombre de S.I.C.A.V. : 650		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	530.497.926	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	491.884.692	
Obligations classiques . . . . .	368.245.666	
• Fonds d'État . . . . .	93.424.784	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	178.304.181	
• Secteur privé . . . . .	96.516.701	
Autres obligations françaises . . . . .	35.231.727	
Actions françaises . . . . .	88.407.299	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	38.613.234	
Obligations étrangères . . . . .	10.000.632	
Actions étrangères . . . . .	28.612.602	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	3.516.908	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	2.403.412	
Obligations libellées en francs . . . . .	2.070.822	
Actions françaises . . . . .	332.590	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	1.113.496	
Obligations libellées en devises . . . . .	260.392	
Actions étrangères . . . . .	853.104	
O.P.C.V.M. . . . .	19.404.828	
S.I.C.A.V. . . . .	16.243.551	
F.C.P. . . . .	3.161.277	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	12.127.870	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	319.562.057	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	3.581.953	
FONDS EN BANQUE . . . . .	21.207.156	
ACTIF NET . . . . .	909.898.698	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	892.726.803	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	775.074.194	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	890.493.870	
Souscriptions du trimestre . . . . .	875.315.317	
dont souscriptions du public . . . . .	871.735.273	
Rachats du trimestre . . . . .	852.968.170	
dont rachats du public . . . . .	849.581.135	
Souscriptions nettes globales . . . . .	22.347.147	
Souscriptions nettes du public . . . . .	22.154.138	
Nombre d'actions . . . . .	1.008.257.835	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	7.994.970	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	3.238.271.332	
- Total rachats . . . . .	3.132.774.133	
- Total souscriptions nettes . . . . .	105.497.199	

TABLEAU : 15		8912
Sociétés de Bourse		
Nombre de S.I.C.A.V. : 39		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	7.405.746	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	6.778.897	
Obligations classiques . . . . .	5.872.579	
• Fonds d'État . . . . .	2.278.877	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	1.599.601	
• Secteur privé . . . . .	1.994.101	
Autres obligations françaises . . . . .	264.665	
Actions françaises . . . . .	641.653	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	626.849	
Obligations étrangères . . . . .	88.824	
Actions étrangères . . . . .	538.025	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	18.227	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	12.944	
Obligations libellées en francs . . . . .	12.944	
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	5.283	
Obligations libellées en devises . . . . .	5.283	
Actions étrangères . . . . .		
O.P.C.V.M. . . . .	1.294.074	
S.I.C.A.V. . . . .	1.143.995	
F.C.P. . . . .	150.079	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	176.560	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	4.981.870	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	759.609	
FONDS EN BANQUE . . . . .	851.785	
ACTIF NET . . . . .	15.487.871	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	14.412.965	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	13.069.907	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	14.193.797	
Souscriptions du trimestre . . . . .	19.164.796	
dont souscriptions du public . . . . .	19.164.796	
Rachats du trimestre . . . . .	18.142.515	
dont rachats du public . . . . .	18.142.515	
Souscriptions nettes globales . . . . .	1.022.281	
Souscriptions nettes du public . . . . .	1.022.281	
Nombre d'actions . . . . .	4.612.863	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	10.149	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	49.269.155	
- Total rachats . . . . .	46.837.228	
- Total souscriptions nettes . . . . .	2.431.927	

TABLEAU : 16		8912
Etablissements à statut spécial		
Nombre de S.I.C.A.V. : 47		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	173.863.235	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	170.512.654	
Obligations classiques . . . . .	134.794.581	
• Fonds d'État . . . . .	29.813.357	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	69.474.296	
• Secteur privé . . . . .	35.506.928	
Autres obligations françaises . . . . .	3.629.030	
Actions françaises . . . . .	32.089.043	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	3.350.581	
Obligations étrangères . . . . .	390.889	
Actions étrangères . . . . .	2.959.692	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	1.156.192	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	1.016.057	
Obligations libellées en francs . . . . .	799.472	
Actions françaises . . . . .	216.585	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	140.135	
Obligations libellées en devises . . . . .	37.857	
Actions étrangères . . . . .	102.278	
O.P.C.V.M. . . . .	7.690.312	
S.I.C.A.V. . . . .	6.733.193	
F.C.P. . . . .	957.119	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	2.760.577	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	47.529.619	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	94.800	
FONDS EN BANQUE . . . . .	991.688	
ACTIF NET . . . . .	234.086.423	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	233.983.058	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	195.069.585	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	226.396.111	
Souscriptions du trimestre . . . . .	98.366.116	
dont souscriptions du public . . . . .	98.179.009	
Rachats du trimestre . . . . .	99.976.018	
dont rachats du public . . . . .	99.803.223	
Souscriptions nettes globales . . . . .	- 1.609.902	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 1.624.214	
Nombre d'actions . . . . .	603.990.335	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	918.235	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	498.857.868	
- Total rachats . . . . .	474.893.263	
- Total souscriptions nettes . . . . .	23.964.605	

TABLEAU : 17		8912
Institutions financières spécialisées		
Nombre de S.I.C.A.V. : 5		(en kF)
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	816.171	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	813.455	
Obligations classiques . . . . .	715.560	
• Fonds d'État . . . . .	70.200	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	445.155	
• Secteur privé . . . . .	200.205	
Autres obligations françaises . . . . .	90.317	
Actions françaises . . . . .	7.578	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.716	
Obligations étrangères . . . . .	2.716	
Actions étrangères . . . . .		
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .		
VALEURS FRANÇAISES . . . . .		
Obligations libellées en francs . . . . .		
Actions françaises . . . . .		
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .		
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .		
O.P.C.V.M. . . . .	89.581	
S.I.C.A.V. . . . .	84.166	
F.C.P. . . . .	5.415	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS. . . . .	25.496	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	1.043.026	
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	6.547	
FONDS EN BANQUE . . . . .	455	
ACTIF NET . . . . .	1.981.276	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	1.786.191	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	1.891.695	
Souscriptions du trimestre . . . . .	584.434	
dont souscriptions du public . . . . .	227.178	
Rachats du trimestre . . . . .	398.498	
dont rachats du public . . . . .	398.498	
Souscriptions nettes globales . . . . .	185.936	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 171.320	
Nombre d'actions . . . . .	425.887	
Montant des coupons nets distribués . . . . .		
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	1.407.162	
- Total rachats . . . . .	1.424.036	
- Total souscriptions nettes . . . . .	- 16.874	

TABLEAU : 18		8912
Compagnies d'assurances		
Nombre de S.I.C.A.V. : 75	(en kF)	
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	48.599.023	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	38.315.239	
Obligations classiques . . . . .	18.988.166	
• Fonds d'État . . . . .	9.232.994	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	6.535.466	
• Secteur privé . . . . .	3.219.706	
Autres obligations françaises . . . . .	2.603.483	
Actions françaises . . . . .	16.723.590	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	10.283.784	
Obligations étrangères . . . . .	4.992.732	
Actions étrangères . . . . .	5.291.052	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	689.099	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	180.577	
Obligations libellées en francs . . . . .	45.400	
Actions françaises . . . . .	135.177	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	508.522	
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .	508.522	
O.P.C.V.M. . . . .	2.276.649	
S.I.C.A.V. . . . .	1.717.549	
F.C.P. . . . .	559.100	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	787.776	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	7.927.012	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	- 300.321	
FONDS EN BANQUE . . . . .	1.164.439	
ACTIF NET . . . . .	61.143.677	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	63.060.838	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	53.476.270	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	58.867.028	
Souscriptions du trimestre . . . . .	11.098.687	
dont souscriptions du public . . . . .	9.366.673	
Rachats du trimestre . . . . .	9.661.311	
dont rachats du public . . . . .	9.517.700	
Souscriptions nettes globales . . . . .	1.437.376	
Souscriptions nettes du public . . . . .	- 151.027	
Nombre d'actions . . . . .	143.612.576	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	1.011.386	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	36.617.074	
- Total rachats . . . . .	32.984.186	
- Total souscriptions nettes . . . . .	3.632.888	

TABLEAU : 19		8912
Compagnies financières		
Nombre de S.I.C.A.V. : 43	(en kF)	
VALEURS ADMISES À LA COTE . . . . .	21.997.561	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	17.687.769	
Obligations classiques . . . . .	13.057.183	
• Fonds d'État . . . . .	5.254.928	
• Secteur public ou semi-public . . . . .	5.734.447	
• Secteur privé . . . . .	2.067.808	
Autres obligations françaises . . . . .	823.394	
Actions françaises . . . . .	3.807.192	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	4.309.792	
Obligations étrangères . . . . .	726.543	
Actions étrangères . . . . .	3.583.249	
VALEURS NON ADMISES À LA COTE . . . . .	3.462	
VALEURS FRANÇAISES . . . . .	1.249	
Obligations libellées en francs . . . . .		
Actions françaises . . . . .	1.249	
VALEURS ÉTRANGÈRES . . . . .	2.213	
Obligations libellées en devises . . . . .		
Actions étrangères . . . . .	2.213	
O.P.C.V.M. . . . .	1.571.550	
S.I.C.A.V. . . . .	1.495.919	
F.C.P. . . . .	75.631	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS . . . . .	468.193	
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE . . . . .	15.993.590	
DÉBITEURS – CRÉDITEURS DIVERS . . . . .	3.892.948	
FONDS EN BANQUE . . . . .	388.958	
ACTIF NET . . . . .	44.316.262	
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT . . . . .	41.508.138	
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE . . . . .	37.281.918	
ACTIF NET HORS SICAV-FCP . . . . .	42.744.712	
Souscriptions du trimestre . . . . .	65.180.144	
dont souscriptions du public . . . . .	65.180.144	
Rachats du trimestre . . . . .	62.853.676	
dont rachats du public . . . . .	62.853.676	
Souscriptions nettes globales . . . . .	2.326.468	
Souscriptions nettes du public . . . . .	2.326.468	
Nombre d'actions . . . . .	50.412.431	
Montant des coupons nets distribués . . . . .	95.332	
Récapitulation pour l'année 1989 :		
- Total souscriptions . . . . .	246.414.029	
- Total rachats . . . . .	241.392.049	
- Total souscriptions nettes . . . . .	5.021.980	

TABLEAU : 20

8912

Autres organismes de gestion

Nombre de S.I.C.A.V. : 13

(en kF)

VALEURS ADMISES À LA COTE .....	1.203.802
VALEURS FRANÇAISES .....	1.115.822
Obligations classiques .....	992.055
• Fonds d'État .....	445.413
• Secteur public ou semi-public .....	530.037
• Secteur privé .....	16.605
Autres obligations françaises .....	4.702
Actions françaises .....	119.065
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	87.980
Obligations étrangères .....	40.508
Actions étrangères .....	47.472
VALEURS NON ADMISES À LA COTE .....	
VALEURS FRANÇAISES .....	
Obligations libellées en francs .....	
Actions françaises .....	
VALEURS ÉTRANGÈRES .....	
Obligations libellées en devises .....	
Actions étrangères .....	
O.P.C.V.M. ....	97.868
S.I.C.A.V. ....	97.868
F.C.P. ....	
INTÉRÊTS COURUS SUR OBLIGATIONS .....	19.200
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE .....	1.247.233
DÉBITEURS - CRÉDITEURS DIVERS .....	158.272
FONDS EN BANQUE .....	- 54.499
ACTIF NET .....	2.671.876
ACTIF NET DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT .....	2.313.847
ACTIF NET ANNÉE PRÉCÉDENTE .....	575.179
ACTIF NET HORS SICAV-FCP .....	2.574.008
Souscriptions du trimestre .....	1.547.002
dont souscriptions du public .....	1.547.002
Rachats du trimestre .....	1.239.793
dont rachats du public .....	1.239.793
Souscriptions nettes globales .....	307.209
Souscriptions nettes du public .....	307.209
Nombre d'actions .....	942.704
Montant des coupons nets distribués .....	24.960
Récapitulation pour l'année 1989 :	
- Total souscriptions .....	4.019.598
- Total rachats .....	2.715.885
- Total souscriptions nettes .....	1.303.713

**II - ACQUISITIONS OU CESSIONS DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES  
DANS LE CAPITAL DES SOCIÉTÉS COTÉES (Décembre 1989)**

N° AVIS	Date AVIS	SOCIÉTÉ CONCERNÉE	ACQUÉREUR	CÉDANT	SEUIL EN %						
					5	10	20	33	50	66	
3518A	01.12	LABO INDUSTRIE	STE FUCHS PETROLUB AG (1) (2)								X
3518B	01.12	LABO INDUSTRIE		STE POLAROIL							X
3520A	01.12	STE DU LOUVRE		SICAV UNI FONCIER	X						
3521A	01.12	LAMBERT FRERES		STE FINANCIERE ET INDUSTRIELLE GAZ ET EAUX			X				
3521B	01.12	LAMBERT FRERES	OFF-OMNIUM FINANCIER DE PARIS 1				X				
3521C	01.12	LAMBERT FRERES	OPSA-OMNIUM DE PARTICIPATIONS			X					
3521D	01.12	LAMBERT FRERES	STE OFF-OMNIUM FINANCIER DE PARIS (2)							X	
3521E	01.12	LAMBERT FRERES	STE POLIET (3)							X	
				STE OFF-OMNIUM FINANCIER DE PARIS (4)					X		
3542A	04.12	CENTENAIRE-BLANZY		CIE FINANCIERE DE SUEZ (2)			X				
3542B	04.12	CENTENAIRE-BLANZY	STE EURIS			X					
3542C	04.12	CENTENAIRE-BLANZY	STE SPIFF		X						
3544A	04.12	GRAND BAZAR DE LYON	STE FINANCIERE GALLIERA			X					
3545A	04.12	SCAC	STE SOFICAL								X
3545B	04.12	SCAC	STE BOLLORE TECHNOLOGIES								X
3546A	04.12	FORGES STEPHANOISES	STE METROPOLE SA			X					
3559A	05.12	ZUBER-LAEDERICH	STE SOGEFRAL			X					
3565A	06.12	ROUGIER	STE FRANCE CROISSANCE INVESTISSEMENTS		X						
3566A	06.12	SCOR SA		STE MACIF	X						
3567A	06.12	DOCKS INDUSTRIELS	STE SAGA								X
3568A	06.12	ROBERTET SA	SICAV FRANCE 93		X						
3569A	06.12	GRANDS MOULINS DE PARIS		LES FONDS GRANDS MOULINS DE PARIS "A" ET "B"	X						
3570A	06.12	LILLE BONNIERES	CIE FINANCIERE DE SUEZ				X				
3570B	06.12	LILLE BONNIERES		STE DE PARTICIPATIONS MOBILIERES	X						
3572A	06.12	DUGUY-CREATIONS	STE SOFID (5)							X	
3572B	06.12	DUGUY-CREATIONS	STE Z GROUPE ZANNIER (6)							X	
3590A	07.12	BIMP	STE BOROS (6)		X						
3591A	07.12	BERNARD TAPIE FINANCE		STE BANEXI	X						
3592A	07.12	IMMOBILIERE HOTELIERE		STE OVERSEAS TRUST COMPANY Ltd	X						
3593A	07.12	ROUGIER		SICAV SELECTION AVENIR	X						
3597A	07.12	CIE FINANCIERE DE PARIBAS	STE PARFINANCE (2)		X						
3635A	11.12	SEUPAR		MME FRANÇOISE TARDY	X						
3635B	11.12	SEUPAR		M. DANIEL TARDY	X						
3636A	11.12	SUCRERIES PITHIVIERS	STE VIE NOUVELLE			X					
				STE DROUOT ASSURANCES	X						
3637A	11.12	SCOR SA		ASSURANCES GENERALES DE FRANCE			X				

N° AVIS	Date AVIS	SOCIÉTÉ CONCERNÉE	ACQUÉREUR	CÉDANT	SEUIL EN %					
					5	10	20	33	50	66
3638A	11.12	PATHÉ-CINÉMA	STE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE L'ARTOIS			X				
3638B	11.12	PATHÉ-CINÉMA	STE DES MINES DE KALI SAINTE-THÉRÈSE			X				
3638C	11.12	PATHÉ-CINÉMA	FINANCIÈRE MONCEY (2)				X			
3638D	11.12	PATHÉ-CINÉMA	GRUPE RIVAUD (6)						X	
3639A	11.12	BANQUE SOFIREC	STE SAVOISIENNE			X				
3640A	11.12	BERNARD TAPIE FINANCE	SICAV UNIFRANCE		X					
3641A	11.12	TECHNOFAN		SICAV UNI-REGIONS	X					
3642A	11.12	BP-FRANCE	GRUPE DES ASSURANCES NATIONALES		X					
3643A	11.12	TECHNIC INFORMATIQUE	STE BLS FINANCE			X				
3644A	11.12	PORON	STE DROUOT ASSURANCE			X				
3645A	12.12	SEFIMEG	STE L'IMMOBILIERE - CONSTRUCTIONS DE PARIS		X					
3646A	12.12	DOCKS INDUSTRIELS		STE STOCKALLIANCE	X					
3647A	12.12	DUC LAMOTHE PARTICIPATIONS	STE GRIFLAND HOLDING BV (7)					X		
				STE SODEFRA FINANCES					X	
3648A	12.12	CANAL +		STE NOBEL (2)	X					
3657A	12.12	SOGENAL	STE INTER EUROPE CONSEIL (8)				X			
3657B	12.12	SOGENAL	STE GÉNÉRALE (5) (8)					X		
3657C	12.12	SOGENAL	STE GÉNÉRALE (2) (8)							X
3658A	12.12	VITOS		STE NOBEL		X				
3687A	14.12	AGEFI DEVELOPPEMENT	STE PONEX						X	
				GRUPE EXPANSION FINANCES			X			
3687B	14.12	AGEFI DEVELOPPEMENT		STE FRANÇAISE DE GESTION	X					
3688A	14.12	BIMP	BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CREDIT		X					
3689A	14.12	AVENIR HAVAS MEDIA		ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE	X					
3708A	15.12	SPECTRAL-MIS		STE BLS DÉVELOPPEMENT	X					
3708B	15.12	SPECTRAL-MIS		STE BLS FINANCE	X					
3708C	15.12	SPECTRAL-MIS		STE CONCEPT SA	X					
3708D	15.12	SPECTRAL-MIS	STE TECHNIC INFORMATIQUE						X	
3708E	15.12	SPECTRAL-MIS	STE CCMC				X			
3708F	15.12	SPECTRAL-MIS	GRUPE CONCEPT							X
3733A	18.12	DUGUY-CREATIONS	STE Z GRUPE ZANNIER (2)							X
3734A	18.12	CIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE		SICAV LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS	X					
3735A	18.12	FINEXPAND		M. MICHEL KNIBBELER			X			
3764A	20.12	GRANDS MOULINS DE PARIS	M. FRANCIS BOUYGUES ET STE BOUYGUES (9)							X
3765A	20.12	PECHELBRONN	STE MONT THABOR		X					
3784A	21.12	CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE	CIE FINANCIÈRE DU VALOIS			X				



N° AVIS	Date AVIS	SOCIÉTÉ CONCERNÉE	ACQUÉREUR	CÉDANT	SEUIL EN %						
					5	10	20	33	50	66	
3785A	21.12	CARBONIQUE	STE FINAL SA			X					
3807A	22.12	GROUPE VICTOIRE	STE REGULIND			X					
3807B	22.12	GROUPE VICTOIRE	CIE FINANCIÈRE DE SUEZ (5)					X			
3807C	22.12	GROUPE VICTOIRE	CIE FINANCIÈRE DE SUEZ (2)					X			
3821A	26.12	JOD ÉLECTRONIQUE	SARL JODIF								X
3821B	26.12	JOD ÉLECTRONIQUE	STE DIGITAL DESIGN		X						
3821C	26.12	JOD ÉLECTRONIQUE	M. OUANONO			X					
3821D	26.12	JOD ÉLECTRONIQUE	SARL JODIF + STE DIGITAL DESIGN + M. OUANONO (9)								X
3822A	26.12	LATECOERE	CIE DE PENHOET		X						
3823A	26.12	SOFRAGI	ABEILLE VIE				X				
				STE FINANCIÈRE ARNA	X						
3823B	26.12	SOFRAGI	ABEILLE ASSURANCES				X				
3838A	27.12	CIE INDUSTRIELLE	STE EMERIND (10)					X			
3838B	27.12	CIE INDUSTRIELLE	UNION DES ASSURANCES DE PARIS (11)					X			
3839A	27.12	EUROSIC	BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS				X				
3840A	27.12	CIE FINANCIÈRE DE PARIBAS	CIE DE NAVIGATION MIXTE (5)		X						
3840B	27.12	CIE FINANCIÈRE DE PARIBAS	CIE DE NAVIGATION MIXTE (2)			X					
3855A	28.12	CREEKS	STE CHAUSSURES ANDRÉ SA								X
3856A	28.12	STE DE PLACEMENTS SÉLECTIONNÉS	BANQUE INDOSUEZ		X						
3857A	28.12	TECHNOFAN	STE LABINAL							X	
3860A	28.12	VALEO	STE CÉRUS - CIE EUROPÉENNE RÉUNIES (2)					X			
3862A	28.12	SCOR SA	GROUPE AXA			X					
3872A	29.12	CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE	CIE FINANCIÈRE DU VALOIS					X			
3873A	29.12	DARBLAY	CIE LEBON		X						
3879A	29.12	CENINVE	STE DE PARTICIPATIONS MOBILIÈRES								X

- 1) STÉ SUISSE
- 2) DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT
- 3) BÉNÉFICIE CONTRAT OPTIONNEL ET PROMESSE DE VENTE
- 4) A CONSENTI CONTRAT OPTIONNEL D'ACHAT ET PROMESSE DE VENTE À POLIET
- 5) DIRECTEMENT
- 6) INDIRECTEMENT
- 7) A LEVÉ CONTRATS OPTIONNELS D'ACHAT
- 8) SUITE À OPE
- 9) AGISSANT DE CONCERT
- 10) FILIALE DE L'UAP
- 11) INDIRECTEMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA FILIALE EMERIND.

### III – LA BOURSE DE PARIS EN DÉCEMBRE 1989

Le dernier mois de l'année 1989 s'est caractérisé par une reprise générale de l'activité et le volume global des affaires s'est accru de 12,7 % par rapport à celui réalisé en novembre.

En ce qui concerne les valeurs françaises, la progression des échanges atteint 24,3 % sur le marché des actions et 9,6 % sur celui des obligations.

Si on le compare à celui réalisé en 1988, le montant total des transactions effectuées en 1989 a augmenté de 3,8 %.

L'indice général CAC termine le mois à 553,8, en hausse de 5,4 %. Depuis le début de l'année, il a progressé de 33,3 %.

L'indice "CAC 40" (base 1.000 au 31.12.87), seul indice de référence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, se situe à 1.998,83 à la clôture de l'année 1989.

TRANSACTIONS (en millions de F) à la Bourse de Paris	MENSUELLES			CUMULÉES		
	11.1989 (1)	12.1989 (2)	Variation % (2/1)	12 mois 88 (3)	12 mois 89 (4)	Variations % (4/3)
Ensemble du marché (*)	346.385	390.403	+ 12,7	3.880.348	4.028.990	+ 3,8
Marché officiel	342.741	384.668	+ 12,2	3.837.602	3.977.488	+ 3,6
Règlement mensuel Comptant	48.241 294.500	60.716 323.952	+ 25,9 + 10,0	371.176 3.466.426	599.801 3.377.687	+ 61,6 - 2,6
Total des actions	55.906	68.412	+ 22,4	412.691	667.523	+ 61,7
Total des obligations	286.835	316.256	+ 10,3	3.424.911	3.309.965	- 3,4
Actions françaises	53.005	65.863	+ 24,3	390.418	640.308	+ 64,0
Obligations françaises	286.800	314.446	+ 9,6	3.424.218	3.306.930	- 3,4
Valeurs étrangères et zone franc	2.936	4.359	+ 48,5	22.966	30.250	+ 31,7
Second marché	3.196	5.274	+ 65,0	36.127	44.266	+ 22,5
	30.11.89 (1)	29.12.89 (2)	Variation % (2/1)	31.12.1988 (3)	Variations % (2/3)	Extrêmes de l'année 1989
INDICE GÉNÉRAL CAC Actions françaises (base 100 au 31.12.81)	525,3	553,8	+ 5,4	415,6	+ 33,3	417,9 le 04.01
CAPITALISATION BOURSIÈRE (en millions de F) (actions françaises et de la zone franc)	2.006.034	2.115.486	+ 5,5	1.354.809	+ 56,1	561,6 le 11.10

Source : Société des Bourses Françaises.

(\*) Marché officiel, second marché, hors-cote.

# DÉCISIONS ET AVIS DE LA COMMISSION

## I – VISAS DE NOTES D'INFORMATION (opérations annoncées ou commencées entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 31 décembre 1989)

### a) Admissions à la cote officielle

#### Actions

##### Société française

- CEP COMMUNICATION

20, avenue Hoche – 75008 PARIS

A.P.E. : 7710

Note d'information (visa n° 89-484 du 2 novembre 1989) à l'occasion de l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris, par transfert du second marché, des 11.851.175 actions de F. 10 nominal représentant le capital de la société.

##### Société étrangère

- THE TOKAI BANK, LIMITED

21-24, Nishiki 3 – Chome, Naka-KU – NAGOYA 460 (Japon)

Note d'information (visa n° 89-538 du 27 novembre 1989) à l'occasion de l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris des 1.937.350.197 actions de JPY 50 nominal représentant le capital de la société.

#### Obligations

- CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : CAECL S.A.

110, rue de l'Université : 75326 PARIS CEDEX 07

A.P.E. : 8905

Note d'information (visa n° 89-539 du 28 novembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire international de F. 1.000.000.000 représenté par des obligations de F. 10.000 ou F. 100.000 émises à 100 5/8 %.

Durée : 9 ans

Taux : 9, 25 %

Date de jouissance : 7 décembre 1989

- SOPHIA-BAIL

18, rue de la Ville-l'Évêque – 75008 PARIS

Note d'information (visa n° 89-545 du 29 novembre 1989) à l'occasion de l'admission à la cote officielle d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises au pair, plus un coupon couru de 3,277 %.

Durée : 8 ans et 235 jours

Taux : 9, 20 %

Date de jouissance : 27 octobre 1989

Date de règlement : 12 septembre 1989

Assimilation à l'emprunt 9,20 % mai 1989 dès la cotation

- FIAT FINANCE AND TRADE LTD.

c/o Maples and Calder – P.O. Box 309 – Cayman International Trust Building – George Town – Grand Cayman (Iles Cayman)

Note d'information (visa n° 89-557 du 5 décembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire de ECU 65.000.000 représenté par 16.250 obligations de 1.000 ÉCU et 4.875 obligations de 10.000 ÉCU émises à 101 3/8 %.

Taux : 10 %

Date de jouissance : 18 décembre 1989

Amortissement in fine le 18 février 1992

- INTERFINANCE CRÉDIT NATIONAL N.V.  
Schottegatweg – Oost 130 – SALINJA – CURAÇAO (Antilles Néerlandaises)  
Note d'information (visa n° 89-562 du 7 décembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire international de F. 500.000.000 représenté par des obligations de 10.000 ou 100.000 F émises à 99,75%.  
Durée : 4 ans  
Taux : 9,125 %  
Date de jouissance et de règlement : 12 décembre 1989  
Emprunt garanti par le Crédit National
  
- CENTRALE NUCLÉAIRE EUROPÉENNE A NEUTRONS RAPIDES S.A. – NERSA  
2, rue Louis Murat – 75008 PARIS  
Note d'information (visa n° 89-566 du 11 décembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire international de F. 700.000.000 représenté par des obligations de 10.000 ou 100.000 F émises à 100%.  
Durée : 7 ans  
Taux : Pibor 3 mois révisable + 16%  
Date de jouissance et de règlement : 22 décembre 1989
  
- CRÉDIT LOCAL DE FRANCE – CAECL S.A.  
110, rue de l'Université – 75326 PARIS CEDEX 07  
A.P.E. : 8905  
Note d'information (visa n° 89-576 du 20 décembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire international de ÉCU 100.000.000 représenté par des obligations de 1.000 et de 10.000 ÉCU émises à 102%.  
Durée : 5 ans  
Taux : 9 3/4 %  
Date de jouissance et de règlement : 28 décembre 1989
  
- CRÉDIT FONCIER DE FRANCE  
19, rue des Capucines – 75001 PARIS  
A.P.E. : 8905  
Note d'information (visa n° 89-578 du 21 décembre 1989) à l'occasion de la cotation d'un emprunt obligataire international de 150.000.000 d'ÉCU représenté par des obligations de 1.000 ou 10.000 ÉCU émises à 101 3/4%.  
Durée : 10 ans  
Taux : 9 3/8 %  
Date de jouissance et de règlement : 27 décembre 1989  
Emprunt garanti par l'État français

#### **Autres titres**

- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
3, rue La Fayette – 75009 PARIS  
A.P.E. : 8902  
Note d'information (visa n° 89-532 du 27 novembre 1989) à l'occasion de la cotation au compartiment international de 240.000 warrants d'options d'achat basés sur les actions CANAL +.  
Prix d'émission : 82 F  
Prix d'exercice : 775 F par warrant  
Période d'exercice : du 14 novembre 1989 au 10 avril 1991

**b) Émissions d'actions** – produit brut total : 1.791.3 MF

#### **Cote officielle**

- SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ET DE GESTION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE « SEGIC »  
2, rue Pillet-Will – 75009 PARIS  
A.P.E. : 8121

Note d'information (visa n° 89-540 du 28 novembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 14.364.000 à F. 129.276.000 par émission à F. 225 de 2.298.240 actions de F. 50 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1990) à raison de 8 actions nouvelles pour 1 action ancienne.  
Produit brut : 517,1 MF

- SCOA

9 et 11, rue Robert-de-Flers – 75015 PARIS  
A.P.E. : 6010

Note d'information (visa n° 89-563 du 8 décembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 499.124.952 à F. 1. 247.812.380 par émission au pair de 20.796.873 actions de F. 36 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989) à raison de 3 actions nouvelles pour 2 actions anciennes.  
Produit brut : 748,7 MF

## **Second marché**

- PETIT BATEAU

15, rue du Lieutenant Pierre-Murard – 10000 TROYES  
A.P.E. : 4423

Note d'information (visa n° 89-572 du 14 décembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 3.182.360 à F. 92.288.440 par émission au pair de 8.910.608 actions de F. 10 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989) à raison de 28 actions nouvelles pour 1 action ancienne.  
Produit brut : 89,10 MF

### **Avertissement :**

La Commission des opérations de bourse attire l'attention du public sur les particularités de cette opération qui s'adresse essentiellement aux actionnaires qui souhaitent participer au plan de restructuration mis en œuvre avec l'accord des banques de la société.  
L'augmentation de capital projetée ne suffira pas à rétablir des capitaux propres que les pertes des derniers exercices ont rendu négatifs.  
Les comptes récents de la société ont fait l'objet de nombreuses observations de la part des commissaires aux comptes.

### **Hors cote**

- CHAFFOTEAUX ET MAURY

2, rue Chaintron – 92120 MONTROUGE  
A.P.E. : 3002

Note d'information (visa n° 89-534 du 27 novembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 117.520.800 par émission à F. 120 de 979.340 actions de F. 120 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1990) à raison de 1 action nouvelle pour 1 action ancienne.  
Produit brut : 117,5 MF

### **Avertissement :**

La Commission des opérations de bourse appelle l'attention du public sur les faits suivants :

- La valeur nominale des actions qui seront souscrites sera réduite de 120 F à 70 F dans le cadre de la réduction du capital qui suivra la présente augmentation de capital.
- Les actions de la présente émission ne seront pas cotées sur un marché réglementé. Elle pourront faire l'objet de transactions sur le seul marché hors cote de Paris.

- COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

18, quai de Cléchy – 92111 CLICHY  
A.P.E. : 2823

Note d'information (visa n° 89-553 du 30 novembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 97.633.692 à F. 146.450.532 par émission à F. 75 de 4.068.070 actions de F. 12 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1990) à raison de 1 action nouvelle pour 2 actions anciennes.  
Produit brut : 305,1 MF

### **Avertissement :**

Les actions nouvelles ne seront pas cotées sur un marché officiel réglementé. Elles seront négociables au hors cote : les actions de la CEAC ont été radiées de la cote officielle le 6 décembre 1989 et transférées au hors cote le 7 décembre 1989

## **Société non cotée**

### • S.A. DU GOLF D'ÉTIOLLES

237, rue Gallieni – 92100 BOULOGNE

A.P.E. : 8610

Note d'information (visa n° 89-561 du 7 décembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 6.000.000 à F. 12.000.000 par émission à F. 6.500 de 1.200 actions de F. 5.000 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1990) après renonciation au droit préférentiel de souscription.

Produit brut : 7,8 MF

#### **Avertissement :**

- L'attention du public est attirée sur l'absence de liquidité du titre.
- Il ne sera pas organisé de marché de titres à l'initiative de la société.
- Il n'est pas prévu de distribution de dividendes au cours des quatre premiers exercices.
- Il existe des « clauses d'agrément » exercées par le conseil d'administration de la société.
- Les éléments financiers donnés dans la note d'information sont des éléments prévisionnels.

## **Constitution de société par appel public à l'épargne**

### • DÉFI PARTICIPATIONS

34/36, avenue de Friedland – 75008 PARIS

Note d'information (visa n° 89-535 du 27 novembre 1989) à l'occasion de la constitution de la société par émission au pair de 60.180 actions de F. 100 nominal (jouissance assemblée constitutive).

Produit brut : 6 MF

#### **Avertissement :**

L'attention du souscripteur est attirée sur les points suivants :

1. Les actions proposées ne sont pas destinées à être cotées, il ne sera pas organisé de marché à l'initiative de la société.
2. Il n'est pas prévu de distribution de dividendes au cours des premiers exercices.
3. Le conseil d'administration doit donner son agrément à l'entrée au capital de tout actionnaire non membre du GIE France Défi.
4. L'unique activité de Défi Participations est de détenir 60 % du capital de France Défi Investissement SCA. Défi Participations est actionnaire commanditaire de France Défi Investissement SCA.

## **Sociétés étrangères**

### • PIRELLI S.p.A.

Piazzale Cadorna 5 – MILAN (Italie)

Note d'information (visa n° 89-573 du 14 décembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de LIT 849.668.024.000 à LIT 997.845.183.000 par émission à LIT 2.650 de 148.177.159 actions de LIT 1.000 nominal (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1989) à raison de 1 action nouvelle pour 6 actions anciennes et de 1 action nouvelle pour 12 obligations convertibles Industrie Pirelli S.p.A. 9,75 % 1985/1995

### • COMPAGNIE NATIONALE A PORTEFEUILLE

Desguinlei 92 – 2018 ANVERS (Belgique)

Note d'information (visa n° 89-547 du 30 novembre 1989) à l'occasion d'une offre en vente par souscription publique de 2.500.000 actions ordinaires sans valeur nominale, réservées aux propriétaires d'actions existantes, émises à FB 2.100, (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1990) à raison de 1 action nouvelle pour 6 actions anciennes.

## **c) Émissions d'actions avec bons de souscriptions d'actions – Produit brut total : 56 MF**

### • RANDOM FRANCE

49, avenue Kléber – 75116 PARIS

A.P.E. : 2701

Note d'information (visa n° 89-548 du 30 novembre 1989) à l'occasion d'une augmentation de capital de F. 13.444.440 à F. 15.685.176 par émission de 186.728 actions de F. 12 nominal, assorties de bons de souscription d'actions avec faculté de rachat des bons, émises à F. 300, dont 40 F par bon de

souscription (à chaque action est attaché 1 bon de souscription d'action donnant droit de souscrire à une action nouvelle au prix de 310 F jusqu'au 30 juin 1991 et de 340 F du 1<sup>er</sup> juillet 1991 au 31 décembre 1992. La souscription est réservée par priorité aux actionnaires du 4 au 8 décembre 1989 à raison de 1 action pour 6 anciennes.

Date de jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1989

Produit brut : 56 MF

**d) Émission d'obligations remboursables en actions assorties de bons de souscription d'actions –**

Produit brut total : 111,2 MF

• **CATTEAU**

45, rue d'Isbergues – 62120 AIRE-SUR-LA-LYS

A.P.E. : 5710

Note d'information (visa n° 89-570 du 14 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 111.203.000 représenté par 182.300 obligations de F. 610 émises au pair, remboursables en actions de priorité à raison d'une action de priorité pour une obligation.

Ces obligations sont assorties de bons de souscription d'actions de priorité (un bon par obligation) ; deux bons permettent de souscrire à une action de priorité à 650 F jusqu'au 30 novembre 1993.

La souscription est réservée par priorité aux actionnaires du 16 décembre 1989 au 3 janvier 1990 à raison de 1 obligation pour 10 actions de priorité détenues.

Durée : 7 ans et 350 jours

Taux : 7,5 %

Date de jouissance et de règlement : 16 janvier 1990

Produit brut : 111,2 MF

**e) Émissions d'obligations convertibles – Produit brut total : 260,6 MF**

• **SCOA**

9 et 11, rue Robert-de-Flers – 75015 PARIS

A.P.E. : 6010

Note d'information (visa n° 89-569 du 14 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt de F. 260.654.151 représenté par 5.543.833 obligations de F. 47 émises au pair, convertibles en actions à tout moment à partir du 22 janvier 1990 à raison d'une action pour une obligation.

La souscription est réservée par priorité aux actionnaires du 22 décembre 1989 au 2 janvier 1990 à raison de 2 obligations pour 5 actions.

Durée : 8 ans et 348 jours

Vie moyenne : 7 ans et 348 jours

Taux : 8,50 %

Date de jouissance et de règlement : 18 janvier 1990

Taux de rendement actuariel brut au règlement en cas de non conversion : 8,90 %

Produit brut : 260,6 MF

**f) Émissions d'obligations et de titres subordonnés – Produit brut total : 12.183,2 MF**

**Secteur public – Produit brut total : 474,1 MF**

• **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

2, rue Louis-Murat – 75008 PARIS

A.P.E. 0601

Fiche d'information (visa n° 89-541 du 28 novembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 500.000.000 représenté par 100.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.741 assimilables après paiement du premier coupon aux obligations 8,60 % octobre 1988.

Durée : 10 ans et 44 jours

Taux : 8,60 %

Date de jouissance et de règlement : 2 janvier 1990

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,42 %

Produit brut : 474,1 MF

**Collectivités locales – Produit brut total : 2.327 MF**

- CAISSE AUTONOME DE REFINANCEMENT – CAR  
2, square de Luynes – 75007 PARIS  
A.P.E. : 8905  
Fiche d'information (visa n° 89-552 du 30 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :  
– d'un emprunt obligataire de F. 250.000.000 représenté par 50.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.873,80, plus 347,20 F de coupon couru, assimilables aux obligations 8,89% mars 1986.  
Durée : 6 ans et 77 jours  
Taux : 8,80 %  
Date de jouissance : 5 mars 1989  
Date de règlement : 18 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,34 %  
Produit brut : 243,7 MF
- d'un emprunt obligataire de F. 940.000.000 représenté par 188.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.855,50, assimilables le 5 mars 1990 aux obligations 9% mars 2000.  
Durée : 10 ans et 77 jours  
Taux : 9% – Premier coupon versé le 5 mars 1990 fixé à 100 F (taux annuel : 9,48%)  
Date de jouissance et de règlement : 18 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,48 %  
Produit brut : 912,8 MF
  
- CRÉDIT LOCAL DE FRANCE – CAECL S.A.  
110 rue de l'Université – 75326 PARIS CÉDEX 07  
A.P.E. : 8905  
Fiche d'information (visa n° 89-571 du 14 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 1.000.000.000 représenté par 200.000 obligations de F. 5.000 émises au prix moyen pondéré de F. 4.841 et souscrites suivant une procédure d'adjudication, assimilables le 1<sup>er</sup> février 1990 aux obligations 9% février 1988.  
Durée : 8 ans et 30 jours  
Taux : 9 %  
Date de jouissance et de règlement : 2 janvier 1990  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,59 %  
Produit brut : 968,2 MF
  
- VILLE DE PARIS  
Hôtel de Ville : 75196 PARIS  
Note d'information (visa n° 89-579 du 21 décembre 1989) à l'occasion de l'émission :  
– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 5.059,50.  
Durée : 6 ans et 359 jours  
Taux : P1C – 0,10 %  
Date de jouissance : 26 décembre 1989  
Date de règlement :  
– 40 % (2.023,80 F) le 26 décembre 1989  
– 60 % (3.035,70 F) le 20 septembre 1990  
Produit brut : 101,2 MF
- d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 5.056.  
Durée : 6 ans et 359 jours  
Taux : P1C – 0,10 %  
Date de jouissance : 26 décembre 1989  
Date de règlement :  
– 40 % (2.022,40 F) le 26 décembre 1989  
– 60 % (3.033,60 F) le 20 décembre 1990  
Produit brut : 101,1 MF



**Secteur Industriel et Commercial (émissions par intermédiation) – produit brut total : 1.569,1 MF**

• **CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E. « C.E.P.M.E. »**

14, rue du 4 septembre – 75002 PARIS

A.P.E. : 8905

Fiche d'information (visa n° 89-543 du 29 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt obligataire de F. 500.000.000 représenté par 100.000 obligations de F. 5.000, émises à F. 5.014, dont coupon couru 149,2 F, assimilables aux obligations 9 % 1988/1989.

Durée : 9 ans et 244 jours

Taux : 9 %

Date de jouissance : 19 août 1989

Date de règlement : 18 décembre 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,42 %

Produit brut : 486,5 MF

– d'un emprunt obligataire de F. 300.000.000 représenté par 60.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 5.004, échangeables au gré du porteur du 15 au 30 avril 1990 et du 15 au 30 septembre 1990 contre des obligations 9 % 1990/1999.

Durée : 10 ans

Taux : TME – 0,20 %

Date de jouissance et de règlement : 18 décembre 1989

Produit brut : 300,2 MF

– d'un emprunt obligataire de F. 200.000.000 représenté par 40.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.966 dont coupon couru de 189,8 F, assimilables aux obligations 8,50 % 1988/1997

Durée : 7 ans et 202 jours

Taux : 8,50 %

Date de jouissance : 1<sup>er</sup> juillet-1989

Date de règlement : 11 décembre 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,33 %

Produit brut : 191 MF

Emprunts garantis par l'État

• **CRÉDIT NATIONAL**

45, rue Saint-Dominique – 75007 PARIS

A.P.E. : 8905

Fiche d'information (visa n° 89-575 du 19 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 600.000.000 représenté par 120.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.928, assimilables après paiement du premier coupon aux obligations 9 % mars 1989.

Durée : 6 ans et 92 jours

Taux : 9 %

Date de jouissance et de règlement : 8 janvier 1990

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,33 %

Produit brut : 591,4 MF

**Institutions financières – Produit brut total : 7.813,1 MF**

• **COMPAGNIE FINANCIÈRE DU C.I.C.**

52, rue de Monceau – 75008 PARIS

A.P.E. : 8902

Note d'information (visa n° 89-544 du 29 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt de F. 250.000.000, en deux tranches :

– tranche A : F. 100.000.000 en 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis au pair  
Taux : TIOP 1 mois capitalisé

– tranche B : F. 150.000.000 en 30.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis au pair  
Taux : TIOP 1 mois capitalisé + 0,15 %

Durée : 12 ans

Date de jouissance et de règlement : 18 décembre 1989

Produit brut : 250 MF

– d'un emprunt de F. 250.000.000 représenté par 50.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 4.947.

Durée : 12 ans et 15 jours

Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,65 %  
Produit brut : 247,3 MF

- CAISSE D'AIDE SOCIALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE – BANQUE POPULAIRE « CASDEN BP »  
91, Cours des Roches – NOISIEL – 77424 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02  
A.P.E. : 8905  
Note d'information (visa n° 89-546 du 29 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :  
– d'un emprunt obligataire de F. 200.000.000 représenté par 40.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.993,5.  
Durée : 9 ans et 62 jours  
Taux : 9,60 %  
Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,60 %  
Produit brut : 199,7 MF  
– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 50.000 obligations de F. 2.000 émises au pair.  
Durée : 10 ans et 31 jours  
Taux : P1C + 10 %  
Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989  
Produit brut : 100 MF  
– d'un emprunt obligataire de F. 200.000.000 représenté par 40.000 obligations de F. 5.000 émises au pair.  
Durée : 10 ans et 31 jours  
Taux : P1C + 0,05 %  
Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989  
Produit brut : 200 MF
- BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS « B.R.E.D. »  
5, avenue du Château – 94300 VINCENNES  
A.P.E. : 8903  
Fiche d'information (visa n° 89-550 du 30 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :  
– d'un emprunt de F. 130.000.000 représenté par 26.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis au pair.  
Durée : 10 ans et 31 jours  
Taux : TIOP 3 mois annualisé (P3M)  
Date de jouissance et de règlement : 18 décembre 1989  
– de deux emprunts de F. 100.000.000 chacun représentés par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis respectivement à F. 5.025 et à F. 4.979.  
Durée : 10 ans et 62 jours  
Taux : TIOP 1 mois capitalisé (P1C)  
Date de jouissance et de règlement : 18 décembre 1989  
Produit brut total : 330,1 MF
- CRÉDIT FONCIER DE FRANCE  
19, boulevard des Capucines – 75001 PARIS  
A.P.E. : 8905  
Fiche d'information (visa n° 89-551 du 30 novembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 560.000.000 représenté par 112.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.898, plus coupon couru de 34,25 F, assimilables aux obligations 9% octobre 1989.  
Durée : 7 ans et 289 jours  
Taux : 9% – Premier coupon payable le 3 octobre 1990 fixé à 415 F.  
Date de jouissance : 22 novembre 1989  
Date de règlement : 18 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,47 %  
Produit brut : 548,6 MF
- SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT « SOFEC »  
128, rue La Boétie – 75008 PARIS  
A.P.E. : 8902

Fiche d'information (visa n° 89-554 du 30 novembre 1989) à l'occasion de l'émission :  
– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 4.965.  
Durée : 12 ans  
Taux : 9,80 %  
Date de jouissance et de règlement : 28 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,902 %  
Produit brut : 99,3 MF  
– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 4.976.  
Durée : 12 ans et 1 mois  
Taux : TIOP 1C  
Date de jouissance et de règlement : 28 décembre 1989  
Produit brut : 99,5 MF  
– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à 4.993,50  
Durée : 12 ans  
Taux : TIOP 1 C +0,10 %  
Date de jouissance et de règlement : 28 décembre 1989  
Produit brut : 99,9 MF

• CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

91-93, boulevard Pasteur – 75015 PARIS

A.P.E. : 8903

Fiche d'information (visa n° 89-555 du 5 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligatoire de 1.500.000.000 représenté par 300.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.900.

Durée : 11 ans et 31 jours

Taux : 9 %

Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,29 %

Produit brut : 1.470 MF

• CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL D'AVIGNON, BOULOGNE-SUR-MER, DIJON, LILLE ET ROUEN

Note d'information (visa n° 89-556 du 5 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligatoire de F. 240.000.000 représenté par 48.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.987.

Durée : 8 ans

Taux : 9,40 %

Date de jouissance et de règlement : 26 décembre 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,45 %

Produit brut : 239,4 MF

• CRÉDIT LYONNAIS

19, boulevard des Italiens – B.P. 12 – 75079 PARIS CEDEX 02

A.P.E. : 8902

Fiche d'information (visa n° 89-558 du 6 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt de F. 700.000.000 représenté par 140.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.925.

Durée : 11 ans et 11 jours

Taux : 9,20 %

Date de jouissance et de règlement : 2 janvier 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,42 %

Produit brut : 689,5 MF

• SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

8, rue de la République – 69001 LYON

A.P.E. : 8902

Fiche d'information (visa n° 89-560 du 7 décembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt subordonné de F. 150.000.000 représenté par 30.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis au pair.

Durée : 11 ans et 31 jours  
Taux : 9,40 %  
Date de jouissance et de règlement : 29 décembre 1989  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,40 %  
– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises au pair.  
Durée : 10 ans et 182 jours  
Taux : TIOP 1 mois + 0,05 %  
Date de jouissance et de règlement : 19 décembre 1989  
Produit brut total : 250 MF

• CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines – 75001 PARIS

A.P.E. : 8905

Fiche d'information (visa n° 89-567 du 12 décembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt obligataire de F. 1.000.000.000 représenté par 200.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.940.

Durée : 10 ans

Taux : 9,20 %

Date de jouissance et de règlement : 2 janvier 1990

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,39 %

– d'un emprunt obligataire de F. 400.000.000 représenté par 80.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 4.920,45 plus coupon couru de 103,55 F, assimilables aux obligations de 9 % 1997.

Durée : 7 ans et 281 jours

Taux : 9 %

Date de jouissance : 3 octobre 1989

Date de règlement : 26 décembre 1989

Taux de rendement actuariel brut au règlement : 9,28 %

– d'un emprunt obligataire de F. 1.000.000.000 représenté par 50.000 obligations de F. 20.000 émises à F. 20.152, assimilables après paiement du premier coupon aux obligations PIBOR 3 mois septembre 1988-1989.

Durée : 8 ans et 251 jours

Taux : TIOP 3 mois révisable – 0,20 %

Date de jouissance et de règlement : 2 janvier 1990

Faculté d'échange du 15 au 25 mai et du 12 au 22 novembre 1990 contre des obligations 9,20 %

Produit brut total : 2.389,2 MF

• CETELEM

5, avenue Kléber – 75116 PARIS

A.P.E. : 8902

Note d'information (visa n° 89-568 du 13 décembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises à F. 5.036,50.

Durée : 8 ans

Taux : P1C – 0,05 %

Date de jouissance et de règlement : 8 janvier 1990

Produit brut : 100,7 MF

– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises au pair.

Durée : 9 ans

Taux : P1C – 0,05 %

Date de jouissance et de règlement : 21 décembre 1989

Produit brut : 100 MF

– d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises au pair

Durée : 9 ans

Taux : P1C – 0,05 %

Date de jouissance et de règlement : 8 janvier 1989  
Produit brut : 100 MF

- **COMPAGNIE DU BTP**

253, boulevard Péreire – 75852 PARIS CEDEX 17  
A.P.E. : 8907

Note d'information (visa n° 89-577 du 21 décembre 1989) à l'occasion de l'émission :

– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 4.991.

Durée : 11 ans et 9 mois

Taux : P1C + 0,10%

Date de jouissance et de règlement : 27 décembre 1989

Produit brut : 99,8 MF

– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 5.006.

Durée : 12 ans

Taux : P1C + 0,15%

Date de jouissance et de règlement : 8 janvier 1990

Produit brut : 100,1 MF

– d'un emprunt de F. 100.000.000 représenté par 20.000 titres subordonnés remboursables de F. 5.000 émis à F. 4.992.

Durée : 12 ans et 3 mois

Taux : P1C + 0,15%

Date de jouissance et de règlement : 27 décembre 1989

Produit brut : 99,8 MF

- **SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE DÉPÔTS ET DE DÉPLACEMENTS « SOFIDEP »**

41, rue de Châteaudun – 75009 PARIS

A.P.E. : 8907

Note d'information (visa n° 89-580 du 21 décembre 1989) à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire de F. 100.000.000 représenté par 20.000 obligations de F. 5.000 émises au pair.

Durée : 11 ans et 213 jours

Taux : 8%

Date de jouissance et de règlement : 27 décembre 1989

Faculté d'échange contre des obligations P3R du 8 au 22 juillet 1990

Produit brut : 100 MF

Emprunt garanti par la Société Suisse d'Assurances Générales sur la Vie Humaine.

### **g) Offres publiques d'achat**

- **POLIET**

21-23, rue des Ardennes – 75019 PARIS

A.P.E. : 1506

Note d'information (visa 89-549 du 30 novembre 1989) à l'occasion de l'offre publique d'achat des actions de la société Lambert Frères et Cie par la société Poliet, présenté par la Banque Paribas, la Banque Rivaud et Omnibanque.

- **COMPAGNIE FINANCIÈRE DU VALOIS**

144, Chemin Sainte-Luce – 60320 BETHISY SAINT-PIERRE

A.P.E. : 7600

- **CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE**

185, avenue Charles-de-Gaulle – 92200 NEUILLY-sur-SEINE

A.P.E. : 7600

Note d'information conjointe (visa n° 89-564 du 8 décembre 1989) à l'occasion de l'offre publique d'achat adressée aux actionnaires de la société Constructions Métalliques de Provence par le Crédit du Nord, agissant pour le compte de la Compagnie Financière du Valois.

- LAMBERT FRÈRES ET CIE  
5, rue Vernet – 75008 PARIS  
A.P.E. : 7600

Note d'information (visa n° 89-565 du 8 décembre 1989) en réponse à la note d'information établie à l'occasion de l'offre publique d'achat des actions de la société Lambert Frères et Cie par la société Poliet, présentée par la Banque Paribas, la Banque Rivaud et Omnibanque.

#### **h) Offre publique d'achat simplifiée**

- RALSTON PURINA INTERNATIONAL HOLDING COMPANY, Inc. 300, Delaware Avenue, Wilmington, DELAWARE 19899 (U.S.A.)

- DUQUESNE PURINA  
1, place Charles-de-Gaulle – 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX  
A.P.E. : 3908

Note d'information conjointe (visa n° 89-559 du 7 décembre 1989) à l'occasion de l'offre publique d'achat simplifiée adressée aux actionnaires de la société Duquesne Purina par la banque Indosuez agissant pour le compte de Ralston Purina International Holding Company, Inc.

#### **i) Sociétés civiles de placements immobiliers (S.C.P.I.)**

– Visa S.C.P.I. n° 89-095 du 07 décembre 1989  
SOLIPIERRE  
Changement de prix  
SOLIGERANCE  
22, boulevard Carnot – 62000 ARRAS

– Visa S.C.P.I. n° 89-096 du 07 décembre 1989  
VALEUR PIERRE PATRIMOINE  
Augmentation de capital  
ANTIN GÉRANCE  
22, rue Saint-Augustin – 75002 PARIS

– Visa S.C.P.I. n° 89-097 du 12 décembre 1989  
DAUPHI-PIERRE  
Augmentation de capital  
GIGNOUX-LEMAIRE S.A.  
2, rue Alexandre-1<sup>er</sup>-de-Yougoslavie – 38000 GRENOBLE

– Visa S.C.P.I. n° 89-098 du 12 décembre 1989  
VALEUR PIERRE 3  
Augmentation de capital  
ANTIN GÉRANCE  
22, rue Saint-Augustin – 75002 PARIS

– Visa S.C.P.I. n° 89-099 du 14 décembre 1989  
BRETAGNE ATLANTIQUE MUR  
Augmentation de capital  
BRETAGNE ATLANTIQUE GÉRANCE  
14, bd Winston-Churchill – 44100 NANTES

- Visa S.C.Pl. n° 89-100 du 19 décembre 1989  
PIERREVENUS  
Constitution  
S.E.R.C.C.  
5, rue Frédéric-Bastiat – 75008 PARIS
- Visa S.C.Pl. n° 89-101 du 19 décembre 1989  
PATRIMOINE EUROPE  
Constitution  
PARTNERS GÉRANCE  
55, boulevard du Montparnasse – 75006 PARIS
- Visa S.C.Pl. n° 89-102 du 28 décembre 1989  
INVESTISSIMMO 1  
Augmentation de capital  
IMMOFRANCE  
50, avenue des Champs-Élysées – 75008 PARIS

## **II – SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE**

Au cours du mois de décembre 1989, la Commission des opérations de bourse a autorisé :

### **Constitution de SICAV**

- PLACEMENT NORD (Actions françaises et étrangères), Code AFC : 29437  
75, rue Paradis – 13006 MARSEILLE  
Fondateur : Marseillaise de Crédit  
Constitution de la Sicav au capital initial de 180 MF
- GESTION FRANCE SÉCURITÉ (Actions et obligations diversifiées françaises), Code AFC : 29439  
65, rue d'Anjou – 75008 PARIS  
Fondateur : Banque Indosuez  
Constitution de la Sicav au capital initial de 80 MF
- UNION CAPITALISATION (Obligations françaises), Code AFC : 29438  
4, rue Gaillon – 75002 PARIS  
Fondateur : Banque de l'Union Européenne  
Constitution de la Sicav au capital initial de 250 MF
- XI – COURT TERME (Obligations françaises), Code AFC : 29440  
75, avenue des Champs-Élysées – 75008 PARIS  
Fondateur : Capital Système Investissement  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF
- BIP OAT INDEX (Obligations françaises), Code AFC : 29444  
108, boulevard Haussmann – 75008 PARIS  
Fondateur : Banque Internationale de Placement  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF
- ACTIP CAC 40 (Actions et obligations diversifiées françaises), Code AFC : 29445  
108, boulevard Haussmann – 75008 PARIS  
Fondateur : Banque Internationale de Placement  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF
- BOREAL (Court terme monétaire), Code AFC : 29443  
25, rue Jean-Gougon – 75008 PARIS  
Fondateur : C.D.C. Gestion  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF

- CAP-BRA (Court terme monétaire), Code AFC : 29446  
boulevard Édouard-Herriot – 01000 BOURG-EN-BRESSE  
Fondateur : Banque Régionale de l'Ain  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF
- SP MONÉTAIRE (Court terme monétaire), Code AFC : 29447  
5-7, rue Saint-Augustin – 75002 PARIS  
Fondateur : Schelcher-Prince S.A.  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF
- PYRADEV (Obligations françaises), Code AFC : 29448  
15, rue des Pyramides – 75001 PARIS  
Fondateur : Banque Industrielle et Commerciale du Marais  
Constitution de la Sicav au capital initial de 149,101 MF
- FICAC 40 (Actions françaises), Code AFC : 29450  
5, avenue de l'Opéra – 75001 PARIS  
Fondateur : Caisse des Dépôts et Consignations  
Constitution de la Sicav au capital initial de 50 MF

### **III – OPCVM de la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE COMMERCIALISÉS EN FRANCE**

Au cours du mois de décembre 1989, La Commission des opérations de bourse a agréé la commercialisation en France des OPCVM de la Communauté européenne suivants :

- ÉCU CAPITALISATION, Code AFC : 905280  
Pays d'origine : Luxembourg  
Type d'OPCVM : Fonds commun de placement  
Catégorie : Capitalisation  
Organisme promoteur : CRÉDIT LYONNAIS  
Dépositaire : CRÉDIT LYONNAIS  
Date d'agrément : 11 décembre 1989
- PLACEURO, Code AFC : 943169  
Pays d'origine : Luxembourg  
Type d'OPCVM : S.I.C.A.V.  
Catégorie : A compartiments multiples  
Organisme promoteur : COFIBOL FINANCE PLACEMENTS SA  
Dépositaire : CHASE MANHATTAN BANK  
Date d'agrément : 11 décembre 1989
- DIT LUX BONDSPEZIAL, Code AFC : 943174  
Pays d'origine : Luxembourg  
Type d'OPCVM : Fonds commun de placement  
Catégorie : Normal  
Organisme promoteur : COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DRESDNER BANK AG  
Dépositaire : DRESDNER BANK LUXEMBOURG SA  
Date d'agrément : 11 décembre 1989
- LION INTEROBLIG, Code AFC : 943246  
Pays d'origine : Luxembourg  
Type d'OPCVM : Fonds commun de placement  
Catégorie : Compartiments & Capitalisation  
Organisme promoteur : CRÉDIT LYONNAIS  
Dépositaire : CRÉDIT LYONNAIS  
Date d'agrément : 11 décembre 1989



#### **IV – LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION D'OPCVM CRÉÉES AU COURS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1989**

Code AFC : 1109844  
Dénomination : UBAF GESTION  
Adresse : 190, avenue Charles-de-Gaulle – 92523 NEUILLY Cedex  
Fondateur : UNION BANQUES ARABES  
Date : 05 décembre 1989

Code AFC : 1111003  
Dénomination : PERGOLESE GESTION  
Adresse : 75, avenue de la Grande-Armée – 75017 PARIS  
Fondateur : SOCIA  
Date : 11 décembre 1989

Code AFC : 1110188  
Dénomination : EUROP FINANCES  
Adresse : 25, rue de Rémusat – 31000 TOULOUSE  
Fondateur : BANQUE COURTOIS  
Date : 12 décembre 1989

Code AFC : 1110264  
Dénomination : SEGIPA GESTION  
Adresse : 84, rue Duguesclin – 69006 LYON  
Fondateur : BANQUE SAINT-OLIVE  
Date : 12 décembre 1989

Code AFC : 1110356  
Dénomination : FIT GESTION  
Adresse : 11, rue Marsollier – 75002 PARIS  
Fondateur : FIN. INDOSUEZ TECHN.  
Date : 12 décembre 1989

Code AFC : 1110871  
Dénomination : GESTION VALOR  
Adresse : 59, rue de la Faisanderie – 75116 PARIS  
Fondateur : CONSERVATEUR FINANCE  
Date : 12 décembre 1989

## V – FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

I – Liste des fonds communs à vocation générale dont le règlement a été approuvé par la Commission des opérations de bourse au cours du mois de décembre 1989.

### 1 – SOCIÉTÉS DE BOURSE

Code AFC	SOCIÉTÉ DE GESTION	DÉPOSITAIRE	NOM DU FONDS COMMUN	SPÉCIALISATION
745321	FERRIGESTION	FERRI (A. B.) GERME	VIVPACIFIQUE	DIVERSIF. ÉTRANGÈRES
745440	G.P.F.	GORGEU PERKEL KRUCKER	G.P.K. COURT TERME	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745516	MEESCHAERT FCP	MEESCHAERT ROUSSELLE	POSITIF	CT-SENSIBILITÉ VL AUX VARIATIONS OBLIGATIONS FRANÇAISES
745515			PRIME PLACEMENT	
745536	PERGOLESE GESTION	SOCIA	GRANDE ARMÉE INVESTIS.	CT-SENSIB. VL AUX VARIATIONS
745402	SOCIÉTÉ DE GESTION THORP	PINATTON	SCRIBE INVESTISSEMENT	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.
745457	SOGEFCO	SCHELCHER PRINCE	SP CAPI 1994	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745458			SP CAPI 1998	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745467			SP DENIERS	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745236	SOCIÉTÉ GEST. FCP LEVEN-CHAUSSIER	LEVEN-CHAUSSIER	GEST. - OPPORTUNITÉS N° 1	DIVERSIF. FRANÇ & ÉTRANG.
745413	YVES SOULIE MOUREAU GESTION SA	DYNABOURSE	DIVERSIFICATION INTERNATIONALE	DIVERSIF. ÉTRANGÈRES
745414			LIVREPARGNE HAUTE-SAVOIE	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL

## 2 - ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT, COMPAGNIES D'ASSURANCES, DIVERS

Code AFC	SOCIÉTÉ DE GESTION	DÉPOSITAIRE	NOM DU FONDS COMMUN	SPÉCIALISATION		
745324	AB GESTION	DG FINANCE	G.S.P. 04	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745326			G.S.P. 05	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745501	ANTIGONE GESTION	BANQUE NATIOTRÉSORERIE	ARMIDE/CT 43	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS		
745502			ARMIDE/CT 44	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS		
745503			ARMIDE/CT 45	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS		
745504			ARMIDE/CT 46	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS		
745505			ARMIDE/CT 47	CT-MONÉTAIRE		
745558	AXIVA	SOCIÉTÉ DE BOURSE AUBOYNEAU LABOURET OLLIVIER	FONDAX	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745531	AXIVA-GESTION	SOCIÉTÉ DE BOURSE MASSONAUD de FONTENAY	AMURE	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745469			HASARD	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745488	BIGT GESTION	BANQUE INTERN. GESTION ET TRÉSOR	HYDRO PRÉVOYANCE	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745474	B.F.T. GESTION*	BANQUE DE FINANCEMENT ET TRÉSORERIE	AUVERGNE PLUS II	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745471			ÉNA VALOR IX	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745527		CRCAM DE TOULOUSE ET DU MIDI TOULOUSAIN	OZENNE 1	CT-MONÉTAIRE		
745448	BARCLAYS GESTION	BARCLAYS BANK	ASPHALTE LONG TERME	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745419	C/O GESTION	CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST	OUEST OPPORTUNITÉS	ACT. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745374			TERRE NOUVELLE 1	CT-MONÉTAIRE		
745443	CRÉDIT MUTUEL OCÉAN GESTION	CAISSE FÉD. DU CR. MUTUEL OCÉAN	OCÉAN CAPITALISATION	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745475	DG GESTION	DG FINANCE	B.L.K. DG	DIVERSIF. FRANÇAISES		
745323			G.S.P. 01	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745325			G.S.P. 02	DIVERSIF. FRANÇAISES		
745351			G.S.P. 03	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745219			G.S.P. 06	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745354			G.S.P. 07	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745442			G.S.P. 09	OBLIGATIONS FRANÇAISES		
745343			DUROC GESTION	CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS	BOUQUET TRÉSORERIE 1	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745450			ÉPARGNE COLLECTIVE	CRÉDIT LYONNAIS	CRÉDIT LYONNAIS GESTION DES INVESTISSEMENTS (CL-GI)	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745546	EUROFINAC 92	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.				
745511	NORD GESTION	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.				
745338	EUROFIN-GESTION	BANQUE EUROFIN	EUROFIN PARTICIPATIONS	ACT. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745499	EUROP FINANCES	BANQUE COURTOIS	CAPITOLE ACTIONS FRANÇ.	ACTIONS FRANÇAISES		
745498			CAPITOLE CAPITALISATION	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745142			CAPITOLE CONVERTIBLES	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745497			CAPITOLE DIVERSIFIÉE	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745496			CAPITOLE PREMIÈRE	OBLIG. FRANÇAISES		
745495			CAPITOLE RENDEMENT	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		
745494			CAPITOLE TRIMESTRIEL	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.		

Code AFC	SOCIÉTÉ DE GESTION	DÉPOSITAIRE	NOM DU FONDS COMMUN	SPÉCIALISATION
745299	FIMAFONDS	FIMAGEST	MUTUALITÉ INTERNATIONALE	OBLIG. ÉTRANGÈRES
745322			NIORT VALORISATION	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745468			PATRIMOINE CAPITALISATION	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745347			RENTABILITÉ MOBILIÈRE	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745529			TRESO GESTION	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745427	FIT GESTION	FINANCE INDOSUEZ TECHNIQUES	FITOP-ACTION 90%	ACT. FRANÇ. & ÉTRANG.
745597			FITOP-OBLIG. 100%	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745218			MARS N° 18	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.
745426			MARS N° 19	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.
745445	GESTION VALOR	CONSERVATEUR FINANCE	MUTUELLE LONG TERME	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745213	HERVET CONSEIL	BANQUE HERVET	ENTREPRISE VALEURS N° 5	DIVERSIF. FRANÇAISES
745398			MAXIMINI N° 2	DIVERSIF. FRANÇ. & ÉTRANG.
745441	INTEREPARGNE	BRED	C.D.E. VAL	DIVERSIF. FRANÇ & ÉTRANG.
745416		SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'EXPANSION	SBE CAPI-OBLIGATAIRE	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745238		BRED	VALCADRES	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745307	LAFFITTE GESTION	L'EUROPÉENNE DE BANQUE	LAFFITTE-CAPITALISATION	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745477	MADELEINE GESTION	CYRIL FINANCE GESTION (CFG)	C.F.G. N° 12	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745412		BANQUE INDUS. ET MOBIL. PRIV. BIMP.	MUTUELLES DU MANS OBLIGATIONS N° 1	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745411			MUTUELLES DU MANS OBLIGATIONS N° 2	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745449	MORGAN GESTION	MORGAN GUARANTY TRUST CNY	MORGAN IMMOBILIER	ACT. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745480			MORGAN PERFORMANCE 6	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
745489			MORGAN PERFORMANCE 7	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
745313	NAT. WESTMINSTER GESTION S.A.	NATIONAL WESTMINSTER BANK	NATWEST AMÉRIQUE	DIVERSIF. ÉTRANGÈRES
745312			NATWEST CHANNEL	DIVERSIF. ÉTRANGÈRES
743906			NATWEST PACIFIQUE	DIVERSIF. ÉTRANGÈRES
745484	PALUEL-MARMONT GESTION	PALUEL MARMONT BANQUE	EUROPE CENTRALE FUND	ACTIONS ÉTRANGÈRES
745490		SOREFI-ILE DE FRANCE	FORTUNE PERSONNELLE	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745012	REAFIN GESTION	REAFIN	SCOR ACTIONS FRANCE	ACTIONS FRANÇAISES
745479	SA DE LA CDC GESTION FCP	CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS	C.D.E. INVESTISSEMENT	DIVERSIF. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745308			CAPILR	OBLIG. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745460			CAPITAL CHAMPAGNE-ARDENNE	OBLIG. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745528			ÉCUREUIL LYON CAPITALISATION	OBLIG. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745517			FRANCE FONDATIONS	DIVERSIF. FRANÇ. ET ÉTRANG.
745378			MASSERAN PORTEFEUILLE FCP	OBLIG. FRANÇ. ET ÉTRANG.

Code AFC	SOCIÉTÉ DE GESTION	DÉPOSITAIRE	NOM DU FONDS COMMUN	SPÉCIALISATION
745520	SEGESPAR GESTION	CAISSE NATIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE	ALMA COURT TERME	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745519			ELICLUB 12	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745453			MERCURE	CT-MONÉTAIRE
745518			OBLICLUB 10	OBLIG. FRANÇ. & ÉTRANG.
745120			OBLICLUB 8	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745454			SATURNE	CT-MONÉTAIRE
745174	SEGIPA GESTION	BANQUE SAINT-OLIVE	SEGIPA PLACEMENT	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745487	SOCIÉTÉ CENTRALE DE GESTION	CAISSE CENTRALE DE RÉESCOMPTE	CENTRALE CT 23	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745447			CENTRALE CT 7	CT-PRIORITÉ RÉGUL. VL
745451	SOGEFONDS	BANQUE INDOSUEZ	INVESTIS. FONDAMENTAL N° 2	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745452			INVESTIS. FONDAMENTAL N° 3	OBLIGATIONS FRANÇAISES
745470			INVOBLIG N° 1	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
745311	UBAF GESTION	UNION BANQUES ARABES FRANÇAISES	FALCON 1	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
744966			UG1	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
745309			UG2	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS
745310			UG3	CT-SENSIBIL. VL AUX VARIATIONS

**II - Liste des fonds communs de placement à risques dont le règlement a été approuvé par la Commission des opérations de bourse au cours du mois de décembre 1989.**

Code AFC	SOCIÉTÉ DE GESTION	DÉPOSITAIRE	NOM DU FONDS COMMUN	SPÉCIALISATION
745422	SIPAREX GESTION	BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN	SIPAREX PME	

LE TOTAL DES FONDS APPROUVÉS AU MOIS DE DÉCEMBRE 1989 EST DE : 100 POUR LES FONDS A  
VOCATION GÉNÉRALE  
1 POUR LES FONDS A RISQUES

101

## INDEX

### des mots cités dans le Bulletin mensuel de la COB en 1989 (1)

Les références indiquées après chaque mot sont, en caractères gras, le numéro du Bulletin concerné suivi, en caractères maigres, des numéros de page

#### A

**Accord COB/CNCC** : 227, 7  
**Accords bilatéraux, multilatéraux** : 225, 8, 9 – 230, 38 – 231, 40 à 48  
**Accords (entre sociétés)** : 229, 12, 13  
**Achat par une société de ses propres actions** : 227, 10 – 230, 4  
**Acquisition à crédit de parts de SCPI** : 224, 8  
**Acte unique** : 230, 36  
**Actifs corporels** : 226, 5  
**Action de concert** : 229, 12, 13 – 231, 28, 29, 31  
**Action en justice de la COB** : 230, 6  
**Adjudication** : 227, 13  
**Admission à la cote** : 230, 4, 5, 39  
de sociétés étrangères : 226, 3  
**Agache (Financière)** : 225, 4  
**AGF** : 229, 5  
**Agrément** :  
OPCVM : 225, 3 – 229, 18, 24 – 230, 5, 10 – 231, 35  
FCC : 227, 3  
sociétés de gestion de portefeuille : 231, 5 à 19  
**Allais (Maurice)** : 230, 31  
**Allemagne** : 221, 28 – 226, 4  
**Alvarado E. (Fernando)** : 225, 12  
  
**Bancassurance** : 230, 33  
**BALO** : 226, 4  
**Bank inspection board (Suède)** : 225, 9  
**Banque de France** : 228, 8 – 229, 5  
**Banque Lazard Frères et Cie** : 225, 5  
**Banque mondiale** : 221, 28  
**Banque nationale de Paris** : 225, 5  
**Bastien Vannière (Michel)** : 229, 64  
**Beck (Stanley)** : 225, 4  
**Beghin-Say** : 224, 5  
**Belgique** : V. COMMISSION BANCAIRE BELGE  
**Bérégovoy (Pierre)** : 229, 6

**Amsterdam (Bourse d')** : 225, 9 – 230, 27  
**Annexe (au bilan)** : 221, 3  
**Appel public à l'épargne** : 225, 7 – 226, 3, 11 – 230, 3, 4 – 229, 5  
**Apports** : 225, 5 – 224, 7  
**Aqumin** : 231, 38, 39  
**Arrangement administratif** : 230, 7, 39  
**Assemblée générale** : 222, 3 – 224, 5 – 229, 77  
**Assemblée générale extraordinaire** : 224, 7 – 225, 5  
**Assimilation d'obligations** : 227, 7  
**Assistance mutuelle** : 225, 8, 9 – 230, 25, 38 – 231, 40 à 48  
**Association des bourses suisses** : 221, 28 – 225, 9  
**Assurances générales de France** : V. AGF  
**Audit** : 226, 4 v. aussi IAPC  
**Australie** : 225, 9 – 230, 27  
**Autocontrôle** : 227, 10 – 231, 36  
**Automatisation des marchés** : 225, 10 – 230, 24, 26  
**Autorité de contrôle** : 221, 28  
étrangère : 230, 7  
**Autorité de contrôle des marchés du Danemark** : 230, 27  
**Autriche** : 221, 28  
**Auxiliaire de la profession boursière** : 230, 19 – 231, 17  
**Avertissement** : 226, 4 – 229, 12

#### B

**Bézard (Pierre)** : 221, 3  
**Biens divers** : 230, 3, 4  
**Bilan** : 221, 4, 6 – 223, 3  
**Blenheim (société)** : 226, 5  
**Bloc de contrôle** : : 225, 5 – 229, 11, 16 – 231, 28 ;  
V. aussi GARANTIE DE COURS  
**Bon d'acquisition** : 227, 7  
**Bon d'échange** : 227, 7  
**Bon de souscription** : 227, 7  
d'actions : 221, 7 – 225, 4, 5  
d'obligations : 221, 7  
**Bon du Trésor** : 221, 6

(1) à l'exception des rubriques régulières telles que « Acquisitions ou cessions de participations significatives dans le capital de sociétés cotées » ou « Décisions et avis de la Commission ».

**Bonnet de la Tour (Jacques): 221, 3 – 229, 5, 8**

**Bosch (Henry): 221, 26**

**Bopp Dintzner Wagner et Cie: 230, 15**

**Bourse de valeurs de :**

**Amsterdam : 230, 27**

**Londres : 222, 4 – 226, 4 ; v. aussi ISE**

**Montréal : 225, 10**

**Vienne : 221, 28**

**CAC (Compagnie des agents de change): 224, 7**

**CAC (Indice): 221, 7**

**Cà Foscari (Université): 225, 11**

**Caisse des dépôts et consignations : v. CDC**

**Caisse de retraite : 227, 15**

**Caisse de retraite du personnel de la Société Générale : 227, 10**

**Canada : v. ONTARIO, QUÉBEC, MONTRÉAL**

**Cap : 221, 6**

**Capacité multiple : 225, 10**

**Capital market board : 221, 28**

**Capital minimum : 225, 8 – 229, 18 – 230, 25 – 231, 6**

**Capital (répartition du) : 231, 38**

**Capitalisation boursière : 230, 31**

**Capital Monitor : 231, 38, 39**

**Capitaux propres : 226, 5**

**Carli (Guido): 225, 12**

**Carte professionnelle : 230, 17**

**Casier judiciaire : 231, 10**

**Caution en devises : 221, 6**

**CBV : 229, 5 – 230, 9, 27**

**CDC : 225, 5**

**Cérus : 223, 4 – 224, 6**

**Certification des comptes : 225, 3**

**Certificat**

**de droit de vote : 231, 37, 38**

**d'investissement : 231, 37, 38**

**Cession de parts : 224, 9**

**de titres : 224, 5**

**CEE : 226, 3, 5 – 229, 19 – 230, 26, 27, 34**

**CFIT : 230, 21**

**CFTC : 221, 26, 28 – 225, 9**

**Taiwan : 225, 10**

**Bourse de valeurs allemandes : 221, 28**

**Bourses de valeurs (Fédération internationale des) : 221, 26**

**Brac de la Perrière (Gilles): 226, 7 – 230, 42**

**Breeden (Richard): 231, 40, 42, 49 – 229, 5, 8**

**Bröker (Gunther): 225, 10**

**Bulletin des annonces légales et obligatoires : v. BALO**

## C

**Change : 221, 3**

**Chicago (University of): 225, 11**

**Chicago Mercantile exchange : 230, 27**

**Cheng (Tracy): 225, 10**

**Chili : 230, 27**

**Chine : 225, 10**

**CME : 230, 27**

**CMT : 229, 5 – 230, 9, 27**

**Coffa : 224, 4**

**Collars : 221, 4**

**Cox (Charles): 225, 12**

**CNCC : 226, 7 – 227, 7**

**COB : 229, 6 à 10 – 230, 3 à 10, 27, 34, 36**

**pouvoirs de la COB : 229, 6 – 230, 3**

**v. aussi : INJONCTION, INSTRUCTION, RÈGLEMENT, SANCTION DE LA COB**

**Collège : 229, 5, 6**

**Code de conduite : 230, 35**

**v. aussi RÈGLES DE CONDUITE**

**Comité :**

**de développement de l'OICV : 230, 26**

**des émissions : 227, 11**

**des établissements de crédit : 227, 9**

**international des pratiques d'audit : v. IAPC**

**des normes d'audit internationales : v. IFAC**

**des normes comptables internationales : v. IASC**

**Comité technique de l'OICV : 225, 7**

**Commerce international : 230, 31**

**Commercialisation : 222, 30, 36 – 229, 19**

**Commissaire :**

**aux apports : 231, 10, 35**

**aux comptes : 222, 3, 6 – 224, 5 – 225, 3 – 227, 7 – 230, 4, 8, 26 – 231, 13**

de FCC : 228, 3, 7, 8  
d'OPCVM : 229, 29

Commissaire du gouvernement : 229, 6, 8

Commission bancaire : 224, 7

Commission bancaire belge : 230, 27

Commission des marchés de l'Inde : 230, 27

Commission des opérations de bourse : V. COB

Commission de valeurs mobilières : 230, 26  
d'Australie : 230, 27  
du Chili : 230, 27  
du Mexique : 230, 27  
d'Ontario : 230, 27  
de Nouvelle-Zélande : 230, 27  
du Québec : 225, 9

Commissione nazionale per le società e la borsa :  
V. CONSOB

Commissions : 222, 15

Commodity futures trading commission : V. CFTC

Communiqué :  
de la COB : 225, 4 – 231, 36  
des sociétés : 231, 29, 30, 34, 36

Compagnie des agents de change : 224, 7

Compagnie d'assurances : 227, 15

Compagnie financière France-Afrique : 224, 4

Compagnie financière de Suez : 228, 10, 11

Compagnie française d'investissement et de transports :  
230, 21

Compagnie industrielle : 228, 10, 11

Compagnie nationale des commissaires aux comptes :  
V. CNCC

Compensation : 221, 28 – 230, 25, 26

Comptable :  
méthode : 221, 4, 5 – 223, 3  
traitement : 221, 4  
vérification : 230, 26

Compte-joint : 230, 15

Comptes annuels : 226, 5  
consolidés : 226, 3, 4  
individuels : 226, 3, 4  
V. aussi CONTRÔLE DES COMPTES

Certification des comptes : 225, 3 – 227, 7

Comparabilité des comptes : 225, 7

**Conditionnel (elle) :**

Instrument : 221, 6

Opération : 221, 6 – 224, 3 – 230, 19

Conflit d'intérêt : 225, 3 – 230, 16, 43

Conglomérat : 230, 33, 41

Conseil d'administration : 221, 3 – 222, 3

Conseil des bourses de valeurs : V. CBV

Conseil constitutionnel : 230, 9

Conseil de discipline des OPCVM : 230, 5, 9

Conseil d'État : 229, 5 – 230, 15

Conseil du marché à terme : V. CMT

Consignation : 230, 8

CONSOB : 225, 9 – 230, 23, 27, 28

Contrat :  
à terme : 221, 7 – 223, 3  
ferme : 221, 3  
d'échange de taux d'intérêt : 221, 6  
de gestion : 224, 3  
notionnel : 221, 6

Contrôle :  
des comptes : 230, 26  
des FCP : 225, 3  
de l'information : 230, 3  
majoritaire : 231, 28  
des marchés à terme : 225, 8  
des sociétés : 225, 4, 5 – 230, 4 – 231, 28  
Autorité de contrôle : 221, 28  
Transfert de contrôle : 231, 28

Contrôleur déontologique : 230, 3

Convention (art. 101) : 224, 5

Convention internationale d'entraide judiciaire : 227, 9

Convocation (aux assemblées générales) : 222, 3

Coopération internationale : 225, 8, 36 – 230, 26, 32 –  
231, 40 à 48

Cote officielle : 226, 6

Coupon : 230, 11

Cour d'appel de Paris : 229, 5, 8

Cour de cassation : 229, 5

Cour des comptes : 229, 5



Couverture : 221, 3  
Crédit agricole : 225, 5

Danemark : 230, 26

Darty (Établissements) : 230, 22

Darty (Financière) : 230, 22

Déclaration :

de franchissement de seuil : 225, 5

d'intention : 225, 5 – 229, 13

des transactions (OPA) : 228, 10 – 229, 17 – 231, 36

Décloisonnement : 221, 28 – 230, 33

Délai de priorité : 225, 5

Délégation de gestion : 225, 3 – 229, 29 – 231, 10

Delion (André) : 229, 5

Délit boursier : 230, 7

Délit d'initié : 225, 4 – 227, 9, 10 – 230, 30, 38

Démarchage : 222, 4 – 224, 3 – 230, 4, 5 – 231, 17  
par téléphone : 222, 4 – 231, 38

Écarts d'acquisition : 226, 5

Échange d'informations : 225, 7, 8 – 230, 38 – 231, 41

Échange de titres : 224, 5

Emerson Electric Co : 231, 37

Émission : 221, 7

internationale : 221, 28 – 230, 25

obligataire : v. EMPRUNT

Emprunt : 221, 6 – 227, 11

d'État 7% : 227, 11

à taux fixe : 227, 12

à taux variable : 227, 12

Engagements futurs : 221, 6, 7

Enquête : 221, 8 – 223, 4 – 224, 3, 4, 5 – 225, 3, 4 –  
229, 8 – 230, 6, 7, 19, 21 – 231, 41

pouvoir d'enquête de la COB : 230, 6

Entente bilatérale : 230, 27

Entraide judiciaire : 227, 9

Farge (Jean) : 221, 8 – 225, 10 – 226, 7 – 227, 7 –  
229, 5 – 230, 23, 28

Crédit lyonnais : 225, 8

Crise boursière : 221, 26, 28

## D

Déontologie : 221, 28 – 225, 3 – 230, 11, 23, 41, 42, 43 –  
231, 12 ; v. aussi RÈGLES DE CONDUITE

Department of trade and industry : v. DTI

Dépositaire : 225, 3

Déréglementation : 230, 31, 32, 33, 38, 41

Devises : 221, 6

Différentiel : 223, 3

Directive européenne : 226, 3, 4 – 230, 26

Dirigeants sociaux (responsabilité des) : 224, 5

Dividendes : 231, 33

Document de référence : 230, 25

Droit préférentiel de souscription : 225, 5

Droit de vote (suppression du) : 230, 8

DTI : 226, 4 – 230, 27, 35

Dumenil-Leblé : 223, 4 – 224, 6

Dutheillet de Lamothe (Olivier) : 230, 18

## E

Espace financier européen : 230, 40

Espagne : 226, 4 – 230, 34, 39

Espinosa Villareal (Oscar) : 225, 12

Établissement de crédit : 227, 9 – 230, 11, 16 – 231, 6

État : 227, 13

États financiers : 226, 3, 4, 5, 7

États-Unis : 226, 5 ; v. aussi SEC-CME

Étranger : 227, 5

European Sugars : 224, 5

Évaluation : 221, 3 – 224, 7

Exécution d'ordres en bourse : 224, 4 – 231, 43, 44

Expert-comptable : 226, 7

Expert :

de gestion : 230, 4

indépendant : 224, 6

judiciaire : 230, 8

de minorité : 224, 5

## F

FCC : 227, 3 – 228, 3 – 229, 3

FCP : 225, 3 – 227, 14, 15 ; v. aussi OPCVM

**Fédération des bourses allemandes :** 221, 28 – 225, 9  
**Fédération internationale des bourses de valeurs :** V. FIBV  
**FIBV :** 221, 26 – 230, 26  
**Fiche signalétique (OPCVM) :** 229, 42, 52, 55, 57  
**Financière Agache :** 225, 4  
**Financière Darty :** 230, 22  
**Fleuriot (Pierre) :** 226, 11 – 230, 23, 41  
**Floor :** 221, 6  
**FMI :** 221, 26 – 225, 11  
**Fonds communs :**  
    **de créances :** V. FCC  
    **d'intervention sur les marchés à terme :** 229, 24, 59, 61

**Garantie de cours :** 229, 16 – 231, 28 à 33 ;  
    V. aussi BLOC DE CONTRÔLE, MAINTIEN DE COURS

**Garantie de passif :** 231, 28, 32

**Grande-Bretagne :** V. ROYAUME-UNI

**Gérant :**

**de portefeuille :** 224, 3 – 229, 64 – 230, 9, 10, 19

**de FCP :** 225, 3

**Hammerman (Stephen) :** 225, 11

**Harmonisation :**

**des états financiers :** 226, 7

**des marchés de valeurs mobilières :** 230, 24, 25, 38, 39

**Hellwig (Martin) :** 225, 11

**IAPC :** 221, 27 – 230, 26

**IASC :** 221, 26, 27 – 225, 7 – 226, 6 – 230, 26

**IFAC :** 225, 7

**Inde :** V. COMMISSION DES MARCHÉS DE L'INDE

**Immobilisations incorporelles :** 226, 4

**Indemnisation des épargnants :** 230, 19, 20

**Information :**

**des actionnaires :** 221, 3, 4, 5, 8 – 222, 3 – 223, 3 – 230, 25, 26 – 231, 40, 43, 44

**comptable :** 221, 27 – 223, 3 – 226, 6 – 227, 8

**continue :** 230, 25

**de placement :** V. FCP

**de placement d'entreprise :** 229, 61

**de placement à risques :** 229, 61

**Fonds monétaire arabe :** 230, 27

**Fonds monétaire international :** V. FMI

**FRA :** 221, 6

**Frais de garde :** 222, 5

**Frais de gestion :** 222, 5 – 225, 3 – 231, 15, 22, 26

**Franchissement de seuil :** 225, 5 – 227, 9 – 230, 4

**Fraude boursière :** 221, 27 – 230, 25, 37 – 231, 44

**Frenkel Jacob A :** 225, 11

**Fusion :** 224, 7

## G

**Gestion de portefeuille :** 224, 3 – 230, 9, 10, 19 – 231, 43, 44 ; V. aussi SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE

**contractuelle :** 224, 3

**de fait, tacite :** 224, 3 – 231, 5

**Goodwill :** 226, 5

**Grand métropolitain :** 226, 4

**Guinness :** 225, 4

**Grèce :** 230, 34 – 226, 4

**Guy (Paul) :** 225, 12

## H

**Hirsch (Alain) :** 225, 7

**Hong Kong :** 226, 5

**Hors bilan :** 221, 4, 5, 6, 7 – 223, 3

**Hors marché (transactions) :** 221, 28 – 230, 26

**Huber A.G. :** 224, 7

**des mandants :** 231, 15, 21, 25

**périodique :** 221, 9 – 225, 7 – 229, 77

**permanente :** 231, 29

**des porteurs de parts de FCC :** 228, 3

**privilégiée :** 224, 4 – 225, 6 – 231, 43, 44 ;  
    V. aussi INITIÉ

**trompeuse :** 230, 22 – 231, 44

**contrôle de l'information :** 230, 3

**Injonction de la COB :** 230, 8, 10

**Initié :** 221, 26, 27 – 223, 4 – 231, 40 ; V. aussi DÉLIT D'INITIÉ, INFORMATION PRIVILÉGIÉE

**de droit :** 225, 6

**Inspection bancaire de Suède** : 230, 27  
**Inspection du travail** : 230, 18  
**Institutionnel, Institutionnalisation** : 230, 33  
**Instruction de la COB** : 228, 3 – 229, 3, 24 – 231, 30  
**Instruments conditionnels** : 223, 3  
**Instruments financiers** : 223, 3 ; v. aussi NIF  
**Intégration fiscale** : 230, 22  
**Intégration des marchés de capitaux** : 225, 10  
**Intégrité des marchés** : 221, 27  
**International accounting standards committee** : v. IASC

**Japon** : 226, 5 ;  
v. aussi SECURITIES BUREAU  
**Jones (Lynton)** : 225, 10

**Kadotani (Masahiko)** : 230, 28  
**Ketchum (Richard)** : 225, 10

**Lagayette (Philippe)** : 229, 5  
**Lazard Frères et Cie (banque)** : 225, 5  
**Lecocq (Pierre)** : 221, 3  
**Le Portz (Yves)** : 229, 7 – 225, 12  
**Leroy-Somer** : 231, 37  
**Liquidité** : 222, 5

**Maintien des cours** : 225, 5 – 230, 21 – 231, 28 ;  
v. aussi GARANTIE DE COURS  
**Maisons de titres** : 231, 6  
de titres internationales : 225, 8  
**Mallet (société immobilière)** : 223, 4  
**Mandat** : 230, 16  
de gestion de portefeuille : 224, 3, 4 – 231, 8 à 27  
de transmission d'ordres : 224, 3 – 230, 2  
**Manipulation** : 221, 26, 27 – 223, 4 – 229, 63 –  
231, 40, 43  
**Marceau investissement** : 227, 8, 9, 10  
**Marchés** :  
automatisation : 221, 28  
intégration : 225, 10  
internationalisation : 221, 26, 28

**International stock exchange (London)** : 222, 6 –  
225, 9, 10  
**Internationalisation** : 230, 31, 36, 37, 38, 41  
**Investisseurs** : 231, 44  
institutionnels : v. INSTITUTIONNELS  
particuliers : 227, 15  
**Investissements étrangers** : 231, 30  
**Investorate** : 224, 7  
**Italie** : (v. CONSOB, VENISE)

## J

**Juge administratif** : 230, 10  
**Juge judiciaire** : 230, 10  
**Jugement** : 222, 5

## K

**Knight (Jeffrey)** : 225, 10

## L

**Litige** : 222, 5, 6  
**Louis-Vuitton-Moët-Hennessy** : v. LVMH  
**Lukas (Edmond)** : 225, 10  
**LVMH** : 225, 4  
**Lynch (Gary)** : 225, 11

## M

**Marché** :  
par écran : 225, 8  
de gré à gré : 221, 3, 5  
organisé : 221, 3, 5 – 230, 26  
primaire : 227, 11  
à terme : 221, 28 – 222, 4 – 225, 8 – 229, 59 –  
230, 4, 25, 26 – 231, 15 ; v. aussi MATIF  
**Marché à terme international de France** : v. MATIF  
**Market-markers** : 223, 4  
**Masse obligataire** : 227, 7  
**MATIF** : 223, 3 – 224, 7  
**Méthode comptable** : 221, 3, 4, 5 – 223, 3 – 226, 6  
**Mexique** : 230, 27  
**Ministère, ministre de l'Économie et des Finances** : 224, 4,  
7 – 225, 3 – 230, 35

**Ministère des Finances (Pays-Bas) : 225, 4**  
**Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle : 230, 11**  
**Mise sous séquestre : 230, 8**  
**Montedison : 224, 5**

**Nardozzi (Giangiacomo) : 225, 11**  
**NASAA : 221, 26**  
**NASD : 225, 10 – 230, 27**  
**National association of securities dealers : V. NASD**  
**National companies and securities commission (Australie) : 225, 9**  
**Négociation :**  
    **au comptant : 224, 3**  
    **à règlement immédiat : 224, 3**  
    **à règlement mensuel : 224, 3**  
    **de report : 224, 3**  
    **de valeurs mobilières : 226, 3**  
**New York stock exchange : 225, 10**  
**NIF : 221, 3, 4 – 223, 3**

**OAT : 227, 11, 12**  
**Obligation de moyens : 224, 3 – 230, 19**  
**Obligations : 221, 6 – 227, 7**  
    **assimilables du trésor : V. OAT**  
    **assorties de bons d'échange : 227, 7**  
    **convertibles : 225, 5**  
    **assimilation d'obligations : 227, 7**  
**OCDE : 221, 26 – 225, 10 – 226, 6 – 230, 27**  
**Offre publique : 229, 11**  
    **d'achat : 221, 26 – 223, 4 – 224, 5 – 226, 7 – 228, 10 – 230, 21, 22, 39 – 231, 36, 37**  
    **concurrente : 228, 11**  
    **d'échange : 223, 4 – 224, 6**  
    **de retrait : 229, 16 – 231, 28, 30, 34**  
    **de vente : 229, 15**  
**OICV : 225, 7, 10 – 226, 6 – 230, 33**  
**OMET : 231, 37**  
**OMF (indice) : 221, 7**

**Monti (Mario) : 225, 11**  
**Montréal : 225, 8, 10**  
**Mutuelles : 227, 15**

## N

**Normes d'audit : V. IFAC**  
**Normes de capital : 230, 25 ; V. aussi CAPITAL MINIMUM**  
**Normes, normalisation comptable : 221, 26, 27 – 226, 3, 5, 6 – 230, 25, 26, 39 ; V. aussi IASC**  
**North american securities administrators association : V. NASAA**  
**Notation : 228, 5**  
**Note d'information : 223, 4 – 224, 6, 7, 8 – 226, 4, 6 – 229, 12, 14, 15, 16 – 230, 3 – 231, 15**  
    **OPCVM : 229, 32**  
**Note de présentation : 222, 6**  
**Nouveaux instruments financiers : V. NIF**  
**Nouvelle-Zélande : 230, 27**  
**Noyaux stables : 227, 8, 10**  
**NYSE : 225, 10**

## O

**Ontario : 230, 27**  
**Ontario securities commission : 230, 9**  
**ONU : 226, 6**  
**OPCVM : 221, 26, 27 – 222, 5 – 227, 15 – 229, 3, 18 à 62 – 230, 5, 9, 11 – 231, 35**  
**Opération conditionnelle : 221, 6 – 224, 3 – 230, 19**  
**Opposition de la COB (à l'admission à la cote) : 226, 3**  
**Option : 221, 3, 6 – 226, 6 – 231, 31, 32**  
    **OMF, CAC : 221, 7**  
    **sur devise : 221, 6**  
**Ordre de bourse : 224, 4 ; V. aussi EXECUTION D'ORDRE, TRANSMISSION D'ORDRE**  
**Ordre des experts-comptables : 226, 7**  
**Organisation de coopération et de développement économique : V. OCDE**  
**Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières : V. OICV**  
**Organisation des Nations Unies : V. ONU**  
**Organisme de placement collectif en valeurs mobilières : V. OPCVM**

**Papaz (Roger)** : 229, 5, 8  
**Parité d'échange** : 224, 5, 6  
**Parquet** : 224, 5 – 230, 4  
**Particulier** : V. INVESTISSEURS  
**Pays-Bas** : 230, 34 ; V. aussi AMSTERDAM  
**Pazzi (Bruno)** : 225, 11  
**Pechiney** : 221, 8 – 226, 7  
**Pfeiffer (Didier)** : 229, 8 – 230, 43  
**Phuay Hee (Chua)** : 225, 12  
**Pibor** : 221, 6  
**Piga (Franco)** : 225, 10 – 226, 12 – 230, 23, 28, 29, 34  
**Placements** : 230, 5  
    en biens divers : V. BIENS DIVERS  
    privés : 225, 5 – 227, 3 – 228, 4, 5  
    internationaux : 225, 7 – 230, 25  
    publics à l'étranger : 225, 5  
**Plaintes** : 230, 6  
**Plantard (Jean-Pierre)** : 229, 5  
**Portage** : 225, 3  
**Portugal** : 226, 4 – 230, 34

**Québec** : 225, 9 ; V. aussi MONTRÉAL

**Radiation de la cote** : 230, 5  
**Ramassage** : 225, 5 – 227, 10  
**Rapport de gestion** : 221, 3, 5  
**Ratio** : 225, 8 – 231, 35 ;  
    V. aussi RÈGLES PRUDENTIELLES  
    de division des risques : 225, 3  
    de répartition des actifs : 225, 3  
**Rating** : V. NOTATION  
**Réciprocité** : 225, 8, 9 – 230, 7  
**Recommandation de la COB** : 221, 3 – 223, 3 – 224, 8 – 225, 3  
**Reconnaissance mutuelle** :  
    des prospectus : 226, 3, 4  
    des marchés : 230, 7  
    des agréments (OPCVM) : 229, 19, 20, 25

## P

**Positions** :  
    conditionnelles : 221, 5, 6 – 223, 3  
    fermes : 221, 5, 6 – 223, 3  
    résiduelles : 223, 3  
**Potdevin (Jacques)** : 227, 7  
**Poursuites disciplinaires** : 224, 5  
**Prise de contrôle** : 224, 4  
**Procuration** : 224, 3 – 231, 5, 6  
**Procureur de la République** : 224, 7 – 225, 6 – 227, 11 – 230, 22  
**Progémar** : 230, 21  
**Prospectus** :  
    d'admission : 225, 3  
    d'émission : 225, 7  
    d'émission (parts de FCC) : 228, 3, 4, 5  
    de placement de titres : 225, 6  
**Protection de l'épargne** : 225, 7 – 230, 40, 43  
**Publications légales** : 230, 4  
**Publicité** : 222, 4 – 224, 8 – 231, 18, 36  
**Publicité mensongère** : 230, 20

## Q

I

## R

**Recours** : 229, 8 – 230, 10  
**Redevance** : 221, 7 – 222, 4  
**Réévaluation rétroactive** : 226, 4  
**Régie nationale des usines Renault** : 230, 15  
**Registre du commerce** : 231, 10  
**Règlement** :  
    du CBV : 224, 3, 4 – 230, 43 – 231, 28  
    du CMT : 230, 43  
    de la COB : 227, 3 – 229, 3, 8, 11, 18 – 230, 2, 5, 8, 43 – 231, 28  
    inférieur : 230, 12, 13, 14, 15, 42, 43  
**Règlement-livraison** : 221, 28 – 230, 25, 26  
**Règles de conduite** : 225, 10 – 230, 23, 24, 79 ;  
    V. aussi DÉONTOLOGIE  
**Règles de pratique professionnelle** : 230, 9, 42, 43

Règles prudentielles : 225, 8 – 230, 43

Régulation : 230, 34

Réméré : 221, 6

Remisier : 224, 3, 19 – 229, 64 – 231, 17

Rémy et Associés : 222, 5

Rémy-Martin : 222, 5

Renault : V. RNUR

Reprise d'entreprise par les salariés : V. RES

RES : 231, 30

Réserves négatives : 226, 4

Résolution : 222, 3

Responsabilité :

des commissaires aux comptes : 224, 5

des dirigeants sociaux : 224, 5

Saatchi and Saatchi : 226, 4

Saint-Geours (Jean) : 229, 5, 8 – 231, 40, 42, 49

Saint-Louis : 224, 5

Salariés des sociétés de bourse et établissements de crédit : 230, 13 – 231, 12

Samvac : 223, 3

Sanctions : 230, 35

disciplinaires : 230, 9, 14

pécuniaires (de la COB) : 229, 6, 8 – 230, 5, 8, 9, 10, 36 – 231, 5, 44

pénales : 230, 9, 36

Saulnes-Chatillon : 229, 63

SBF : 223, 4 – 224, 7

SCPI : 222, 5 – 224, 8, 9 – 229, 44

Mêhaignerie : 224, 9

SEC : 222, 6 – 225, 8, 9, 10 – 230, 27, 28 – 231, 38, 39, 40 à 48

Second marché : 222, 5, 6 – 223, 3, 5

Secret bancaire : 230, 38

Secret professionnel : 229, 7 – 230, 15

Secteur concurrentiel : 227, 13

Secteur public : 227, 13

Sécurité (règles de) : 221, 28 – 230, 39 ;  
V. aussi RÈGLES PRUDENTIELLES

Securities association (the) : 230, 27

Securities bureau (Japon) : 221, 28 – 225, 9, 10 – 230, 27

des gérants de portefeuille : 224, 3

du transmetteur d'ordres : 231, 5

Retrait d'agrément (sté de gestion de FCP) : 225, 3

Risques : 225, 8 – 231, 15, 16 ;  
V. aussi RÈGLES PRUDENTIELLES, RATIOS

Risques de marché : 221, 3, 4, 5, 6 – 222, 4 – 223, 3

Rivière (Pierre) : 229, 5

RNUR : 230, 15

Rober (sté Jacques) : 225, 4

Roisne (Jean-François) : 224, 7

Ross (Stephen A) : 225, 11

Rousselle (Régis) : 229, 5

Royaume-Uni : 230, 34 ; V. aussi BOURSE DE LONDRES,  
INTERNATIONAL STOCK EXCHANGE, DTI, TSA

Ruche Méridionale : 224, 5

Ruder (David) : 230, 28

## S

Securities and commodities trading commission (Hong Kong) : 225, 9

Securities and exchange commission : V. SEC

Securities and investments board : V. SIB

Self regulatory organisations : 230, 35

Services en investissement : 230, 35, 36, 39

SIB : 225, 9 – 230, 23, 27, 35, 41, 43

SICAV : 227, 14, 15 ; V. aussi OPCVM

court terme : 227, 15

association : 227, 15

SIGP : 227, 9

Silos de Genova : 224, 5

Smith (Adam) : 230, 33

Société de bourse : 224, 4 – 229, 63 – 230, 11, 16 – 231, 6

Société des bourses françaises : V. SBF

Société civile de placement immobilier : V. SCPI

Société financière du groupe Victoire : 228, 10

Société financière internationale : 221, 28

Société Générale : 223, 4 – 227, 8, 9, 10

Société de gestion :

d'OPCVM : 225, 3 – 229, 18

de portefeuille : 230, 2 – 231, 4, 5 à 27

et de participation : V. SIGP

Société immobilière Mallet : V. MALLET

**Sociétés étrangères : 224, 7 – 226, 3**  
appartenant à la CEE : 226, 3  
n'appartenant pas à la CEE : 226, 5  
**Souscription aux emprunts : 227, 11**  
**SRO's : 230, 35**  
**Statuts OPCVM : 229, 18, 35**  
**Stellage : 230, 19**

**Taiwan stock exchange : 225, 10**  
**Taux d'intérêt : 221, 3**  
(contrat d'échange de...) : 221, 6  
**TCN : 221, 6**  
**TGI : 224, 5 – 225, 6 – 230, 6, 8**  
**Titres de créances négociables : v. TCN**  
**Titres à réméré : 221, 6**  
**Toniolo (Gianni) : 225, 11**  
**Transactions hors marché : 221, 28 – 225, 8 – 230, 25, 26**

**UAP : 225, 5**  
**Union des assurances de Paris : v. UAP**

**Valeur liquidative : 229, 25**  
**Valeurs mobilières complexes : 230, 32**  
**Venise (conférence de l'OICV) : 225, 10, 11 – 230, 23, 28**  
**Victoire (société financière du groupe) : 228, 10**  
**Vienne (Bourse de valeurs de) : 221, 28**  
**VIG : 225, 6**

**Walker (David) : 230, 41, 42, 43, 44**

**Suède : 230, 27**  
**Suisse : 221, 28 – 225, 9 – 227, 9**  
**Surveillance des placements : 230, 5**  
**Suspension des cotations : 230, 6**  
**Swoboda (Alexander) : 225, 11**  
**Syndicat de garantie : 228, 4, 6**

## T

**monopole des transactions : 230, 32**  
**volume de transactions : 231, 40, 41**  
**Transmission d'ordres : 231, 4, 5, 9, 43, 44**  
**Transmission au Parquet : 230, 22**  
**Trente (groupe des) : 230, 26**  
**Triangle : 221, 8 – 222, 6 – 223, 4 – 226, 7**  
**Tribunal de commerce de Bordeaux : 222, 5**  
**Tribunal de grande instance : v. TGI**  
**TSA : 230, 27**

## U

**US Environmental Inc. : 231, 38, 39**

## V

**Visa : 221, 7 – 222, 4, 7 – 223, 4 – 229, 12 – 230, 4, 10 ;**  
v. aussi NOTE D'INFORMATION  
**Volatilité : 230, 28**  
**Volkswagen : 226, 4**  
**Von Rosen (Rüdigen) : 225, 12**  
**Vuitton investissements Gestion : v. VIG**

## W

|

**SUPPLEMENT "ETUDES" N° 33**

**N° 232 - Janvier 1990**

**Pages**

L'Internationalisation des bourses françaises..... 1 à 21

Tableau de bord..... 22 à 52



## **L'INTERNATIONALISATION DES BOURSES FRANCAISES**

L'internationalisation de la Place de Paris a déjà fait l'objet d'un supplément "Etudes" dans le Bulletin Mensuel n° 206 d'août-septembre 1987.

Il a paru intéressant d'actualiser cette étude qui faisait le point sur les investissements des non-résidents en titres français et inversement des résidents en titres étrangers pour la période 1982-1986, ainsi que sur l'évolution du nombre de sociétés étrangères cotées à Paris et de sociétés françaises cotées à l'étranger.

Les données disponibles permettent en particulier de mesurer les premiers effets de la crise boursière d'octobre 1987 sur les investissements trans-frontaliers en valeurs mobilières.

### **I - LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE DES NON-RESIDENTS EN VALEURS FRANCAISES ET DES RESIDENTS EN VALEURS ETRANGERES**

Toutes les données de base relatives à ces investissements dans cette étude sont issues des statistiques de la Balance des Paiements élaborées par la Banque de France. Elles concernent les opérations effectuées par les résidents et les non-résidents et portent uniquement sur les investissements de portefeuille, qui excluent les prises de participation supérieures à 20 % comptabilisées comme investissements directs.

**A) LES OPERATIONS DES NON-RESIDENTS SUR LES VALEURS MOBILIERES FRANCAISES**

**1 - Opérations sur le marché des actions françaises**

*a) Les souscriptions des non résidents aux émissions d'actions françaises*

**TABLEAU I**  
(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1 - Souscriptions des non-résidents..... (variation).....	155	389 (+ 151%)	346 (+ 89%)	1 034 (+ 199%)	10 779 (+ 942%)	9 862 (- 8,5%)	3 575 (- 63%)
2 - Total des émissions brutes d'actions en France.....	31 600	43 000	48 500	73 200	137 400	148 200	150 600
3 - Total des émissions brutes d'actions par appel public à l'épargne en France.....	3 500	10 800	9 800	17 400	62 500	56 600	31 700
Ratio 1/2.....	0,5 %	0,9 %	0,7 %	1,4 %	7,8 %	6,6 %	2,3 %
Ratio 1/3.....	4,4 %	3,6 %	3,5 %	5,9 %	17,2 %	17,4 %	11,2 %

Source : 1) Banque de France - Balance des Paiements  
2-3) Commission des Opérations de Bourse

Les souscriptions des non-résidents ont avoisiné en 1987 les niveaux exceptionnels atteints en 1986, dix fois supérieurs environ à ce qu'ils étaient en 1985. L'année 1988 marque certes une régression brutale du montant de ces souscriptions, mais ce montant s'est néanmoins établi à un niveau nettement supérieur à celui de la première moitié de la décennie.

Il convient de rapprocher cette évolution de celle des volumes d'émissions : alors qu'en 1987, 6 sociétés françaises ont émis massivement sur le marché des euro-actions, la crise boursière a considérablement découragé les émissions sur le marché international quasiment inexistantes en 1988.

La part des souscriptions de non-résidents aux émissions par appel public à l'épargne en France, a légèrement progressé en 1987 pour atteindre 17,4 % des émissions brutes d'actions françaises.

En 1988, les non-résidents n'ont répondu qu'à 11,2 % des émissions par appel public à l'épargne, contre plus de 17 % en 1987 et 1986.

b) Les négociations des non-résidents sur actions françaises

**TABLEAU II**  
(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1 - Achats d'actions..... (variation).....	3 933	10 008 (+ 154%)	12 323 (+ 23%)	37 546 (+ 205%)	121 708 (+ 224%)	170 446 (+ 40%)	167 571 (- 1,6%)
2 - Ventes d'actions..... (variation).....	6 496	7 590 (+ 17%)	10 814 (+42 %)	21 894 (+102%)	103 213 (+371%)	159 283 (+54 %)	160 563 (+0,8%)
3 - Achats + ventes..... (variation).....	10 426	17 598 (+ 69%)	23 137 (+ 31%)	59 440 (+ 157%)	224 921 (+ 278%)	329 729 (+ 47%)	328 134 (- 0,4%)
4 - Solde net (1 - 2).....	-2 563	+2 418	+1 509	+15 562	+18 495	+11 163	+7 008
5 - Total des transactions sur actions françaises.....	47 250	66 370	72 780	146 890	397 550	544 000	433 400
6 - Achats + ventes							
Transactions X 2.....	11 %	13,2 %	15,9 %	20,2 %	28,3 %	21 %	37,8 %

Source : 1-2-3-4 : Banque de France - Balance des Paiements

5 : Sociétés de bourse françaises

Les statistiques disponibles retracent les négociations qui ont lieu tant en France qu'à l'étranger. Elles ne donnent donc pas une connaissance précise du poids des non-résidents dans les transactions effectuées sur titres français. En effet, les statistiques de la Balance des Paiements sont représentatives de l'ensemble des transactions des non-résidents sur titres français à l'exception des transactions entre non-résidents sur titres français sur les bourses étrangères.

Une mesure exacte de la part des non-résidents dans les transactions réalisées en France aurait exigé que l'on ait connaissance du montant des transactions sur actions françaises à l'étranger. Ces données sont très difficilement appréciables, à l'exception de Londres où l'on peut estimer, après les traitements nécessaires pour tenir compte des méthodes de comptabilisation différentes de celles en vigueur à Paris, que les négociations sur actions françaises représentent approximativement 15 % de celles réalisées sur ces mêmes actions à Paris.

En conséquence, la part des non-résidents dans les transactions sur actions françaises réalisées en France est surestimée dans le tableau II par rapport à ce qu'elle est réellement.

On peut néanmoins noter les évolutions suivantes :

Avec un taux de croissance annuel moyen sur 6 ans de 77,6 %, les négociations de la part des non-résidents en actions françaises ont augmenté continûment et rapidement, particulièrement en 1985 et 1986, années pour lesquelles l'augmentation des achats nets a également été la plus élevée.

En 1987, la progression de ces interventions s'est poursuivie, quoiqu'à un rythme moins spectaculaire et l'on observe une réduction des achats nets d'actions françaises, la crise boursière ayant affecté tant la progression des ventes que des achats.

Les achats par les non-résidents n'auraient pas atteints le niveau constaté en 1987, sans les 16 milliards de francs qu'ils ont souscrits à l'occasion des privatisations.

1988 marque une stabilisation des interventions des non-résidents sur les actions françaises alors que les achats nets ont poursuivi leur contraction passant de 11 milliards à 7 milliards de francs en 1988.

Enfin, le volume des interventions des non-résidents sur actions françaises représentait, en 1988, près de 38 % des transactions réalisées sur actions françaises, ce qui comparé au chiffre de 10 % des transactions en 1982, dénote le caractère de plus en plus international des investisseurs en actions françaises. Les opérations des investisseurs internationaux paraissent même jouer un rôle stabilisateur dans l'activité de la Bourse de Paris, puisque, après la crise d'octobre 1987, elles n'ont pas suivi la chute brutale (- 20 %) des transactions totales, tous opérateurs confondus.

## 2 - Opérations sur le marché des obligations françaises

### a) Les souscriptions des non-résidents aux émissions d'obligations françaises

**TABLEAU III**  
(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1 - Montant des souscriptions totales.....	52 366	59 663	71 335	104 761	82 781	51 355	81 148
dont 11 sur le marché domestique.....	1 514	690	1 477	1 194	3 630	2 791	3 216
12 sur le marché international.....	50 852	58 973	69 858	103 567	79 151	48 564	77 932
2 - Total des émissions brutes d'obligations en France....	154 700	193 700	242 100	307 000	347 200	295 700	344 500
3 - Part des souscriptions des non-résidents sur le marché domestique dans le total des émissions brutes d'obligations en France Ratio 11/2 - en %	1 %	0,4 %	0,6 %	0,4 %	1 %	0,9 %	0,9 %
4 - Part des souscriptions totales des non-résidents dans le total des émissions brutes d'obligations en France - Ratio 1/2	34 %	30 %	29,4 %	34 %	24 %	17,3 %	23,5 %

Source : 1 - Banque de France - Balance des Paiements  
2 - C.O.B.

Réalisées pour 95 % de leur volume total sur le marché international des obligations, les souscriptions de la part de non-résidents aux émissions d'obligations françaises ont atteint en 1988, après une forte diminution de leur volume au cours de l'année 1987, des niveaux semblables à ceux réalisés les années précédentes.

Le faible niveau des souscriptions des non-résidents en 1987 s'explique en partie par la baisse des émissions françaises mais également par la réduction de la part des titres étrangers dans le portefeuille de ces investisseurs, constatée sur l'ensemble des places boursières internationales (Etats-Unis, Tokyo, Londres, Paris). Ce phénomène n'a cependant été que de courte durée et l'année 1988 a enregistré des chiffres de niveaux légèrement inférieurs mais comparables à ceux de 1986 tant pour les émissions que pour les souscriptions. La prudence relative des investisseurs à l'égard des actions et un différentiel d'intérêt en faveur du Franc, constituaient une conjoncture propice à de tels développements sur le marché euro-obligataire.

*b) Les négociations effectuées par les non-résidents sur les obligations françaises*

**TABLEAU IV**  
(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Achats d'obligations	33 072	44 667	63 045	117 687	147 945	228 588	293 457
Ventes d'obligations	33 377	45 276	57 212	108 114	140 295	212 926	296 021
Solde net	- 305	+ 4 391	+ 5 833	+ 9 573	+7 650	+15 662	- 2 564
(Variation).....		n.s.	(+ 33 %)	(+ 64 %)	(- 20,1 %)	(+ 104 %)	(-116,4%)
Achats + Ventes.....	66 449	89 943	120 257	225 801	288 240	441 514	589 478
(Variation).....		(+ 35 %)	(+ 33,7%)	(+ 87 %)	(+ 27,6 %)	(+ 53 %)	(+33,5%)

Source : Banque de France - Balance des Paiements

Les volumes d'interventions ont progressé très significativement à partir de 1987. L'observation des soldes nets montre qu'en 1987, les achats nets ont doublé par rapport à ceux enregistrés en 1986. En revanche en 1988, on constate un désengagement net de 2,6 milliards de francs des non-résidents sur les obligations françaises.

Le solde des achats et ventes, négatif en 1988, est le résultat de ventes nettes sur le marché domestique que n'ont pu compenser les acquisitions nettes sur le marché des euro-obligations.

Sur le marché obligataire domestique, dont le compartiment le plus international est celui des obligations assimilables au Trésor (OAT), il y a eu un désengagement de la part des non-résidents en 1988 par rapport à 1987.

Sur le marché des euro-obligations, les opérations initiées par des non-résidents sont restées importantes. Le solde, positif en terme de balance de paiements, a sensiblement progressé passant de 2,08 milliards en 1987 à 3,67 milliards de francs en 1988.

De manière générale, les négociations progressent de manière continue depuis le début de la période étudiée, avec deux accélérations notables liées :

- au développement du marché des euro-obligations en 1985 ;
- aux volumes de transactions exceptionnels enregistrés sur l'ensemble des marchés, au cours du dernier trimestre de 1987.

\*

## B) LES OPERATIONS DES RESIDENTS SUR VALEURS MOBILIERES ETRANGERES

### 1 - Opérations sur les marchés d'actions : souscriptions et négociations

**TABLEAU V**  
(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1 - Souscriptions des résidents aux émissions d'actions étrangères.....	1 054	2 271	1 971	2 739	5 824	7 366	2 495
(Variation).....		(+11,5 %)	(-13,2 %)	(+ 39 %)	(+ 112 %)	(+26 %)	(-66 %)
2 - Négociations des résidents sur actions étrangères							
Achats.....	31 849	66 402	67 558	78 954	130 805	228 152	188 849
Ventes.....	34 752	66 996	70 898	87 019	128 503	222 543	186 686
Solde net (1).....	-2 853	- 94	-3 340	-8 065	+2 302	+5 609	+2 163
Achats + Ventes.....	66 601	133 398	138 456	165 966	259 308	450 695	375 535
3 - Total - Solde net (1).....	-1 799	+2 177	-1 369	-5 326	+8 126	12 975	4 658

Source : Banque de France - Balance des Paiements

(1) : Le signe - indique que les Français ont été vendeurs nets d'actions étrangères ; du point de vue de la balance des paiements, il s'agit donc d'une rentrée de capitaux à affecter du signe +. En ce qui concerne les souscriptions aux émissions, il s'agit, au contraire d'une sortie de capitaux à affecter, du point de vue de la balance des paiements, du signe -.

#### a) Souscriptions aux émissions d'actions

Par rapport à l'année 1986 qui avait déjà été exceptionnelle, les résidents français ont encore accru en 1987 leurs souscriptions d'actions étrangères, surtout au 4ème trimestre en raison, notamment, de l'augmentation de capital du consortium franco-britannique EURO-TUNNEL. (1)

En revanche, en 1988, la sous-évaluation des cours à la suite de la crise boursière a plutôt découragé les émetteurs potentiels. Ceci s'est traduit par une diminution des souscriptions de la part des résidents aux émissions d'actions étrangères qui ont retrouvé un niveau de 2,4 milliards de francs, équivalent à celui de 1983, après avoir atteint 7,3 milliards de francs en 1987.

(1) Par la structure juridique de cette société (société en participation créée entre filiales d'EUROTUNNEL SA française et EURO-TUNNEL PLC britannique), les détenteurs d'actions françaises disposaient automatiquement d'actions britanniques, et inversement.

*b) Les transactions initiées par les résidents sur actions étrangères*

De vendeurs nets d'actions étrangères, les résidents sont devenus acheteurs nets en 1986. Cette tendance s'est poursuivie en 1987, année pour laquelle les achats nets ont progressé de 3,6 milliards de francs.

La crise boursière a déclenché un processus de désengagement massif des résidents sur actions étrangères au cours des trois derniers mois de 1987, les ventes nettes ayant atteint au dernier trimestre le chiffre record de 18,2 milliards de francs (désengagement particulièrement élevé pour les valeurs japonaises, américaines et allemandes).

En 1988, les résidents sont restés acheteurs nets d'actions étrangères mais les achats ont diminué plus rapidement que les ventes.

Globalement, les négociations de résidents en actions étrangères ont atteint un niveau record de 450 milliards de francs en 1987 avant de diminuer de 16,6 % en 1988, pour revenir à des montants qui restent néanmoins plus élevés que ceux des années précédentes.

L'attrait des résidents pour les titres étrangers demeure élevé : leurs interventions sur actions étrangères qui avaient été supérieures, certaines années (1983, 1984) à leurs interventions sur actions françaises, sont restées importantes puisqu'elles représentent en 1988, 70 % de ces dernières. (cf tableau VI).

**TABLEAU VI**  
(en millions de francs)

**Les négociations effectuées par les résidents en actions, françaises et étrangères**

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A - Transactions totales en France sur actions françaises.....	47 250	66 370	72 780	146 890	397 550	544 000	433 400
B - Part des résidents dans les transactions sur actions françaises (1).....	89 %	86,8 %	84,1 %	79,8 %	71,7 %	69 %	62,2 %
C - Transactions sur actions françaises effectuées par les résidents A X B.....	42 052	57 609	61 208	117 218	285 043	375 360	269 574
D - Transactions effectuées par les résidents sur actions étrangères (Achats + ventes)							
2.....	33 300	66 699	69 228	82 736	129 654	225 347	187 767
D/C.....	79,2 %	115,8 %	113,1 %	70,5 %	45,5 %	60 %	69,6 %

Source : A - Compagnie des Agents de Change

B - cf tableau II ci-dessus (100 % - ligne 6)

D - Banque de France - Balance des Paiements - cf Tableau V ci-dessus (ligne 2)

(1) Part approximative - cf tableau II et commentaire

## 2 - Sur les marchés d'obligations étrangères

**TABLEAU VII**  
(en millions de francs)

### Souscriptions et négociations effectuées par les résidents

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1 - Souscriptions des résidents aux émissions d'obligations étrangères.....	12 956	16 718	24 594	45 673	48 446	29 301	23 131
(Variation).....		(+ 29 %)	(+ 47 %)	(+ 86 %)	(+ 6 %)	(-39 %)	(-21 %)
2 - Négociations des résidents sur obligations étrangères							
Achats.....	74 391	150 934	157 175	269 536	317 720	377 184	346 669
Ventes.....	85 062	153 545	171 338	283 689	327 846	394 052	344 787
(Variation des ventes).....		(+ 80 %)	(+ 11 %)	(+ 65 %)	(+ 15 %)	(+ 20 %)	(-12,5%)
Solde net.....	-10 671	-2 611	-14 163	-14 163	-10 126	-16 868	+ 1 882
Achats + Ventes.....	159 453	304 479	328 513	553 225	645 566	771 236	691 456
3 - Total 1 + 2(1).....	2 285	14 107	10 431	31 520	38 320	12 443	25 013
(Variation).....		(+ 517%)	(- 26 %)	(+ 202%)	(+21,6%)	(-67 %)	(+101 %)

Source : Banque de France - Balance des Paiements

(1) Même remarque que pour le tableau V.

#### a) Les souscriptions des résidents aux émissions d'obligations étrangères

Les souscriptions des résidents se sont substantiellement contractées pour passer de 48,5 milliards de francs en 1986, à 29,3 en 1987 et 23,1 milliards en 1988, montants comparables à ceux enregistrés en 1983 et 1984.

Quatre éléments peuvent expliquer ce phénomène :

- les niveaux exceptionnels des années 1985 et 1986 qui ne pouvaient que difficilement s'inscrire dans une tendance longue ;
- la baisse de l'activité d'intermédiation des banques françaises sur le marché des euro-obligations ;
- la faiblesse des émissions étrangères sur le marché domestique, lequel a été sollicité cinq fois, principalement par la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Mondiale ;
- la contraction du volume total des émissions internationales due au relèvement des taux d'intérêts et aux incertitudes sur la monnaie américaine, principale devise de libellé des euro-émissions.



### b) Les négociations des résidents sur les marchés obligataires

Après avoir encore augmenté de 19 % en 1987, les négociations ont diminué de 10 % en 1988.

A la suite du très net développement du marché primaire des euro-émissions en 1985 et 1986, cette réduction peut s'expliquer par le ralentissement des prises fermes par les banques françaises engagé fin 1987 et poursuivi en 1988 qui a entraîné une réduction d'activité sur le marché secondaire.

L'observation du solde de ces opérations montre que de vendeurs nets entre 1982 et 1987, les résidents sont devenus acheteurs nets en 1988 à hauteur de 1,9 milliards de francs.

\*

### 3 - Ventilation géographique des opérations effectuées par les résidents sur les valeurs mobilières étrangères

Les tableaux VIII et X suivants présentent la répartition de l'ensemble des opérations effectuées par les résidents sur valeurs mobilières étrangères (total des souscriptions aux émissions et des négociations sur les marchés secondaires) en fonction du pays d'origine de ces valeurs.

**TABLEAU VIII**  
(en %)

#### Origine des actions étrangères sur lesquelles sont intervenus les résidents français

(en %)	1985	1986	1987	1988
- Etats-Unis	39,4	30,6	31,2	23,3
- Canada	4,9	2,3	3,5	2,4
- Japon	22,1	28,5	21	21,1
- RFA	7,9	8,9	5,9	3,8
- Royaume-Uni	5	4,7	10,6	6,6
- Autres pays (1)	20,7	25	27,8	42 (2)
TOTAL	100	100	100	100

(1) : Principalement, la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et les Antilles néerlandaises.

(2) : Principalement la Suisse (3 %), les îles caïmans (2,7 %), l'Espagne (2,6 %), l'Italie (1,9 %) et les Pays-Bas (1,7 %).

Jusqu'en 1986, plus de 75 % des interventions des résidents sur actions étrangères ont été réalisées sur des titres originaires des pays où se situent les bourses les plus importantes. Ce pourcentage apparaît en nette contraction en 1987, les résidents s'étant désengagés des valeurs japonaises (- 7,5 milliards), américaines (- 5,8 milliards) et allemandes (- 2,1 milliards). En 1988, cette tendance s'est confirmée notamment pour les actions américaines et britanniques défavorisées en terme de rendement vis-à-vis des obligations dont les taux d'intérêt étaient en cours de relèvement.

Le tableau IX permet de comparer le poids des négociations effectuées par les résidents sur actions étrangères avec le total des transactions sur actions propres à chacune des principales bourses.

**TABLEAU IX**  
(en milliards de francs)

**Le poids des négociations effectuées par les résidents dans l'ensemble des transactions réalisées sur les principaux marchés d'actions**

A			B			A/B		
Transactions effectuées par les résidents français sur les actions originaires de :			Volume de transactions totales sur actions à la Bourse de :					
Etats-Unis			NYSE + AMEX					
1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
81,6	157,8	85,9	23 122	23 344	16 168	0,35 %	0,67 %	0,53 %
Japon			Tokyo + Osaka					
1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
75,8	96,9	82,3	17 487	24 006	29 791	0,43 %	0,4 %	0,27 %
R.F.A.			Fédération des Bourses Allemandes					
1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
23,6	27,2	14,6	2 103	5 676	4 854	1,12 %	0,4 %	0,3 %
Royaume-Uni			Londres					
1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
12,4	48,8	25,3	1 823	3 807	4 295	0,7 %	1,3 %	0,6 %
TOTAL			TOTAL					
1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
193,4	330,7	208,1	44 535	56 833	55 108	0,43 %	0,6 %	0,37 %

Source : A : Banque de France - Balance des Paiements  
B : Fédération Internationale des Bourses de Valeurs

Le ratio A/B ramène au volume de transactions en actions réalisées sur les principales bourses de valeurs les interventions (achats + ventes) effectuées par les résidents français, qu'elles le soient sur ces bourses ou sur le marché international des actions.

La part effective des transactions réalisées par les résidents français dans le volume global des transactions sur les marchés nationaux est donc inférieure à celle indiquée par le tableau IX.

On peut noter, cependant, que bien que marginale, la part des interventions des résidents sur les principales bourses dans le volume total des transactions a progressé en 1987 pour redescendre, en 1988, à un niveau inférieur à celui atteint en 1986.

Enfin, il convient de rappeler qu'une prise importante de participation dans une société étrangère (au delà de 20 %) est comptabilisée comme investissement direct et n'apparaît donc pas dans les investissements de portefeuille.

**TABLEAU X**  
(en %)

**Origine des obligations étrangères sur lesquelles sont intervenus les résidents français**

(en %)	1985	1986	1987	1988
- Etats-Unis	27,9	28,5	25,9	27,5
- Canada	10,6	7,7	6,5	7,8
- Japon	11,3	12,7	17,2	13,6
- RFA	3,8	7	11	11,2
- Royaume-Uni	3	4,9	6,5	8,1
- Organismes internationaux(1)	11,5	11,7	11,6	8,8
- Autres pays (2)	31,9	27,5	21,3	23
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Banque de France - Balance des Paiements

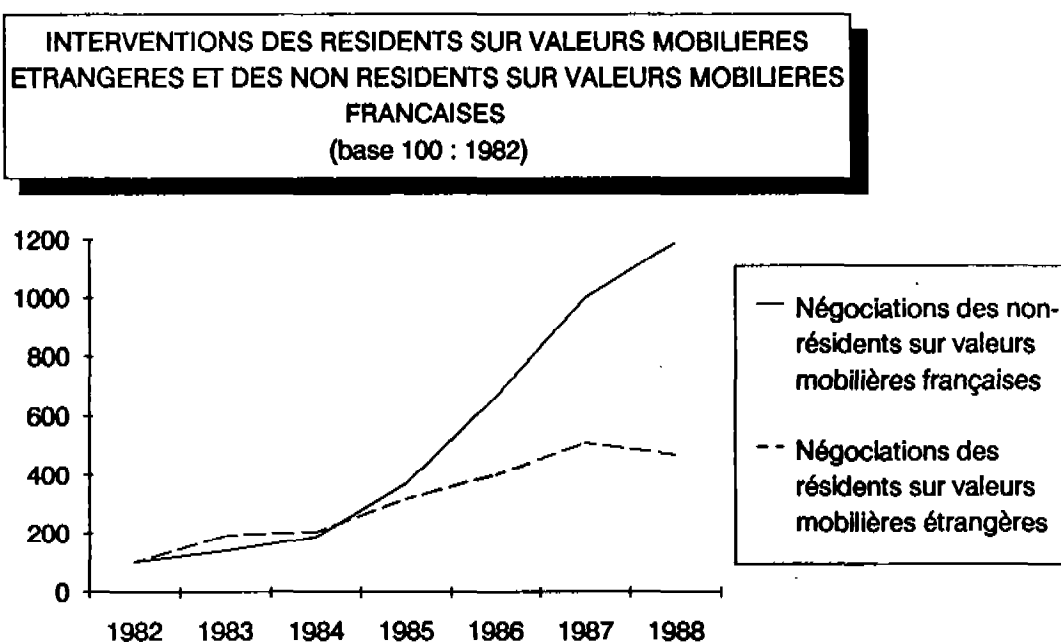
(1) : BEI, CEE, BIRD, CECA...

(2) : Principalement la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et les Antilles Néerlandaises.

En ce qui concerne les obligations, les résidents ont concentré leurs interventions sur les pays où les taux d'intérêt étaient élevés (Etats-Unis, Royaume-Uni) ainsi que sur les émetteurs qui ont sollicité le marché pour des volumes importants tels l'Etat italien ou la Banque Européenne d'Investissement.

### C - L'EVOLUTION COMPAREE DES NEGOCIATIONS EFFECTUEES PAR LES RESIDENTS SUR VALEURS ETRANGERES ET DES NEGOCIATIONS EFFECTUEES PAR LES NON-RESIDENTS SUR LES VALEURS FRANÇAISES

Les négociations réalisées par les résidents français en valeurs mobilières étrangères ont progressé moins rapidement que les transactions de non-résidents en valeurs mobilières françaises qui augmentent de manière continue depuis 1984, comme l'illustre le graphique qui suit :



Les taux de croissance annuelle moyens de ces négociations pour les 7 années sous revue constituent un assez bon indicateur de la propension des investisseurs à intervenir sur des titres étrangers.

	Taux de croissance annuel moyen Négoiations des résidents sur titres étrangers	Taux de croissance annuel moyen Négoiations des non-résidents sur titres français
ACTIONS	33,4 %	77,7 %
OBLIGATIONS	27,6 %	43,8 %
TOUTES VALEURS MOBILIERES	29,6 %	51 %

A la lecture de ce tableau, on constate donc le caractère de plus en plus international des interventions des investisseurs en valeurs mobilières quel que soit leur lieu de résidence.

De manière générale, dans les différents pays, la progression des interventions sur valeurs étrangères concerne davantage les actions que les obligations. Les volumes d'intervention sur les obligations sont cependant beaucoup plus élevés que sur les actions.

Enfin, les résidents français paraissent porter une attention moindre pour les titres étrangers que les non-résidents pour les titres français.

## II - LES SOCIETES ETRANGERES COTEES EN FRANCE ET LES SOCIETES FRANCAISES COTEES A L'ETRANGER

L'internationalisation du marché des valeurs mobilières peut être également appréhendée à travers l'examen de la progression des cotations de sociétés étrangères en France et inversement des sociétés françaises sur les bourses étrangères.

Selon cette optique, l'internationalisation des marchés, constatée déjà dans le supplément "Etudes" du Bulletin Mensuel d'août-septembre 1987, ne cesse de se confirmer :

- 27 sociétés étrangères ont été admises à la cote officielle depuis le 1er janvier 1987 ;
- 40 sociétés françaises, contre 28 fin décembre 1986, étaient inscrites sur des bourses étrangères et sur des réseaux de cotations (Nasdaq ou SEAQ International) en septembre 1989.

### A) LES SOCIETES ETRANGERES COTEES EN FRANCE

Le tableau XI montre que la progression du nombre de sociétés étrangères cotées à la Bourse de Paris se confirme mais que leur part dans les transactions totales sur actions connaît une très nette diminution en 1988, (5,6 %), après avoir représenté plus de 9 % des transactions en actions en 1987. De manière générale, les trois années 1986, 1987 et 1988 marquent une régression de la part des transactions sur actions étrangères par rapport aux chiffres atteints dans la première moitié de la décennie.

**TABLEAU XI**

(lignes 2,3 en milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1-Nombre de sociétés étrangères inscrites à la cote officielle (1).....	162	164	167	167	177	183	190	205
Admissions.....	5	2	2	2	12	13	10	17
Radiations.....	7	1	2	6	2	7	3	2
Flux.....	- 2	+ 1	+ 3	- 4	+ 10	+ 6	+ 7	15
2-Transactions sur actions étrangères (Paris cote officielle).....	17,8	16,3	31,5	21,5	20,5	27,4	44,01	21,9
3-Transactions totales sur actions (Paris cote officielle).....	64,3	62,8	95,5	89,-	152,6	357	477,4	390,4
4-Ratio 2/3.....	27,7 %	25,9 %	33,- %	24,1 %	13,4 %	7,7 %	9,2 %	5,6 %

Source : Compagnie des Agents de Change

(1) : Trois sociétés étrangères étaient en outre inscrites à la cote du second marché de Paris fin 1983 et 1984, quatre fin 1985, cinq fin 1986 et 1987 et quatre fin 1988.

Entre 1981 et 1988, le nombre de sociétés étrangères inscrites à la cote officielle est passé de 162 à 205. Il s'agissait pour une majorité, d'introductions de sociétés japonaises, américaines et britanniques.

Les introductions de valeurs d'outre-atlantique sont plus principalement réalisées en 1985 et 1986. Sur l'ensemble de la période sous-revue, on a assisté à des introductions de sociétés japonaises à la cote officielle.

## **B) LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DONT LES ACTIONS SONT NÉGOCIÉES À L'ÉTRANGER**

### **1 - Leur nombre**

28 en 1986, elles sont 42 sociétés françaises à voir leurs titres en capital négociés sur les bourses et réseaux de cotation étrangers.

Alors qu'elles se portaient plus facilement sur les réseaux tels le NASDAQ aux États-Unis ou le SEAQ International, il semble que les sociétés aient progressivement recherché l'inscription à une cote d'une bourse étrangère (36 sociétés en 1988 contre 17 en 1986).

Notons également l'intérêt croissant pour les bourses allemandes ainsi que l'ouverture de la cote officielle de Tokyo à deux sociétés françaises en 1988.

**TABLEAU XII**

	Nombre de sociétés étrangères cotées			dont sociétés françaises		
	1980	1986	1988	1980	1986	1988
<b>ROYAUME-UNI</b>					21	29
.Bourse de Londres	478	584	526	7	4	6
.SEAQ International					21*	29**
<b>BELGIQUE(Bruxelles)</b>	154	140	151	16	8	11
.RFA (1)	n.d	405	517	-	5	26
.Berlin	n.d	1	-	1	1	-
.Dusseldorf	75	65	n.d	9	4	n.d
.Francfort	169	181	310	11	5	16
.Hambourg	n.d	n.d	-	-	-	-
.Munich	n.d	n.d	-	1	1	10
<b>SUISSE (1)</b>	477	583		23	13	9
.Genève	171	197	230	9	5	9
.Zurich	154	194	219	7	4	8
.Bâle	152	198	225	7	4	8
<b>PAYS-BAS(Amsterdam)</b>	310	242	228	4	-	2
<b>LUXEMBOURG</b>	64	136	172	3	2	2
<b>CANADA</b>	92	52	-	5	1	2
.Montréal	24	1	-	-	1	2
.Toronto	68	51	67	-	0	0
<b>ETATS-UNIS</b>		303			4	3
.N.Y.S.E.	37	59	77	-	0	0
.Nasdaq		244			4*	3**
<b>JAPON (Tokyo)</b>	19	52	112	-	0	2
Nombre total de sociétés françaises cotées à l'étranger				26	28(1)	40(2)

\* au 30 mai 1987

\*\* au 30 septembre 1989

(1) Une même société pouvant être cotée sur deux bourses d'un même pays la somme du nombre de sociétés étrangères ou françaises cotées sur chaque bourse n'est pas égale au nombre de sociétés étrangères ou françaises cotées dans ce pays.

(2) 28 : . 17 inscrites à une cote  
           . 22 sur le SEAQ International ou le Nasdaq

(3) 41 : . 35 inscrites à une cote  
           . 29 sur le SEAQ International ou le Nasdaq



## **2 - Leurs caractéristiques**

Sur les 40 valeurs négociées à l'étranger, 32 figurent parmi les 50 valeurs françaises les plus actives de la Bourse de Paris en 1988, où elles ont représenté 53,7 % des transactions sur actions françaises. Sur ces 32 sociétés françaises, 29 sont cotées sur le SEAQ International à Londres. Elles représentaient en 1988, 47,6 % du volume de transactions en actions françaises à la Bourse de Paris.

De plus, on compte parmi les 29 valeurs négociées sur le SEAQ International, les 14 valeurs supports du MONEP actions.

Enfin, 31 des 32 sociétés évoquées ci-dessus étaient incluses dans l'indice CAC 40 dans sa composition au 1er juillet 1989.

TABLEAU XIII

SOCIETES FRANCAISES COTEES A L'ETRANGER EN 1988

Nom des Sociétés	SUISS		L U X E M B O U R G	B R U X E L L E S	ALLEM		G.B.		U S A - N A D A	C A N A D A	J A P O N	TOTAL*
	P A Y S - B A S	G E N E V E			Z U R I C H	M U N I C H	F R A N C F O R T	B. L O N D R E S				
.ACCOR								X				1
.AGENCE HAVAS								X				1
.AIR LIQUIDE						X		X				2
.BEGHIN SAY		X	X									2
.BIS				X								1
.BOUYGUES					X			X				2
.B.S.N.		X	X	X			X	X				5
.MACHINES BULL		X	X			X						3
.CARREFOUR					X			X				2
.CIE BANCAIRE								X	X			2
.TOTAL C.F.P.								X	X			2
.CCF						X		X	X			2
.CIE FINANCIERE DE SUEZ					X			X	X			2
.CGE	X	X	X	X	X			X	X		X	7
.CIE DU MIDI								X	X			1
.CLUB MEDITERRANEE				X	X	X		X	X			4
.CMB PACKAGING								X	X			2
.DMC DOLLFUS MIEG						X						1
.ELF AQUITAINE		X	X	X	X	X		X	X			7
.ESSILOR					X							1
.EUROTUNNEL								X	X			1
.GENERALE DES EAUX								X	X			1
.GIRODET						X						1
.LAFARGE COPPEE						X	X	X		X		4
.LA HENIN				X								1
.L'OREAL					X							1
.LVMH				X	X			X				3
.LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ECLAIRAGE		X								X		2
.MICHELIN					X							1
.PARIBAS		X	X	X		X		X	X		X	6
.PECHINEY								X	X			1
.PERNOD RICARD						X		X	X			2
.PEUGEOT SA				X		X		X				3
.REMY ASS.						X		X	X			1
.RHONE POULENC						X		X	X		X	3
.SAINT GOBAIN	X	X	X	X	X	X	X	X	X			7
.SANOFI		X	X	X		X						4
.SCHNEIDER								X				1
.SOCIETE GENERALE						X		X				2
.SOURCE PERRIER					X			X				2
.THOMSON CSF						X		X	X			3
TOTAL 41 sociétés françaises	2	9	8	2	11	10	16	6	29	3	2	2

(\*) 12 places boursières

### III - CONCLUSION

De l'observation des données relatives à la Balance des Investissements de portefeuille en 1988, il apparaît que les entrées nettes de capitaux ont progressé de manière substantielle du fait d'une croissance vive des achats nets par les non-résidents de titres français alors que les investissements de la part des résidents en valeurs étrangères ont légèrement augmenté après leur très nette diminution en 1987.

De manière générale, deux conclusions peuvent être tirées de cette étude :

- Les interventions des non-résidents sur valeurs françaises continuent de progresser de manière rapide et régulière ; les résidents ont, en revanche, significativement modifié leur attitude à l'égard des valeurs étrangères après la crise boursière d'octobre 1987 (cf graphique p.13).
- Le recours des sociétés françaises aux bourses étrangères ne cesse de progresser depuis 1980 ; il semble même s'être sensiblement accéléré depuis 1986. De même, l'attrait des bourses françaises pour les sociétés étrangères ne cesse de se confirmer depuis 1983, leurs admissions à la cote officielle se réalisant depuis 1985 au rythme moyen de 9 introductions par an.

\*  
\* \*

## ANNEXE

Les tableaux ci-après, extraits de la Balance des Paiements, récapitulent les principaux éléments fournis dans les tableaux précédents, et permettent de dégager la balance générale des opérations des résidents sur valeurs étrangères et des non-résidents sur valeurs françaises.

### Tableau A

#### Ventilation par nature de titres des opérations de non-résidents sur valeurs mobilières françaises

(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
<b>1 - Emissions de valeurs mobilières françaises.....</b>	<b>+52 521</b>	<b>+60 052</b>	<b>+71 681</b>	<b>+105 795</b>	<b>+93 560</b>	<b>+61 217</b>	<b>+84 723</b>
- actions.....	+ 155	+ 389	+ 346	+ 1 034	+10 779	+ 9 862	+ 3 575
- obligations.....	+52 366	+59 663	+71 335	+104 761	+82 781	+51 355	+81 148
<b>2 - Négociations de valeurs mobilières françaises.....</b>	<b>- 2 868</b>	<b>+ 6 809</b>	<b>+ 7 342</b>	<b>+ 25 225</b>	<b>+26 145</b>	<b>+26 825</b>	<b>+ 4 444</b>
- actions							
. achats.....	3 933	10 008	12 323	37 546	121 708	170 446	167 571
. ventes.....	6 496	7 590	10 814	21 894	103 213	159 283	160 563
. net.....	- 2 563	+ 2 418	+ 1 509	+ 15 652	+18 495	+11 163	+ 7 008
- obligations							
. achats.....	33 072	49 667	63 045	117 687	147 945	228 588	293 457
. ventes.....	33 377	45 276	57 212	108 114	140 295	212 926	296 021
. net.....	- 305	+ 4 391	+ 5 833	+ 9 573	+ 7 650	+15 662	- 2 564
<b>3 - Remboursement de valeurs mobilières françaises.....</b>	<b>- 3 747</b>	<b>-11 555</b>	<b>-12 964</b>	<b>- 51 366</b>	<b>-65 608</b>	<b>-40 968</b>	<b>-36 736</b>
<b>4 - Total général.....</b>	<b>+45 906</b>	<b>+55 306</b>	<b>+66 059</b>	<b>+ 79 654</b>	<b>+54 097</b>	<b>+47 074</b>	<b>+52 431</b>
- actions.....	- 2 408	- 2 807	+ 1 855	+ 16 686	+29 274	+21 025	+10 583
- obligations.....	+48 314	+52 499	+64 204	+ 62 968	+24 823	+26 049	+41 848

Source : Banque de France - Balance des Paiements

## Tableau B

### Ventilation par nature de titres des opérations de résidents sur valeurs mobilières étrangères

(en millions de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
<b>1 - Emissions de valeurs mobilières étrangères.....</b>	-14 010	-18 989	-26 565	- 48 412	-54 270	-36 667	-25 626
- actions.....	- 1 054	- 2 271	- 1 971	- 2 239	- 5 824	- 7 366	- 2 495
- obligations.....	-12 956	-16 718	-24 594	- 45 673	-48 446	-29 301	-23 131
<b>2 - Négociations de valeurs mobilières étrangères.....</b>	+13 524	+ 2 705	+17 503	+ 22 218	+ 7 824	+11 259	+ 4 045
- actions							
. achats.....	31 899	66 902	67 558	78 954	130 805	228 152	188 849
. ventes.....	34 752	66 996	70 898	87 019	128 503	222 543	186 686
. net.....	+ 2 853	+ 94	+ 3 340	+ 8 065	- 2 302	-5 609	- 2 163
- obligations							
. achats.....	74 391	150 934	157 175	269 536	317 720	377 184	346 669
. ventes.....	85 062	153 545	171 338	283 689	327 846	394 052	344 787
. net.....	+10 671	+ 2 611	+14 163	+ 14 153	+10 126	+16 868	- 1 882
<b>3 - Remboursement de valeurs mobilières étrangères.....</b>	+ 2 203	+ 3 515	+ 5 011	+ 4 173	+ 4 879	+ 5 073	+ 5 079
<b>4 - Total général.....</b>	+ 1 717	-12 769	- 4 051	- 22 021	-41 567	-20 335	-24 592
- actions.....	+ 1 799	- 2 177	+ 1 389	+ 5 326	- 8 126	-12 975	- 4 658
- obligations.....	- 82	-10 592	- 5 420	- 27 347	-33 441	- 7 360	-19 934

Source : Banque de France - Balance des Paiements

# TABLEAU DE BORD

## SOMMAIRE

- Tableau de bord résumé.....	23
- Tableau de bord détaillé.....	27
<b>I. - Principales grandeurs économiques en France.....</b>	<b>27</b>
<b>II - Comparaisons internationales.....</b>	<b>28</b>
▪ PIB.....	28
▪ Transactions.....	28
▪ Capitalisation boursière.....	28
▪ Nombre de sociétés cotées.....	28
▪ Taux de Change.....	28
▪ Répartition de la capitalisation boursière.....	29
▪ Nombre d'actionnaires.....	30
▪ Indices des cours.....	31
▪ Evolution des PER.....	32
▪ Evolution du délai de recouvrement.....	33
▪ Evolution du dollar.....	34
<b>III. - Bourse et Marché financier en France</b>	
▪ Les émissions de valeurs mobilières.....	36
▪ Les offres publiques de vente.....	36
▪ Répartition des émissions d'obligations par secteur.....	36
▪ Emissions aux caractéristiques spécifiques.....	36
▪ OPA et OPE.....	37
▪ Les dernières introductions.....	38
▪ Nombre de sociétés cotées.....	39
▪ Evolution de la Bourse.....	40
▪ Transactions.....	40
▪ Capitalisation.....	40
▪ Indicateur de volatilité.....	44
▪ Le MATIF.....	45
▪ Le MONEP.....	46
▪ Les Marchés d'indice boursier.....	46
▪ <b>Les Organismes de placement collectif en valeurs mobilières</b>	
- SICAV.....	47
- Fonds Communs de Placement.....	47
▪ La répartition de la capitalisation boursière entre les différents agents économiques.....	48
▪ L'évolution des taux d'intérêt.....	49
<b>IV - Supplément</b>	
▪ Classement international des intermédiaires financiers.....	51
▪ Les émissions d'obligations (graphique).....	52

## TABLEAU DE BORD RESUME

### PRINCIPALES GRANDEURS ECONOMIQUES FRANCAISES

Source : Comptes de la Nation.  
(nouvelle base)

1985	1986		1987	1988
4.700	5.052	- En milliards de Francs :		
905	968	. P.I.B.	5.301	5659
465	462	. F.B.C.F.	1.033	1139
		. Epargne des ménages	417	475
82	94,3	Taux :		
		. D'autofinancement des sociétés (y compris stocks)	89,4	85,9
14	13,2	. d'épargne des ménages	11,5	12,2
4,8	3,8	. d'épargne financière des ménages	2,1	2,5
4,7	2,1	. de hausse des prix annuelle	3,1	3,1
		. de hausse des prix :		
		. Décembre 1989 : + 0,1 %		
		. Année 1989 : + 3,6 %		

### COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Date	France	R.U	R.F.A	USA	Japon
<b>En milliards de Francs</b>						
- PIB	1988.....	5654	4810	7196	28964	17029
- Transactions (actions)	1987.....	5289	4020	6723	26807	14352
- Capitalisation boursière (id)	1988.....	412	1073	1265	8075	13271
- Nombre de sociétés nationales cotées	1988.....	1350	4297	1451	15435	23103
	1988.....	608	2054	355	1604	1571
<b>Répartition de la capitalisation boursière des actions (*) (en %)</b>						
- Particuliers	France : 1985	28 à 30	20	30	38,3	23
- Investisseurs institutionnels	U.S.A. : 1978 -1980	23,1	65	(n.d.)	(45,5	(40
- Banques	R.F.A : 1985	4,-	-	(	(	(
- Entreprises et participations de l'Etat	R.U.:1986					
- Etranger	Japon:1986	20 à 24 16 à 20	9 6	n.d. n.d.	10,7 5,5	30 7
<b>Nombre d'actionnaires individuels directs et indirects (* et **)</b>						
- En millions	France:1987	9,5	7, -	4,5 -	47,-	8,5 -
- Nombre d'habitants pour un actionnaire individuel	G.B. Japon : 1986	6,-	8, -	13,-	5,-	14,-
	Autres :1985					

(\*) Estimations -(\*\*) Pour le Royaume Uni : actionnaires directs seulement

## LES EMISSIONS DE VALEURS MOBILIERES

sources : COB, Crédit Lyonnais

1985	1986	En milliards de Francs	1987	1988	1989
73,2	137,4	- Actions/TOTAL	148,2	151,8	239,6
17,4	62,8	. Appel public à l'épargne(1)	56,7*	31,7	58,7
(16,8)	(59,5)	dont : cote officielle +			
307,0	347,2	second marché (1) (2)	(38,3)	(22,-)	(27,4)
5,3	1,1	- Obligations/TOTAL	295,7	346,1	329,2
5,8	8,2	. Convertibles	1,4	20,9	14,1
		. A bons de souscription	8,4	4,4	7,9
		d'actions ou de titres			
		participatifs			
97,6	141,0	. Emprunts d'Etat	81,0	98,9	96,1
9,7	4,3	- Titres participatifs	0,8	1	0,6
389,9	488,4	TOTAL	444,7	498,3	569,4

(1) -dont certificats d'investissement : 0,6 en 1984, 2,5 en 1985, 24 en 1986, 3,4 en 1987, 1 en 1988, 2,5 en 1989

(2) Non compris émissions résultant du paiement du dividende en actions et de l'exercice de bons qui sont en revanches incluses dans la ligne "appel public à l'épargne"

(\*) Y compris les actions émises par Sogenal, la CGE et Suez avant OPV (7,4 milliards de Francs)

## LES TRANSACTIONS

Source : SBF

1985	1986	Bourse de Paris (milliards de F)	1987	1988	1989
883,8	2.094,8	TOTAL	3.011,6	3880,3	4029
152,6	384,4	. Actions (cote officielle)	522,1	412,7	667,5
717,7	1.673,5	. Obligations (cote officielle)	2.426,5	3424,9	3310

## CAPITALISATION BOUSIERE

Source : SBF

1985	1986	Bourse de Paris (milliards de F)	1987	1988	1989
598,0	990,3	Actions Françaises	830,8	1350,5	1954
51,6	113,9	. Cote officielle	98,4	133,2	157,8
649,6	1104,2	. Second marché	929,2	1483,7	2111,8
1513,0	1870,6	TOTAL	1941,5	2211	
		Obligations françaises			

## INDICE GENERAL C.A.C. ACTIONS FRANCAISES

Au 31.12	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Base 100 le 31.12.1981	182,4	265,8	397,8	280,7	415,60	553,76

Dividendes versés par les sociétés françaises cotées, avoir fiscal compris, en 1988 : 34 milliards de francs.

## MARCHÉ A TERME INTERNATIONAL DE FRANCE

C.C.I.F.P.

	Emprunt notionnel		PIBOR	
	1988	1989	1988	1989
- nombre de contrats traités.	12.357.168	15.004.901		2.296.359
- Moyenne par jour .....	49.428	60.503		9.259



## NOMBRE DE SOCIETE COTEES

Année	Françaises Cote Officielle			Françaises Second Marché			Etrangères + Z.F.	
	Paris	Province	Total	Paris	Province	Total	Cote	2 M
31.12.84	504	162	666	46	26	72	183	3
31.12.85	489	153	678	80	47	127	189	4
31.12.86	481	154	635	117	64	181	195	5
31.12.87	481	152	633	169	89	258	202	5
31.12.88	459	149	608	180	106	286	205	5
31.12.89	462	144	606	186	112	298	223	5

Z.F. = Zone Franc - 2 M = Second Marché

## LES DERNIERES INTRODUCTIONS D' ACTIONS

### Cote officielle

#### Sociétés françaises

- 1986 : du 2 M : Sovac, CCMC
- 1987 : Parfinance, Eurotunnel; du 2 M : Batif, Cap Gemini, Drouot Assurances, Ingenico (+ les privatisées)
- 1988 : Electronique Serge Dassault; du 2 M : Sligos, Canal +, SM Dunhill, Dumenil, CGI
- 1989 : Informatique, Pechiney International, Zodiac, MMB, BIP, Métrologie Internationale, Financière Truffaut, Concept SA, Bolloré Technologies, Euro-Disneyland.

#### Sociétés étrangères

- 1986 : Uny Co, Welkom Gold Holdings, Smithkline Beckman Corp, Yamanouchi, Otra NV, Nixdorf Computer, G.T.E., Homestake Mining, Cie Industriali Riunite, Anheuser Busch
- 1987 : Saatchi and Saatchi, Montedison Spa, Commercial Union Assurance Cy Hanson Trust PLC, Nippon Meat Packers, Bayerische Vereinsbank, Minorco, Squibb Corp.
- 1988 : BET (GB), Maxwell (GB), Merrill Lynch (USA), ADT (Bermudes), News Corporation (Australie) Nokya (Finlande), American Barrock Resources (Can), Nikko Securities (Japon), Asic Corp (Japon), Cap Group (GB), Peninsular and Oriental Steam Navigation Company (G.B), Volkswagen (RFA), Nippon Shinppan Co Ltd, The Sumitomo Bank Ltd, The Fuji Bank Ltd (Japon) Sanwa Bank, Barrick Ressources.
- 1989 : Transamérica Corp (USA), Mitsubishi Bank (Japon), The Dai-Ichi Kanyo Bank (Japon), Hewlett Packard Company (USA), Guinness (GB), Steetley (GB), Nestlé SA (Suisse), The Sumitomo Trust and Banking company (Japon), The Mitsuibank (Japon). The Mitsui trust and banking Company (Japon), OLB (Autriche), Mitsubishi Corporation (Japon), the Yasuda Trust and Banking Company (Japon), Western Mining Corporation Holdings (Australie), Tokai Bank (Japon)

### Second Marché

- 1986 : 58 sociétés françaises, 1 étrangère - 1987 : 87 sociétés françaises
- 1988 : 33 sociétés françaises
- 1988 :

Dolisos, Unilog, Fabriques de sucre, Crédit Agricole du Morbihan, C.A. de Toulouse et du Midi Toulousain, International C.P.U., Poujoulat, C.A. d'Ile de France, C.A. de la Loire, Ducros Fininfo Computel, Charcuteries de Brocéliande, Mecerlec, Cermex, Seribo, Cobra, Etoile commerciale Orca, Allevard Industries, PFA, Financière Waeles, Brio Expansion, Groupement Foncier Français Paul Prédault, Crédit Agricole du Loiret, GAN participations, Pinault, Air et Feu, Viel et Cie Brio Expansion, Banque Tarnaud, Tipiak, Banque Sofirec, Initiative et Finance, Ca du Midi, Guillard Musique, CA de la Gironde, CA Loire Atlantique.

- 1989 :

Conflandery, Rémy et Associés, Guillin Emballages, Petitjean, Idianova, Delta Protection, Blenheim (GB), SMG, Mecadyne, CA du Nord, Sogeris, Asap, Moria Informatique, CA de Haute Savoie, Radiall, GPRI, GFI, CA du Pas de Calais, CA de la Brie, Yves St Laurent, Desquenne et Giral, CNP (Belgique), SPIR communications, Fructivie, Gravograph, Matra Communication, Helicolor, Technomed Hardy Tortuaux, Atlantis, BT Finances, Forges Stéphanoises, CFPI, André Trigano, Bijoux Altesse, Seagull Data System, Meubles Darnal, NRJ.

## LE NOMBRE DE PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES EN FRANCE

### Estimations 1987

Environ 10 millions de porteurs  
 dont { 6 millions d'actionnaires directs  
 2 millions d'obligataires  
 6 millions d'actions de SICAV et détenteurs de FCP (dont 3 millions détiendraient des SICAV et FCP investis au moins partiellement en actions)

## ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES (OPCVM)

### I. SICAV

Source : COB

Année	Nombre au 31 décembre			Année	Souscriptions nettes (mds)		
	Total	CEA	Court terme		Total	CEA	Court terme
1983	203	23	49	1983	53,6	4,9	40,0
1984	296	24	85	1984	83,3	7,9	57,9
1985	372	25	119	1985	110,6	10,8	61,9
1986	505	30	162	1986	172,0	13,8	83,7
1987	634	33	221	1987	151,7	8,8	129,3
1988	772	32	277	1988	174,5	2	142,3
1989	872	33	311	1989	141,8	-9,5	96,2

Année	Actif total			Actif en actions françaises	
	Total	CEA	Court terme	Total	CEA
1984	298,6	50,2	131,2	37,9	26,6
1985	449,6	72,8	204,1	60,5	41,7
1986	701,8	109,6	303,8	109,6	66,6
1987	821,6	96,1	442,1	87,8	55,9
1988	1074,5	127,0	610,1	115,2	77,7
1989	1269,6	140,8	1007,3	141,8	93,8

## II. FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Source C.O.B.

a) à vocation générale - Titre 1							
	Total			court terme			
	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
	Nombre de fonds.	3029	3768	4186	565	703	937
Actif total (mds F).....	269,8	357,6	<u>30.06.89</u> 397,4	73,5	78,8	108,7	<u>30.06.89</u> 116,3
Actif en actions françaises.....	19,1	26	32,7	0,1	0,1	0,05	0,115
Souscriptions nettes(mds F)...	22,9	81,8	41,3	17,0	8,8	20,7	11,5

b) à risques					
	1985	1986	1987	1988	1989
	Nombre	55	78	93	113
Souscriptions nettes (mds F)	0,5	1,3	1,2	1,2	<u>30.06.89</u> 5,6
Actif (mds F)	1,3	2,0	2,7	4,1	6,4

## PART DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS DANS LA CAPITALISATION BOURSIERE

1984	1985	1986	1987	1988	Actions françaises	Obligations françaises	1984	1985	1986	1987	1988
1,6	1,4	1,4			. Caisse des dépôts		11,6	8,7	7,4		
11,0	10,1	9,-			. Assurances		17,5	15,9	15,8		
2,0	1,6	1,4			. Caisses de retraite		6,8	5,9	5,-		
8,7	8,6	9,-	9,1	7,5	. SICAV		14,8	18,8	22,1	23,7	25,4
1,2	1,4	1,9	2,-	1,7	. FCP		6,6	8,1	9,1	7,9	8,1
24,5	23,1	22,7			TOTAL		57,3	57,4	59,4		

Source : SEDES

## TABLEAU DE BORD DETAILLE

### I. GRANDEURS ECONOMIQUES CARACTERISTIQUES (FRANCE)

1983	1984	1985	En milliards de Francs	1986	1987	1988	1989
4.006	4.362	4.700	. P.I.B. marchand et non marchand	5.052	5 301	5.659	6.017
809	840	905	. F.B.C.F - Total	968	1 033	1.139	1.240
559,2	586	646	- Investissement productifs	698	751	842	
92	91	95	dont : Entreprises industrielles	89	87		
302	317	352	et commerciales publiques	389	426		
			privées				
763	827	890	. Epargne nationale brute	1008	1 034	1 160	
459	447	465	- Ménages et entreprises individuelles	462	417	475	
229	277	310	- Entreprises non financières	401	432	465	
			En pourcentage				
15,9	14,5	14	. Taux d'épargne des ménages (1)	13,2	11,5	12,2	12,3
5,5	4,9	4,8	. Taux d'épargne financière des ménages (2)	3,8	2,1	2,5	2,4
71,6	80	82	. Taux d'autofinancement des sociétés non	94,3	89,4	85,9	81,5
			financières (y compris stocks)				
+ 9,3	+ 6,7	+ 4,7	. Hausse des prix annuelle (en glissement)	+ 2,1	+ 3,1	+ 3,1	

(1) Epargne brute des ménages/Revenu disponible.

(2) Capacité de financement des ménages/Revenu disponible

Capacité de financement des ménages = Epargne brute des ménages - Financement de la formation de capital fixe par les entrepreneurs et FBCF des ménages (logements)

<b>Budget 1989</b>	: Prévisions de dépenses :	1.152 milliards
<b>Hausse des prix</b>	: décembre 1989	0,1 %
	: Année 1989 :	3,6 %

#### SOURCES

1982 à 1988 : - Comptes de la Nation (nouvelle base)  
1989 : - Projet de loi de Finances pour 1990.

## II - COMPARAISONS INTERNATIONALES

1981	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988
3165	3626	4006	4364	P.I.B. (en milliard F) France Grande Bretagne RFA USA Japon	4692	5016	5289	5654
2776	3166	3465	3701		4029	3836	4020	4810
3704	4323	4978	5367		5610	6227	6723	7196
16306	20470	25538	32568		35471	29133	26807	28964
6332	7124	9009	10980		11948	13645	14352	17029
1981	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988
66	66	100	94	Transactions sur actions (en milliards F) France (Paris) Grande Bretagne RFA USA (N.Y.S.E) Japon	166	384	522	412
177	214	324	426		630	920	1902	1073
84	109	296	312		723	1016	1420	1265
2113	3208	5833	6683		8720	9519	11300	8075
1214	965	1762	2500		2965	6594	10354	13271
225	203	318	394	Capitalisation boursière des actions France (Paris) Grande Bretagne RFA USA (N.Y.S.E) Japon	598	990	831	1350
1807	1394	1696	2285		2657	3011	3678	4297
339	442	673	755		1346	1490	1104	1451
6081	8574	11604	14671		14235	13916	12272	15435
2260	2587	3824	6127		7171	11504	14748	23103
1983		1986			1987		1988	
A	B	A	B		A	B	A	B
688	183	635	195	Nombre de sociétés cotées France (Paris) Grande Bretagne RFA USA (N.Y.S.E.) Japon (Tokyo)	633	202	608	205
2217	515	1781	490		2135	523	2054	526
442	174	467	181		343	292	355	310
1500	50	1516	59		1580	67	1604	77
1441	11	1499	52		1532	88	1571	112

(A) Sociétés nationales

(B) Sociétés étrangères

## TAUX DE CHANGE

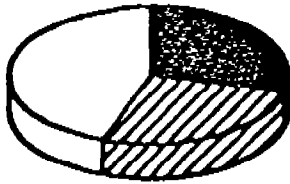
1981	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988
10,9509	11,4705	11,5486	11,6369	Taux de change en francs, moyenne annuelle 1 £ 1 DM 1 \$ US 100 YENS	11,55	10,158	9,8389	10,5948
2,4036	2,7052	2,9817	3,0705		3,0523	3,1948	3,3450	3,3920
5,4344	6,5718	7,6215	8,7396		8,9852	6,9264	6,0106	5,9549
2,4658	2,6415	3,2112	3,6774		3,7669	4,1255	4,1613	4,6481

**Répartition de la capitalisation boursière des actions cotées entre les différents agents économiques détenteurs (en %).**

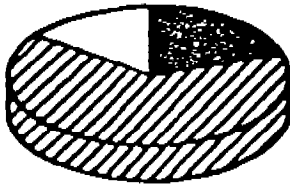
	France	R.U.	R.F.A.	U.S.A	JAPON
	1985	1986	1985	1978-1980	1986
Particuliers	28 à 30	20	30	38,3	22,2
Investisseurs institutionnels	23,1	65			
Banques	4		n.d	45,5	39,7
Entreprises et participations de l'Etat	20 à 24	9		10,7	29,3
Etranger	16 à 20	6		5,5	7,0

\* Estimations

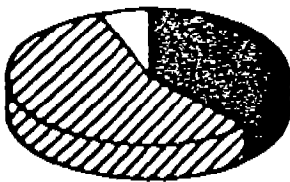
**FRANCE**



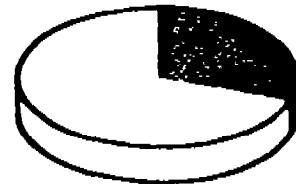
**ROYAUME-UNI**



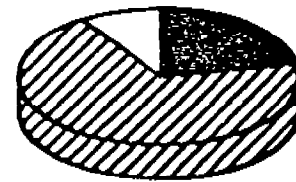
**U.S.A.**



**R.F.A.**



**JAPON**



- Particuliers
- ▨ Investisseurs institutionnels + Banques
- Etat, entreprises + Etranger

**Nombre d'actionnaires individuels (en millions) - estimations -**

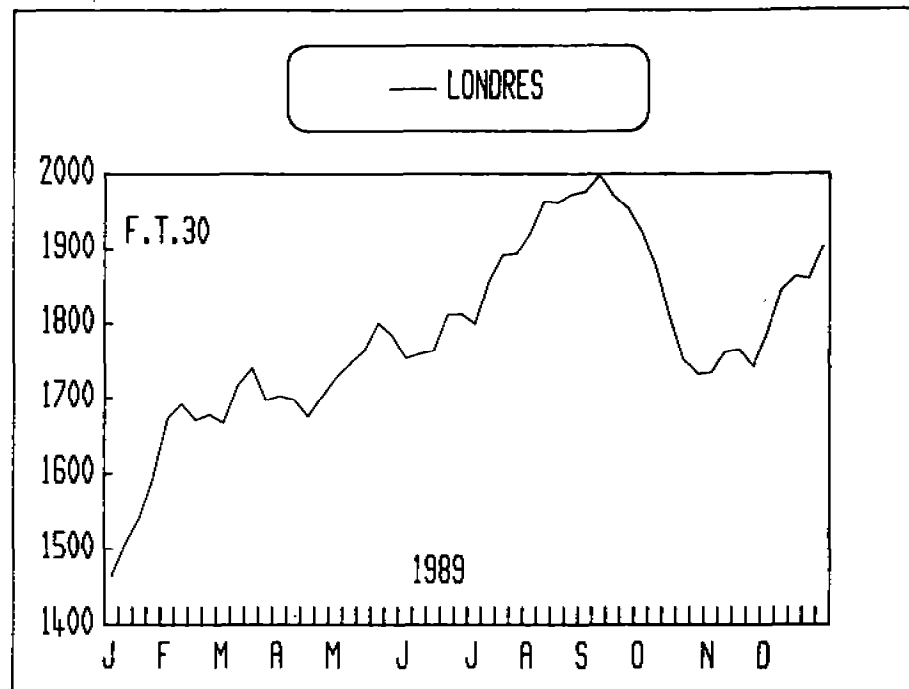
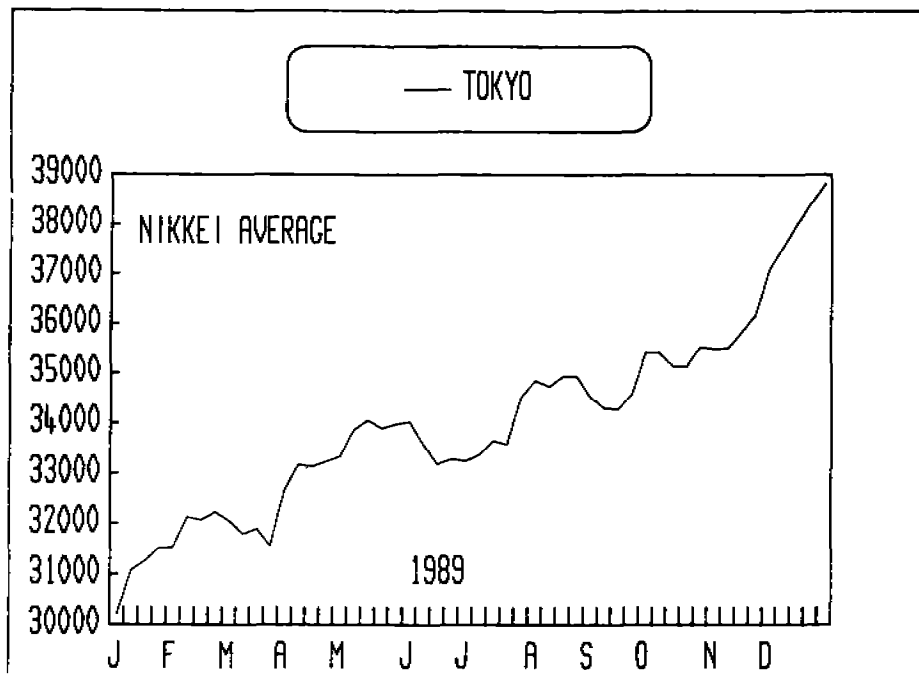
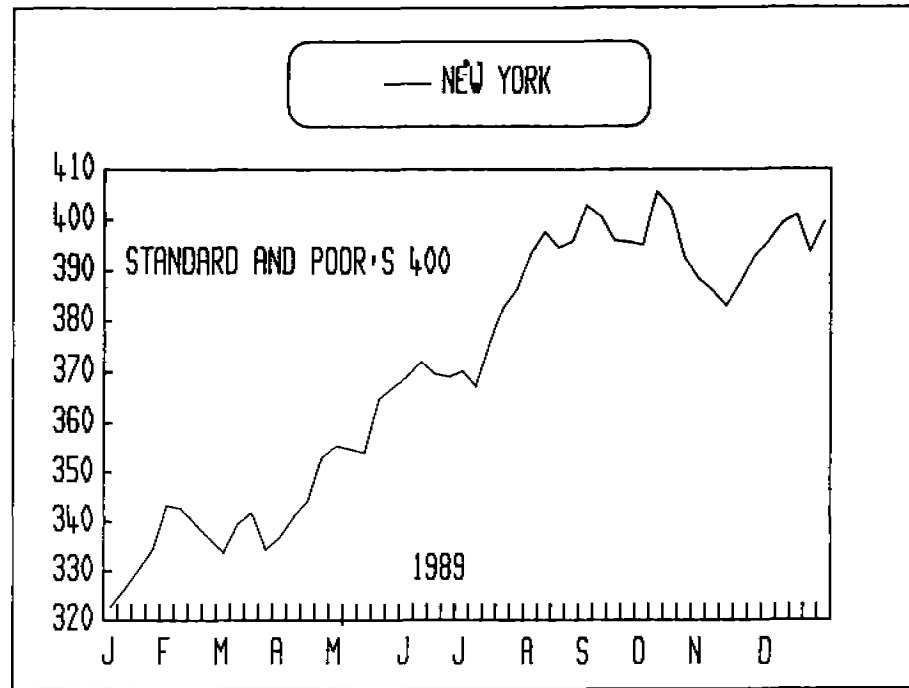
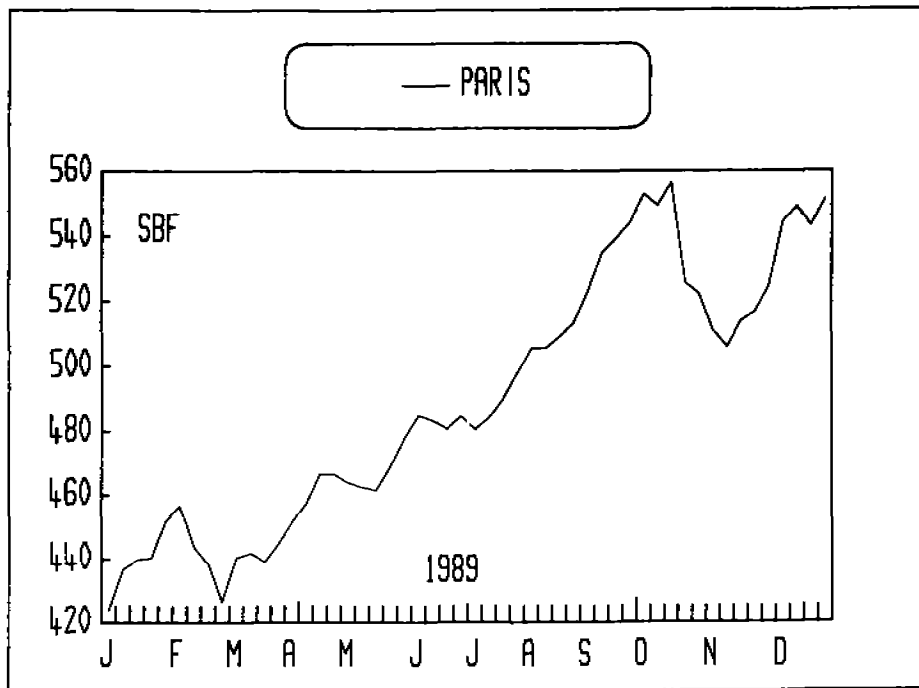
	FRANCE				ROYAUME-UNI		R. F. A.	
	Début 78	Début 82	1985	1987	1976	1986	1960	1985
- Nombre d'actionnaires (*) - Population totale.	1,7 53,0	3,3 55,0	4,0 55,0	9,5 55,0	2,3 56,0	7,0 56,0	2,0 55,0	4,5 60,7
- Taux de détention d'actions par rapport à la population totale	3,2	6,0	7,3	17,3	4,1	12,5	3,6	7,4
- Nombre d'habitants pour un actionnaire	31	17,0	14,0	6,0	24,0	8,0	28,0	13,0

	U.S.A				JAPON
	1952	1975	1981	1985	1 986
- Nombre d'actionnaires (*) - Population totale	6,5 157,0	25,3 214,0	32,3 230,0	47,0 238,0	8,5 120,0
- Taux de détention d'actions par rapport à la population totale	4,2	11,8	14,0	19,7	7,0
- Nombre d'habitants pour un actionnaire	24,0	9,0	7,0	5,0	14,0

(\*) Directs et indirects (c'est à dire y compris les actionnaires de SICAV, mutual funds) sauf pour le Royaume Uni où il s'agit seulement des actionnaires directs.

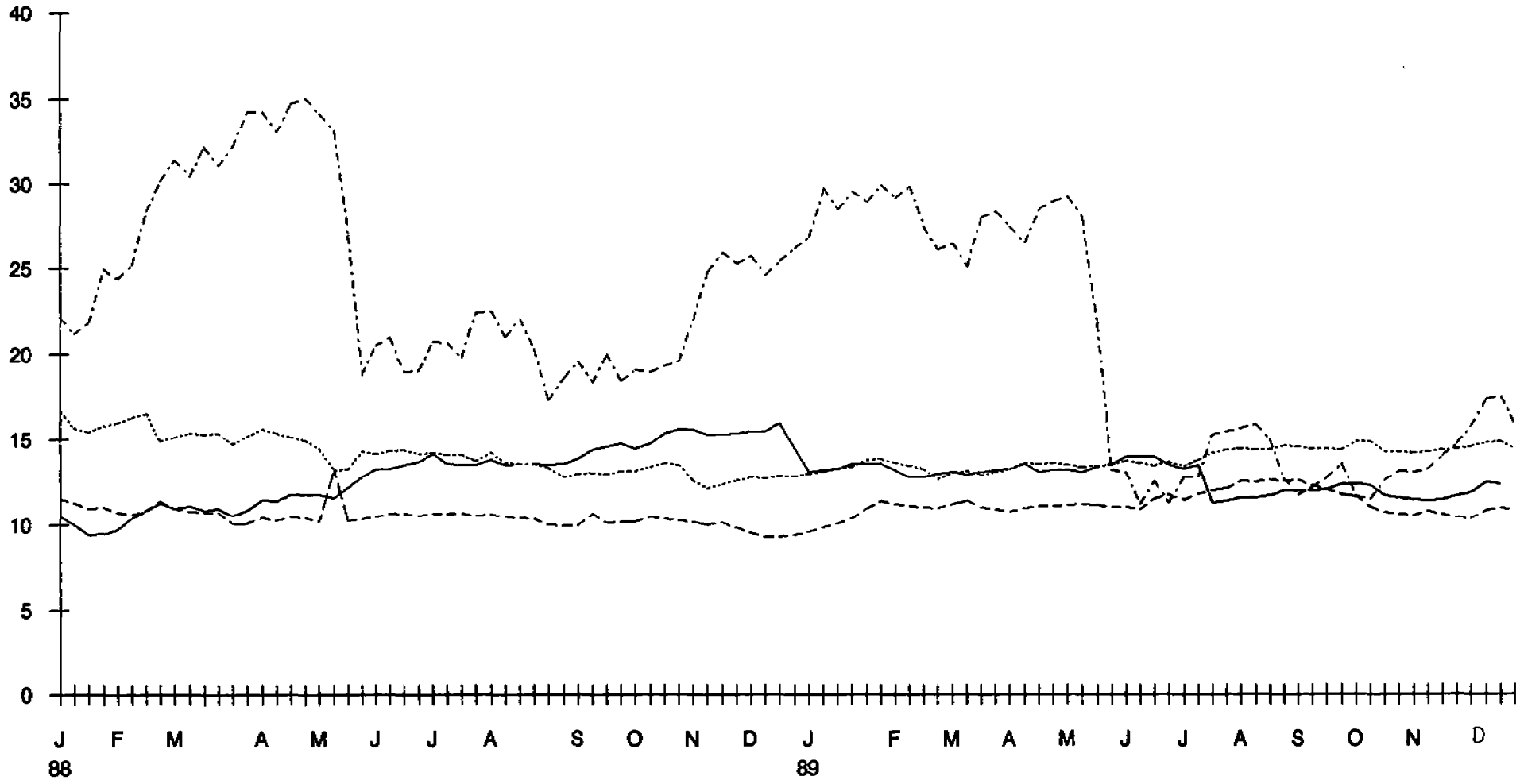
<u>NOMBRE DE PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES EN FRANCE</u>		
(estimations 1987)		
Porteurs de valeurs mobilières	environ	10 millions d'individus
dont - actionnaires directs	"	6 "
- obligataires directs	"	2 "
- actionnaires de SICAV et détenteurs de FCP	"	6 " dont 3 millions détiendraient des SICAV et FCP investis, au moins partiellement, en actions

N.B. - Décembre 1986 : Saint-Gobain a 1,6 million d'actionnaires  
 Janvier-Février 1987 : Paribas a 3,8 millions d'actionnaires  
 Mars 1987 : Sogenal a 850.000 actionnaires  
 Mai 1987 : Le CCF a 1,6 million d'actionnaires, la CGE, 2,2, l'agence Havas 0,7  
 Juillet 1987 : La Société générale a 2,3 millions d'actionnaires, TF1 a 415.000 actionnaires  
 Octobre 1987 : SUEZ a 1.127.000 actionnaires  
 Février 1988 : Matra a 285.000 actionnaires



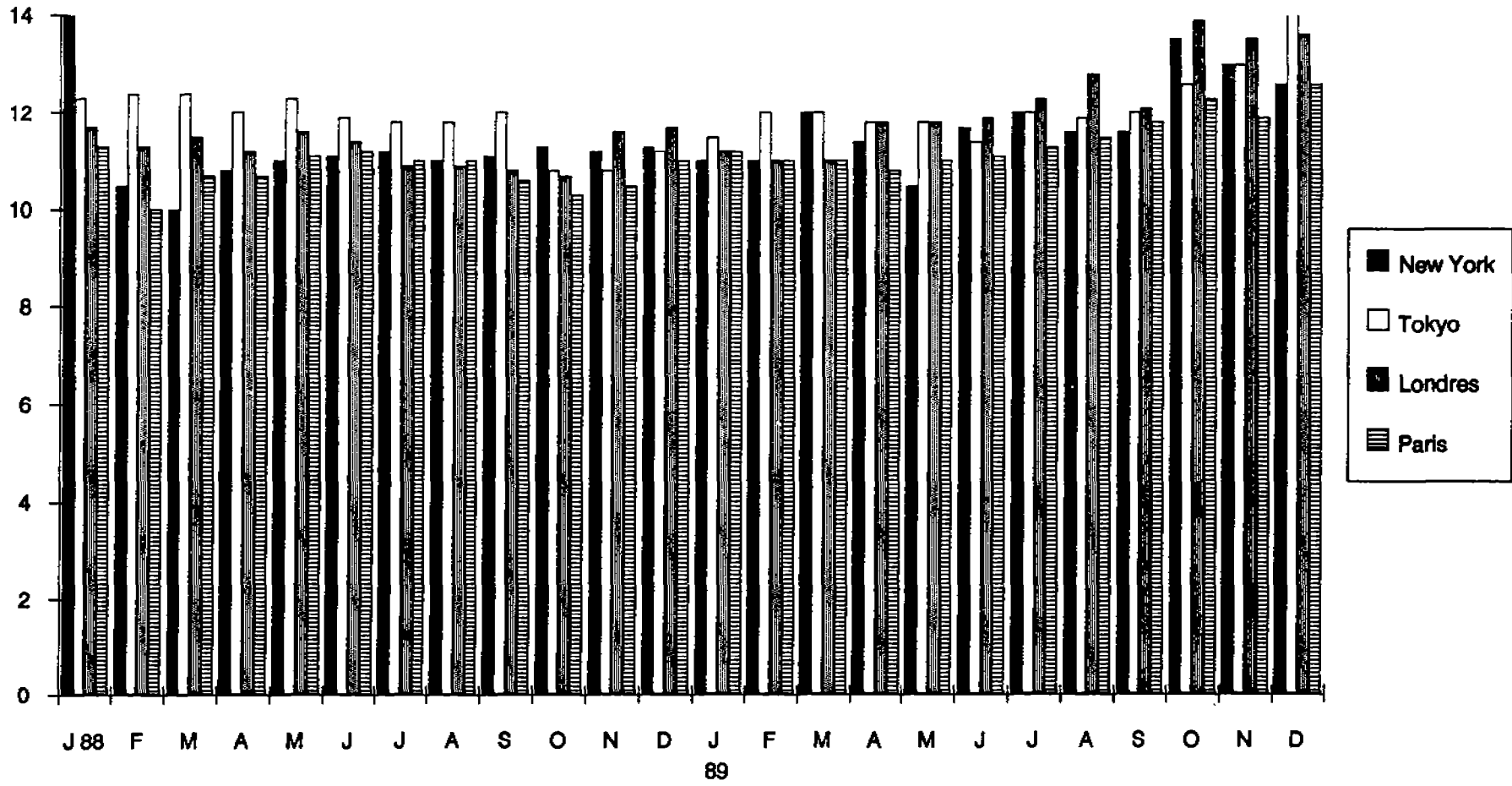
# EVOLUTIONS DES PER

— PER PARIS (Jou. des Finances)    - - PER LONDRES (FT 30)    ···· PER NEW YORK (sp 400)    - · - PER TOKYO (Nikkei Average)

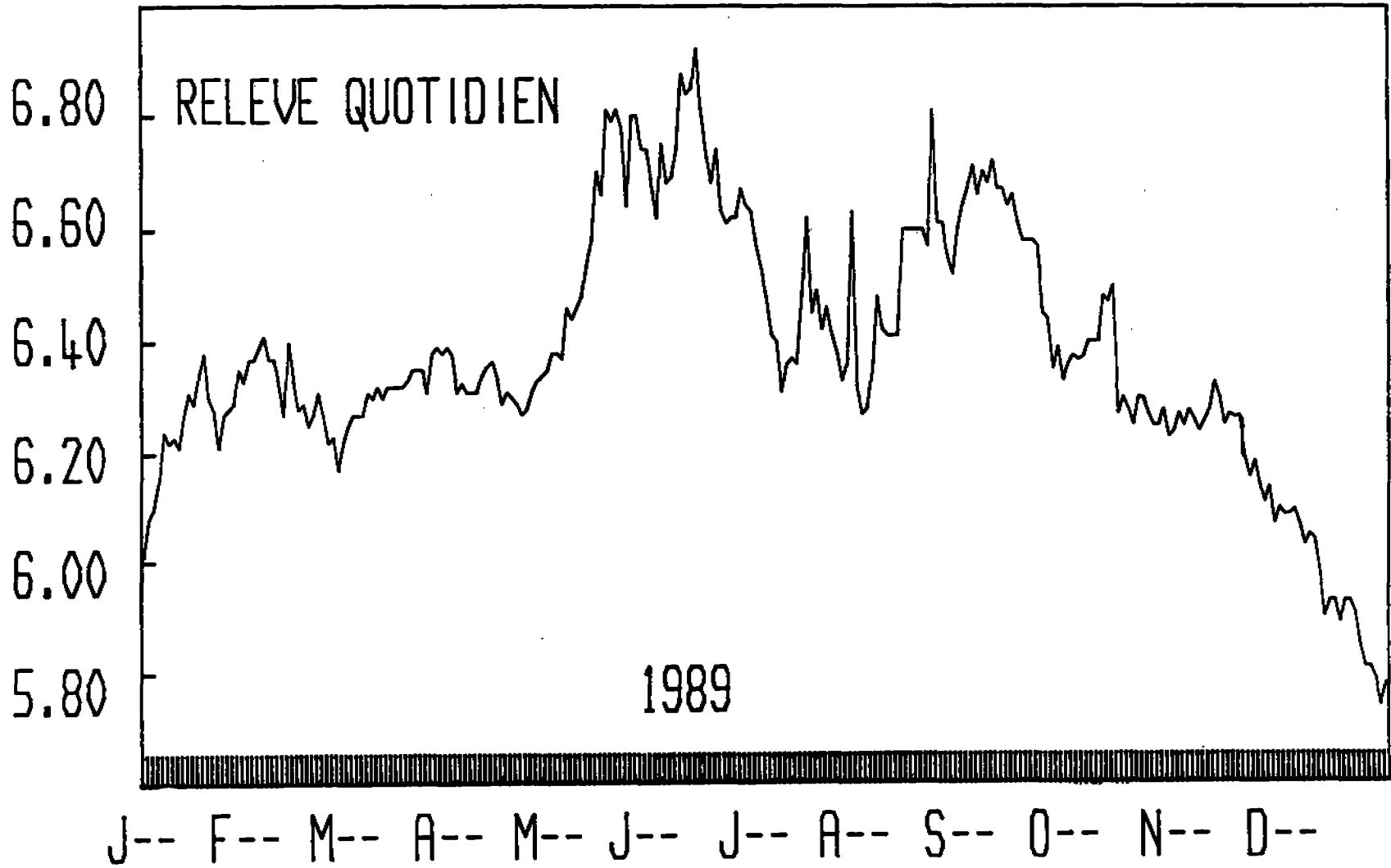




DELAI DE RECOUVREMENT : DR GESTION



EVOLUTION DOLLAR FRANC



### III - BOURSE ET MARCHÉ FINANCIER

1981	1982	1983	1984	En milliards de F	1985	1986	1987	1988	1989
				Emissions brutes de valeurs mobilières					
31,1	38,6	43,0	48,4	a) Actions (1) - Total	73,2	137,4	148,2	151,8	239,6
3,1	3,5	10,8	9,8	dont : Appel public à l'épargne (1)	17,4	62,8	56,7*	31,7	58,7
2,7	3,1	9,2	8,8	dont : Sociétés cotées (cote officielle Second marché) (2)	16,8	(59,9)	(38,3)	(22)	(27,4)
106,9	154,7	193,7	242,1	b) Obligations - Total	307,0	347,2	295,7	346,1	329,2
0,1	0,6	2,4	1,6	dont : Convertibles ou échangeables	5,3	1,1	1,4	20,9	14,1
-	-	1,4	5,7	Emprunt à bon de souscription d'action					
25,0	40,0	51,0	84,9	ou de titres participatifs	5,8	8,2	8,4	4,4	7,9
-	-	4,1	7,8	Emprunts d'Etat	97,6	141,3	81,-	98,9	96,1
138,0	193,3	240,8	298,3	c) Titres participatifs	9,7	4,3	0,8	1,-	0,6
				Total a + b + c	389,9	488,9	444,7	498,3	569,4

**Source : Crédit Lyonnais-COB**

(1) Y compris certificats d'investissements (0,6 milliards de francs en 1984, 2,4 en 1985, 3,4 en 1987), exercice de bons de souscription et paiement du dividende en actions (0,6 milliard de francs en 1984, 1,4 en 1985, 2,1 en 1986 et 4,6 en 1987). Non compris les émissions d'Usinor et Sacilor en novembre 1986 (50,2 milliards de francs).

(2) Non compris émissions résultant de l'exercice de bons et du paiement du dividende en actions.

\* Y compris les actions émises par Sogenal, la CGE et Suez (7,4 milliards au total) avant l'OPV et cédées au public.

Les plus fortes émissions d'actions	
1986	
MICHELIN	1.067
CERUS	1.344
FRANCAISE DES PETROLES BP	1.305
MACHINES BULL	1.125
TOTAL	1.711
SCREG	1.227
TOTAL FRANCE	1.841
LAFARGE	1.040
CREDIT NATIONAL	1.004
AIR LIQUIDE	2.700
THOMSON C.S.F.	1.991
1987	
CERUS	2.129
BEGHIN SAY	1.023
OPFI PARIBAS	2.062
PEUGEOT	2.675
B.S.N	1.581
EURAFRANCE	1.160
FINANCIERE GAZ ET EAUX	1.125
HOLDING ECONOMIQUE ET FINANCIERE	1.146
FINANCIERE PARIBAS	4.605
EUROTUNNEL	3.850
MACHINES BULL	1.021
1988	
MUMM	1.562
CERUS (août 88)	3.957
SCHNEIDER SA	1.068
Cie de St Gobain	3.273
SANOFI	1.377
BON MARCHÉ (déc 88)	3.399
1989	
Cie Bancaire	1 184
CGE	3 800
Elf Aquitaine	2 806
Crédit Foncier de France	1 051
HAVAS	1 577

Les principales émissions de certificats d'investissement	
1986	
FINANCIERE DE CIC	958
FINANCIERE DU SUEZ	1.785
PECHINEY	801
FINANCIERE DE PARIBAS	3.645
GRUPE VICTOIRE	1.360
PECHELBRONN	910
BNP	5.335
CREDIT LYONNAIS	4.292
SAINT-GOBAIN	2.400
BEGHIN SAY	502
LE LOUVRE	342
TAITTINGER	199
L'OREAL	1.362
FINANCIERE DELMAS	158
PIPER HEIDSIEK	82
BOUYGUES	1.001
TOTAL	24.104
1987	
PROMODES	358
OMNIUM DE GESTION	117
RHONE POULENC	2.539
BEGHIN-SAY	263
ROBERTET	46
FINANCIERE PARIBAS	20
TOTAL	3.343
1988	
7 EMISSIONS DE CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT	
TOTAL	973
1989	
PECHINEY	1564
6 EMISSIONS DE CERTIFICATS COOP. D'INVESTISSEMENT	961

Offres publiques de vente (OPV) (*)			
1986-1987	Mds F.	1989	Mds F.
ELF AQUITAINE	3,3	DYNELEC	0,21
Privatisations :			
SAINT GOBAIN	5,4		
PARIBAS	6,1		
BIMP	0,1		
BTP	0,1		
SOGENAL	0,6		
CCF	1,7		
CGE	8,3		
HAVAS	1,1		
SOCIETE GENERALE	8,8		
TF1	1,3		
SUEZ	6,5		
MATRA	1,-		
Total privatisations	41		

(\*) Non compris dans les statistiques d'émissions à l'exception de 7,4 Mds de F correspondant aux augmentations de capital de sociétés privatisées avant OPV (cf p 24 \*). Valeur des titres proposés au public en France seulement.

**REPARTITION DES EMISSIONS D'OBLIGATIONS PAR SECTEUR**  
(en milliards de Francs)

	1985	1986	1987	1988	1989
. Services publics	30,4	48,1	36,7	39,9	34,98
. Secteur industriel et commercial	56,4	45,4	47,4	44,5	52,7
- émissions directes	(14,3)	(10,8)	(8,9)	(17,3)	(19,35)
- émissions par intermédiation (1)	(42,1)	(34,6)	(38,5)	(27,2)	(33,33)
. Autres institutions financières	96,1	85,2	97,9	130,2	109,4
. Administration	119,3	167,0	108,3	128,1	126,64
- Etat	(97,6)	(141,3)	(81,0)	(98,9)	(96,07)
- Collectivités locales	(21,7)	(25,7)	(27,3)	(29,1)	(30,57)
. Etranger	4,8	1,5	4,1	3,8	6,07
<b>Total</b>	<b>307,0</b>	<b>347,2</b>	<b>294,6</b>	<b>346,5</b>	<b>329,8</b>

(1) Emissions réalisées par des organismes de financement à long et moyen terme (Crédit National, C.E.P.M.E, B.F.C.E.), les SICOMI, les SDR, les groupements professionnels.

**EMISSIONS AUX CARACTERISTIQUES SPECIFIQUES EN 1989**

	Nombre d'émetteurs	Montant (milliards F)
a) Actions :		
. à bons de souscription d'actions	12	7,3
b) Emprunts permettant à terme l'accroissement des fonds propres :		
. Convertibles	16	9,3
. Convertibles assorties de bons de souscription d'actions (OCABSA)	3	1,8
. remboursables en actions (ORA)	10	2,9
. à bons de souscription d'actions (OBSA)	8	5,3
d) Titres subordonnés	56	13,7
e) Emprunts à bons de souscription d'obligations (OBSO et OBSORA)	5	2,7

## OPA, OPE et Offres Publiques de Retrait en 1989

<u>Sociétés visées</u>	<u>Sociétés Initiatrices</u>	<u>Date de l'avis de la SBF</u>
- La Ruche Méridionale	- Rallye (OPA)	06.01.89
-	- CFAO (OPA-OPE)	17.01.89
- DAFSA	- AGEFI Développement (OPE)	18.01.89
- Imprimerie et Librairie Berger-Levrault	- Sté Financière Berger - Levrault (OPA)	10.01.89
- Immobilière Mallet (HC)	- SAMVAC (OPA)	25.01.89
- Duménil-Leblé	- Cerus (OPE)	3.02.89
- Saint-Gobain Emballages (2M)	- Saint-Gobain (OPE)	3.03.89
- Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR) (2M)		
- Aussedat-Rey	- International Paper (E.U.) (OPA)	16.03.89
- Groupe MONOT (HC)	- EURIS (OPA)	6.04.89
- Cheval Blanc (2M)	- TJS Investments Limited (E.U) (OPA) et South Hope N.V. (antilles néerlandaises) (OPA)	26.04.89
	- Cofigeo (OPA)	26.04.89
- Société d'Alimentation de Provence		
- Société Générale française de céramique (HC)	- Ofiges (OPE - OPA)	19.05.89
- Intrafor (2M)	- Desquonne et Girat (HC) (OPA simplifiée)	30.05.89
- Verilinde	- KONE OY (Finlande) (OPA simplifiée)	11.07.89
- SCOR	- CGV (OPE)	2.08.89
- UAP réassurances		
- SCREG	- Bouygues (OPE-OPA)	13.08.89
- Compagnie Industrielle	- Financière de Suez (OPA)	18.08.89
- TRT	- Gefinac	30.08.89
- SOGENAL	- Inter Europ (OPE)	21.09.89
- Allianz France Vie	- Allianz Ras holding France (OPE)	26.09.89
	- Axa Midi Assurance (OPE)	27.09.89
- Drouot Assurance		
- Paternelle Hisques divers		
- Présence Assurance (2M)		
- Présence Vie		
- Constructions électriques de Nancy	- Compagnie Industrielle de développement de l'Est (OPA)	28.09.89
- Cofradel	- Docks de France (OPA simplifiée)	2.10.89
- Economat du Centre	- Docks de France (OPA)	2.10.89
- Européenne d'Accumulateurs	- SAMAG (OPA simplifiée)	2.10.89
- SIMER	- Worms et Cie (OPR)	16.10.89
- MAUREL ET PROM	- Financière AUXO (OPR)	23.10.89
- Navigation Mixte	- Paribas (OPA-OPE)	2.11.89
- Papeteries Canson et Montgolfier	- Arjomari-Prioux (OPE simplifiée)	15.11.89
- Lambert Frères	- POLIET (OPA)	1.12.89
- Constructions Métalliques provence (CMP)	- Cie Financière du Valois (OPA)	11.12.89
- Industries des Peintures Associés (IPA)		
- Duquesne Purina	- Petrofina (Belgique) (OPA)	27.12.89
- CALIF	- Ralston Purina International Holding Company (E.U.) (OPA simplifiée)	4.12.89
- GREG	- Société Générale (OPA simplifiée)	29.12.89
	- * (OPR)	*

## LES DERNIERES INTRODUCTIONS EN BOURSE

	Valeurs nouvelles	Valeurs issues du second marché	Valeurs issues du H.C	Valeurs issues de restructuration
<b>A) <u>A la cote officielle</u></b>  <b>. <u>Sociétés françaises</u></b>	<u>1984</u> : Louis VUITTON <u>1987</u> : EUROTUNNEL + privatisées <u>1989</u> : F.F.P, Euro-Disneyland	<u>1984</u> : SODEXHO SALOMON <u>1986</u> : SOVAC CCMC <u>1987</u> : BAFIP CAP GEMINI, DROUOT ASSURANCES, INGENICO <u>1988</u> : Electronique Serge Dassault, Sligos, CANAL +, Barrick Ressources SM Dunhill, Duménil <u>1989</u> : CGI Informatique, Pechiney International, Zodiac, MMB, BIP, Métrologie Internationale, Financière Truffaut, Concept SA, Bolloré Technologies. LEP Communications	<u>1984</u> : VIA BANQUE	<u>1987</u> : PARFINANCE  <u>1988</u> : BATIF- DEVELOPPEMENT
	<b>Valeurs nouvelles</b>			
<b>. <u>Sociétés étrangères</u></b>	<u>1987</u> : SAATCHI AND SAATCHI (G.B), MONTEDISON SPA (Italie, transfert du (H.C), COMMERCIAL UNION ASSURANCE CY (G.B.) HANSON TRUST PLC (G.B), NIPPON MEAT PACKERS (Japon), BAYERISCHE VEREINSBANK (RFA) MINORCO (USA), SQUIB COPR (USA)			
	<u>1988</u> : BET (G.B), MAXWELL (G.B), MERRIL LYNCH (USA), ADT (Bermudes), THE NEWS CORPORATION (Australie), NOKIA (Finlande), AMERICAN BARRICK RESSOURCES CORP. (CD), NIKKO Securities (Japon), Asic Corp (Japon), Cap Group (GB) Peninsular and Oriental Steam, Navigation Company Volkswagen (RFA), Nippon Shinppan Co Ltd, The Sumitomo Bank Ltd, The Fuji Bank Ltd, Sanwa Bank (Japon).			
	<u>1989</u> : Transamérica Corp (USA), Mitsubishi Bank (Japon), The Dai-Ichi Kangyo Bk (Japon), Hewlett Packard Company (USA), Perstorp (Sue), Guinness, Steeley (GB), Nestlé SA (Suisse), The Sumitomo Trust and Banking Company, the Mitsuibank, The Mitsui Trust and Banking (Japon), OLB (Autriche) The Mitsubishi Corporation (Japon), The Yasuda Trust Banking Company (Japon), Western Mining Corporation Holdings (Australie), Tokai Bank (Japon)			
	<b>Valeurs nouvelles</b>			
<b>B) <u>Au Second Marché</u></b>  <b>. <u>Sociétés françaises</u></b>	<u>1988</u> : DOLISOS, UNILOG, FABRIQUES DE SUCRE, CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN, C.A. de TOULOUSE ET DU MIDI TOULOUSAIN, INTERNATIONAL C.P.U., POUJOLAT C.A. D'ILE DE FRANCE, C.A DE LA LOIRE, DUCROS, FININFO, COMPUTEL, CHARCUTERIES DE BROCELIANDE, MEDELEC, CERMEX, SERIBO, Cobra, Etoile Commerciale Orca, Allevard Industries, PFA, Financière Waeles.		Groupement Foncier Français, Paul Prédault, Crédit Agricole du Loiret, Gan Participations, Pinault, Air et Feu, Viel et Cie. Brio Expansion, Banque Tarnaud, Tipiak, Banque Sofirec, Initiative et Finance, CA du Midi, Guillard Musique CA de la Gironde, CA Loire Atlantique.	
	<u>1989</u> : Conflandey, Remy et Associés, Guillin Emballages, Petitjean, Idianova, Delta Protection SMG, Mecadyne, CA du Nord, Sogeris, Asap, Moria Informatique, Ca de Haute Savoie, Radiall, GPRI, GFI, CA du Pas de Calais, CA de la Brie, Yves St Laurent, Desquenne et Giral, SPIR Communications, Fructivie, Gravograph, Matra Communications, Helicolor, Technomed, Hardy Tortuaux, Atlantis, Bt Finances, Forges Stéphanoises, CFPI, André Trigano, NRJ, Bijoux Altesse, Seagull Data System, Meubles DARNAL.			
<b>. <u>Sociétés étrangères</u></b>	<u>1989</u> : Blenheim (GB), CNP (Belgique).			

## NOMBRE DE SOCIETES COTEES

1981	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988	1989
				Nombre de sociétés françaises inscrites à la cote officielle et second marché pour les opérations suivantes : (sources COB)					
40	52	87	49	. Augmentations de capital (1)	71	93	67	34	41
5	5	12	8	. Emissions d'obligations convertibles	10	4	5	19	13
8	5	8	3	. Offres publiques (achat, échange ou retrait)	11	12	10	28	35
2	-	4	-	- Procédure normale	9	12	8	22	29
6	5	4	3	- Procédure simplifiée	2	-	2	6	6
10	10	14	18	. Cessions de blocs de contrôle	13	19	35	28	39
35	24	35	31	. Fusions et apports partiels d'actifs	41	28	40	n.d.	n.d.
				Nombre de sociétés inscrites à la cote (au 31.12) (Source : Société des Bourses Françaises)					
				a) <u>Cote officielle</u>					
773	712	688	666	1) Sociétés françaises	678	635	633	608	606
568	535	518	504	Bourse de Paris	489	481	481	459	462
					(160)*	(166)*	(176)*	(175)*	(183)*
205	177	174	162	Bourses régionales	153	154	152	149	144
					(16)*	(17)*	(19)*	(20)*	(25)*
180	181	183	183	2) Sociétés étrangères et Zone Franc	189	195	202	205	223
					(68)*	(68)*	(65)*	(72)*	(76)*
				b) Second marché (compartiment spécial du hors cote jusqu'en janvier 1983)					
12	21	42	72	1) Sociétés françaises	127	181	258	286	298
6	14	28	46	Bourse de Paris	80	117	169	180	186
6	7	14	26	Bourses régionales	47	64	89	106	112
2	3	3	3	2) Sociétés étrangères	4	5	5	4	5
17,9	15,3	15,5	17,4	- Montant des dividendes versés par les sociétés cotées (avoir fiscal compris) en milliards de Francs	18,9	21,9	28,6	35,7	
				Les introductions d'actions en bourse (source : COB)					
				Nombre - a) Cote officielle					
3	4	3	4	Sociétés françaises	-	2	6	6	12
5	2	4	6	Sociétés étrangères	11	11	8	17	16
		26	33	- b) Second marché	57	59	87	38	37
		-	1	dont sociétés étrangères	1	1	-	0	2

(1) Sociétés inscrites à la cote officielle seulement

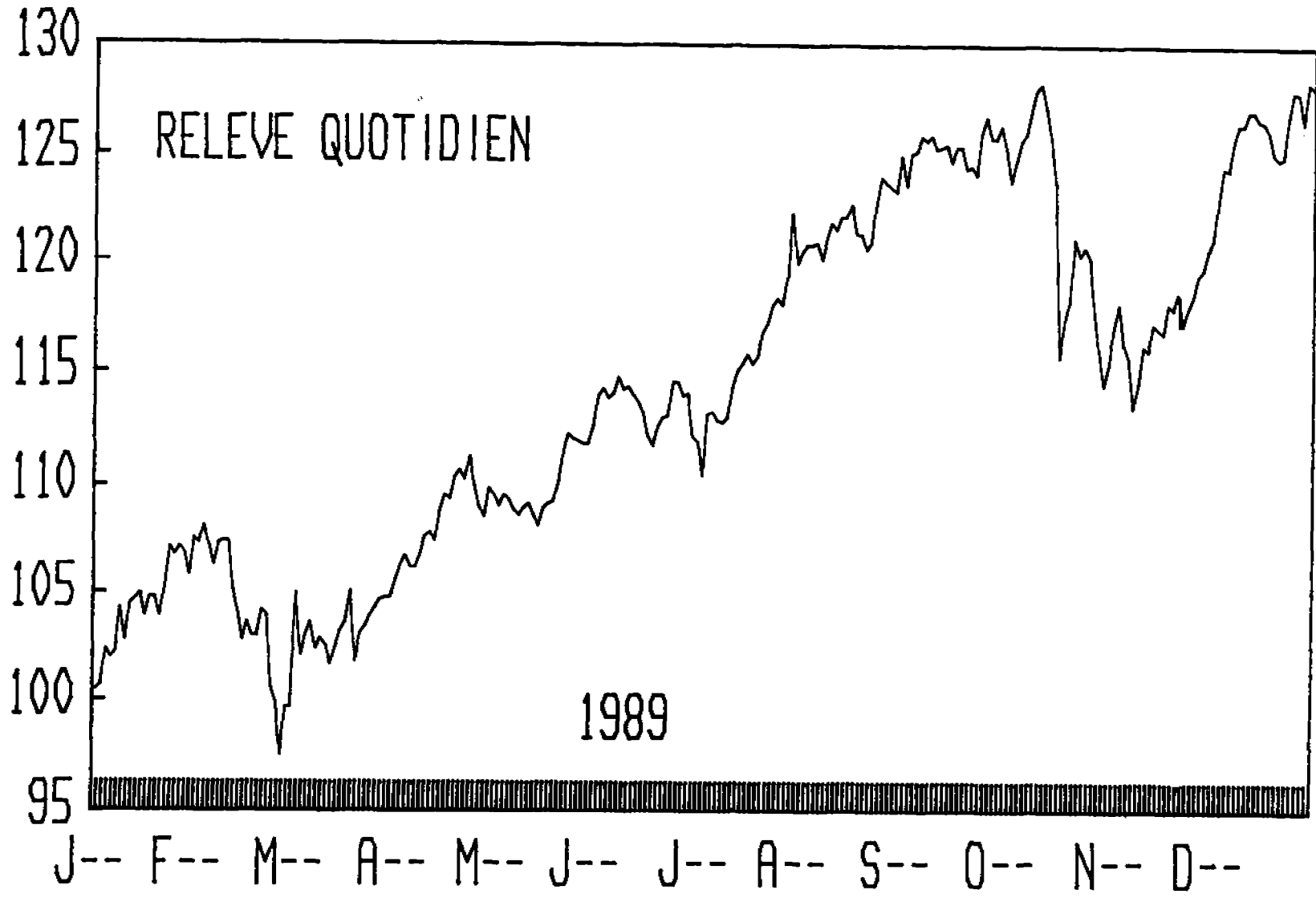
(\*) Valeurs inscrites au règlement mensuel

## EVOLUTION DE LA BOURSE

1981	1982	1983	1984	En milliards de F	1985	1986	1987	1988	1989
				- Transactions à la Bourse de Paris					
149,7	216,8	321,3	503,9	- Total (cote officielle, second marché et hors cote)	883,8	2.094,8	3.011,6	3.880,3	4029
64,3	62,8	95,5	89,0	- Actions . Cote officielle	152,6	384,4	522,1	412,7	667,5
-	-	1,6	3,3	. Second marché	10,2	29,7	55,3	36,1	44,2
83,8	151,3	221,7	409,7	- Obligations	717,7	1.673,5	2.426,5	3.424,9	3310
				- Capitalisation boursière des des actions françaises (au 31.12)					
				- Cote officielle					
224,7	202,8	318,4	393,8	. Bourse de Paris	598,0	990,3	830,8	1.350,5	1954
8,6	7,8	9,1	14,7	. Bourses régionales	19,2	30,9	24,9	33,3	
				- Second marché					
-	-	9,4	20,0	. Bourse de Paris	51,6	113,9	98,4	133,2	157,8
-	-	1,8	2,9	. Bourses régionales	6,5	15,0	13,5	20,8	
				- Indice CAC					
100,-	100,2	156,7	182,4	- Indice général des actions françaises au 31.12.	265,8	397,8	280,7	415,6	553,76
				(base 100 le 31.12.1981)					
- 19,5	+ 0,2	+ 56,4	+ 16,4	(variation %)	+ 45,6	+ 49,7	- 29,4	+ 48,05	+ 33,24



— INDICATEUR DE TENDANCE



# LA POSITION DE PLACE SUR LES ACTIONS FRANCAISES

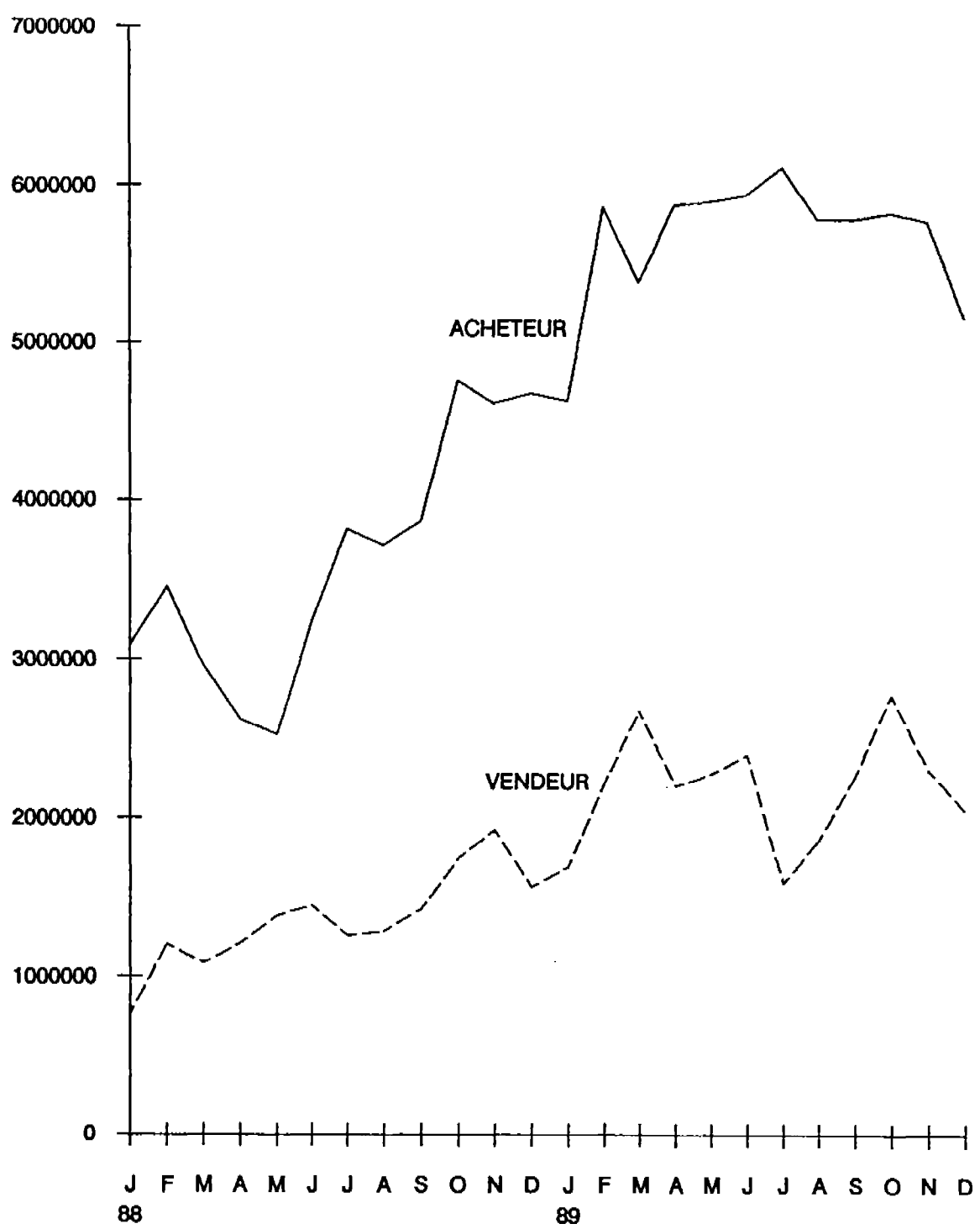
## DE 1985 A 1989

(en milliers de francs)	1985	1986	1987	1988	1989
<b>Position acheteur (PA)</b>					
- Extrêmes de l'année					
. La plus forte	1.538.759	6.171.433	8.033.470	4.754.967	6.102.383
. La plus faible	828.599	1.970.713	4.264.655	2.521.901	4.628.933
- Moyenne				3.610.083	5.656.174
<b>Position vendeur (PV)</b>					
- Extrêmes de l'année					
. La plus forte	609.136	2.695.346	2.046.567	1.927.996	2.774.905
. La plus faible	222.146	870.373	773.373	770.972	1.587.675
- moyenne	386.520	1.309.451	1.312.866	1.357.132,7	2.188.736,7

Ratios	1985	1986	1987	1988	1989
<b>PA/PV</b>					
- Extrêmes de l'année					
. La plus forte	3,7	5,3	5,6	4,01	3,84
. Le plus faible	2,5	2,0	3,9	1,83	2
- Moyen	3,2	3,3	4,7	2,71	2,64
<b>PA/moyenne quotidienne des transactions RM</b>					
- Extrêmes de l'année					
. Le plus fort	5,1	5,0			5,2
. Le plus faible	1,7	2,1			2,2
- Moyen	2,9	3,8			3,5

1988	P.A	P.V	PA/PV
Janvier	3.094.951	770.972	4,01
Février	3.457.826	1.203.144	2,87
Mars	2.957.000	1.082.906	2,73
Avril	2.616.027	1.212.982	2,16
Mai	2.521.901	1.377.732	1,83
Juin	3.241.178	1.439.759	2,25
Juillet	3.812.708	1.259.982	3,03
Août	3.715.525	1.283.802	2,89
Septembre	3.859.754	1.420.936	2,72
Octobre	4.754.967	1.744.810	2,73
Novembre	4.612.378	1.927.996	2,39
Décembre	4.676.781	1.560.571	2,99
1989	P.A	P.V	PA/PV
Janvier	4.628.933	1.689.890	2,73
Février	5.849.234	2.210.765	2,64
Mars	5.369.197	2.672.555	2
Avril	5.863.409	2.195.595	2,67
Mai	5.885.730	2.270.066	2,59
Juin	5.927.950	2.396.683	2,47
Juillet	6.102.383	1.587.675	3,84
Août	5.772.472	1.859.778	3,10
Septembre	5.772.816	2.258.162	2,55
octobre	5.809.028	2.774.905	2,09
Novembre	5.753.832	2.299.769	2,50

**EVOLUTION DE LA POSITION DE PLACE A LA BOURSE DE PARIS (ACTIONS FRANCAISES) EN 1988 ET 1989**



**INDICATEURS DE VOLATILITE DES COURS  
(Actions Françaises cotées sur système CAC)**

1988		Volatilité des cours d'ouverture ( % )		Volatilité des cours de clôture ( % )	
Mois boursier	Nombre de séances	Valeur moyenne	Valeur médiane	Valeur moyenne	Valeur médiane
Février	21	55,57	50,76	52,43	45,79
Mars	23	39,92	37,36	38,01	36,05
Avril	19	41,48	39,14	36,02	33,64
Mai	19	34,31	33,82	32,00	30,88
Juin	22	41,12	35,31	36,92	31,65
Juillet	20	40,77	32,63	38,32	31,80
Août	22	32,04	27,90	29,67	25,76
Septembre	22	33,77	30,92	31,33	28,97
Octobre	20	36,09	-	32,82	-
Novembre	20	39,08	28,78	36,88	26,82
Décembre	21	35,68	31,07	32,69	28,14
1989					
Janvier	21	39,14	33,84	35,75	30,62
Février	20	36,38	32,54	33,54	30,76
Mars	21	33,60	30,18	33,80	30,27
Avril	20	32,92	29,81	33,23	30,55
Mai	19	31,62	28,20	31,54	28,89
Juin	22	34,14	30,25	30,92	26,97
Juillet	20	37,05	28,94	34,11	26,87
Août	21	37,26	27,36	35,15	25,67
Septembre	21	37,23	30,75	34,53	28,77
Octobre	22	53,52	45,44	48,40	40,33
Novembre	21	38,43	32,08	35,16	29,36
Décembre	20	37,22	31,86	33,43	28,54

N.B. : La volatilité représente l'amplitude des fluctuations autour de la moyenne des variations de cours sur une période donnée

## LE MARCHE A TERME INTERNATIONAL DE FRANCE

Emprunt notional		PIBOR			Echéances				
1988	1989	1988	1989		Déc 89	Mars 89	Juin 90	Sept 90	
12357168	15004901		2296359	- Nombre de contrats	En Nov 1989				
49428	60503		9259	- moyenne/jour	- cours des contrats sur L'emprunt notional :				
625287	660717		124350	- nombre d'opérations	+ haut				
2501	2664		501	- moyenne/jour	+ bas				
				- position ouverte	106,2	106,1	105,28	0	
				- emprunt notional	104,10	104,3	104,74	0	
				- PIBOR	43865	34352	7250	150	
					7311	6865	1673	54	
									TOTAL
									85617
									15903

Source : Chambre de compensation des instruments financiers de Paris.  
(transactions hors-séance comprises)

<u>OPTIONS MATIF sur emprunt notional</u>		1988	octobre 89	Novembre 89
. Nombre de contrats	call	999.372	443.290	276.031
	put	1 431.528	404.780	344.409
	total	3.161.916	848.070	620.440
. Position ouverte	call	815.474	204.918	99.709
	put	716.133	185.513	69.417
	total	1 532.611	390.228	169.126

## MARCHES D'INDICES BOURSIERS

	contrat à terme CAC40 (valeur du contrat : 200 x valeur de l'indice)					contrat à terme OMF50 (valeur du contra : 500 x valeur de l'indice)		
	échéances					échéances		
	Dec	Jan	Fév	Mars	total	Déc	Mars	Total
Cours de compensation le 29/12/89	2000	1991	1997	2006	-	542	552	-
Position ouverte le 30/11/89								
- en Nbre de contrats	3010	4817	125	478	8427	238	0	238
- en millions F	1204,4	1916	49,9	191,7	3361,6	64,5	0	64,5

	VOLUME DES TRANSACTIONS	
	CAC40	OMF50
Année 1989		
En nombre de contrats		
. Volume total	585 803	141 125
. Moyenne/jour	2 362	569
En millions de francs		
. Volume total	209 630	34 186,15
. Moyenne/jour	845	137,84
Déc 1989		
En nombre de contrats		
. Volume total	58 797	602
. Moyenne/jour	2 939	30
En millions de francs		
. Volume total	23 123	163,1
. Moyenne/jour	1 156	8,1

## MONEP

	1988	1989
Négociations		
call		
-en nombre de contrats	1 838 846	2.358.202
-en milliers de francs	4 594 176	6.290.735
put		
-en nombre de contrats	514 522	569.602
-en milliers de francs	980 796	1.334.741
Nombre de contrats ouverts		
. Call	348 677	117 158
. Put	90 659	26 991

## IV ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES

1981	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988	1989
<b>a) SICAV</b>									
135,0	165,0	203,0	296	1) Nombre total (au 31.12)	372	504	634	772	872
22,0	22,0	23,0	24	. SICAV CEA	25	30	33	32	33
1,0	25,0	49,0	85	. SICAV court terme	119	162	221	277	311
2) Souscriptions nettes (en milliards de F)									
10,6	16,5	53,6	83,3	. Total	110,6	172,0	151,7	174,5	31.12.89 141,8
5,8	4,2	4,9	7,9	dont : SICAV CEA	10,8	13,8	8,8	2,0	- 9,5
-	9,5	40,0	57,9	SICAV court terme	61,9	83,6	129,3	142,3	96,2
3) Actif (au 31.12)(en mds F)									
72,3	104,2	190,8	298,6	. Total	449,6	701,8	821,6	1074,5	1269,6
16,5	17,3	32,7	37,9	dont : actions françaises	60,5	104	88,3	115,2	141,8
20,0	26,9	39,8	50,2	. SICAV CEA	72,8	109,6	96,1	127,0	140,8
11,3	14,8	24,0	26,6	dont : actions françaises	41,7	66,5	55,9	77,7	93,8
-	13,1	59,6	131,2	. SICAV court terme	204,1	303,8	442,1	610,1	1007,3
<b>b) FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A VOCATION GENERALE (titre I)</b>									
522	878	1505	1874	1) Nombre de FCP en activité	2152	2442	3029	3768	4186
42	42	65	75	dont : FCP CEA	88	99	107	107	114
142	351	572	671	FCP court terme	744	565*	703	923	941
2) Souscriptions nettes totales en milliards de F)									
10,7	21,1	36,8	57,7	. Total	61,9	69,3	22,9	81,8	30.06.89 41,3
0,1	0,1	0,5	0,6	dont : FCP CEA	0,7	3,0	1,7	- 0,3	0,2
4,4	13,8	13,4	28,1	FCP court terme	33,2	17,0	8,8	20,6	11,5
13,8	37,5	82,8	137,4	3) Actifs totaux (au 31.12) (milliards de F)	194,1	274,1	269,8	357,6	397,4
0,4	0,5	1,2	2,0	dont : FCP CEA	13,5	8,1	7,4	9,6	10,8
5,1	20,3	36,6	65,1	FCP court terme	90,7	73,5	78,8	108,7	116,3
<b>c) FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS A RISQUES (titre II bis)</b>									
-	-	15	37	1) Nombre	55	78	93	113	128
-	-	0,2	0,3	2) Souscriptions nettes (en milliards de F)	0,5	1,3	1,2	1,2	30.06.89 5,6
-	-	0,2	0,7	3) Actifs (en milliards de F)	1,3	2,0	2,7	4,1	6,4

Source : COB

(\*) Une modification des critères utilisés pour accorder la qualification de "court terme" à un fonds commun explique la diminution de ce chiffre par rapport à la fin 1985

**PART DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS  
DANS LA CAPITALISATION BOURSIERE (en %)**

1966	1976	1980	1983		1984	1985	1986	1987	1988
				<b>a) Actions françaises cotées</b>					
1,1	1,5	2,0	1,8	- Caisse des Dépôts (hors CNP)	1,6	1,4	1,4		
8,4	9,8	10,6	11,4	- Assurances (y compris CNP)	11,0	10,1	9,-		
1,9	2,1	2,2	2,1	- Caisses de retraite	2,0	1,6	1,4		
0,6	2,8	5,4	8,2	- SICAV	8,7	8,6	9	9,1	7,5
-	-	0,2	0,5	- FCP	1,2	1,4	1,9	2,-	1,7
12,0	16,2	20,4	24,0	TOTAL	24,5	23,1	22,7		
89,7	140,9	265,9	338,7	Pour mémoire : capitalisation boursière actions françaises (cote officielle et Second marché) (milliards de Francs)	431,5	675,3	1150,1	967,6	1538,1
				<b>b) Obligations françaises cotées</b>					
4,2	16,3	14,2	11,5	- Caisse des Dépôts	11,6	8,7	7,4		
20,9	20,4	17,6	17,7	- Assurances (y compris CNP)	17,5	15,9	15,8		
9,9	7,9	8,3	7,1	- Caisses de retraite	6,8	5,9	5,-		
0,5	4,7	5,2	10,6	- SICAV	14,8	18,8	22,1	23,7	25,4
-	-	0,3	3,3	- FCP	6,6	8,1	9,1	7,9	8,1
35,5	49,3	45,6	50,2	TOTAL	57,3	57,4	59,4		
81,9	291,1	586,2	1033,0	Pour mémoire : Capitalisation boursière des obligations françaises cotées (milliards de francs)	1296,8	1598,1	1976,7	2049,5	2338,2

Sources : SEDES  
COB (pour SICAV et FCP)



Pour mémoire		Taux d'épargne des ménages	Taux d'épargne financière des ménages
		SOURCE : Comptes de la nation 1986 (nouvelle base) INSEE	1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987

## TAUX D'INTERET

1980	1982	1983	1984		1985	1986	1987	1988	Dec 89
				a) taux de rendement actuariel des OBLIGATIONS					
				- Au règlement (*) (moyenne)					
14,02	16,55	14,73	13,52	. Secteur public	11,78	9,13	9,43	8,67	9,44
14,19	16,65	14,84	13,67	. Secteur privé	12,10	8,92	9,96	8,9	9,33
				- Sur le marché secondaire (dernier vendredi de décembre)					
14,31	15,40	13,96	12,70	. Secteur public	11,33	9,80	10,56	8,81	9,8
14,68	15,86	14,35	12,94	. Secteur privé	11,76	9,94	10,94	9,20	9,99
6,26	7,91	6,26	5,22	b) Taux de rendement des ACTIONS y compris crédit d'impôt (moyenne annuelle)	3,89	2,55	3,03	3,03	2,6
11,85	14,87	12,55	10,952	c) Taux du marché MONETAIRE					
			-	- argent au jour le jour (moyenne)	9,94	7,74	7,98	8,20	10,48
				- TIOP à 3 mois (moyenne)	-	-	-	8,47	10,89
17,-	12,75	12,25	11,56	d) Taux de base bancaire (en fin d'année)	10,85	9,60	9,60	9,25	10,5
11,8422	12,8706	12,5344	12,61	e) Taux annuel du marché monétaire (TAM)	10,9	8,13	8,39	7,93	9,6
				f) Taux de rendement Bons du Trésor à 13 semaines (TMB)			8,54	8,24	10,64

Source : INSEE  
Caisse des dépôts

(\*) A l'émission avant 1983

## L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET

— Taux de rendement obligations secteur public  
 - - Taux de rendement obligations secteur privé  
 --- taux rendement actions  
 - - - - - taux marché monétaire TMM  
 - - - - - TIOP à 3 mois



## CLASSEMENT INTERNATIONAL DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Source : Euromoney - Février 1989

Rang		Capitalisation boursière en milliards de dollars au 31.12.88
1 5	Industrial Bank of Japan .....	85,9
2 1	Sumitomo Bank .....	79,9
3 2	Fuji Bank .....	5,2
4 4	Mitsubishi Bank .....	71,3
5 3	Dai-ichi Kangyo Bank .....	70,8
6 6	Sanwa Bank .....	60,2
7 7	Nomura Securities .....	57,1
8 9	Long term credit Bank .....	36,8
9 8	Mitsui Bank .....	33,8
10 10	Tokai Bank .....	3,7
<hr/>		
26 27	Deutsche Bank .....	11,3
27 23	American Express .....	11,1
28 22	Union de Banques Suisses .....	9,5
29 34	Citicorp .....	,2
30 33	Barclays .....	,1
31 -	Banco Bilbao-Viscaya .....	8
<hr/>		
34 29	National Westminster Bank .....	7
<hr/>		
46 60	Société Générale .....	5
<hr/>		
49 49	Lloyds Bank .....	4,7

### ORIGINE NATIONALE DES CINQUANTE PREMIERS GROUPES

	25 premiers	Rang 26 à 50	Total
Japon .....	25	10	35
Etats Unis .....	-	3	3
R.F.A. ....	-	2	2
Royaume Uni .....	-	2	2
Suisse .....	-	3	3
Espagne .....	-	2	2
Canada .....	-	1	1
France .....	-	1	1
<hr/>			
TOTAL .....	25	25	50

**EMISSIONS D'OBLIGATIONS : montants trimestriels cumulés**

